

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
● L'ANTI-FASCISME DEMOCRATIQUE : UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLETARIEN QUI A DEJA FAIT SES PREUVES.....	1
● Sur Anton Pannekoek : MARXISME CONTRE IDEALISME OU LE PARTI CONTRE LES SECTES	18
● En mémoire d'Amadeo Bordiga : LA GAUCHE COMMUNISTE SUR LE CHEMIN DE LA REVOLUTION	53

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

L'ANTI-FASCISME DEMOCRATIQUE : UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLETARIEN QUI A DEJA FAIT SES PREUVES

Avant tout, en cette période de contre-révolution, nous devons rappeler que les communistes ne luttent pas pour trouver la meilleure forme d'Etat capitaliste, mais pour **détruire le capitalisme**, c'est-à-dire abolir le salariat, l'économie de marché, les fondements matériels mêmes de la société de classe. Cette révolution, après l'échec final des luttes internationales dans les années 20, n'a été réalisée nulle part dans le monde : ni en Russie, ni en Chine, ni à Cuba, ni au Chili... Elle ne peut se faire sans une lutte de classes violente et sans la destruction de l'Etat qui protège le régime du Capital. Voilà les tâches qui sont mondialement à l'ordre du jour depuis plus d'un siècle, depuis le **Manifeste Communiste**.

Depuis plus de quarante ans, qui sont pour nous quarante ans de contre-révolution, les partis communistes dégénérés, mais aussi les « gauchistes » ont substitué à la seule alternative réelle, **capitalisme ou communisme**, une fausse alternative : fascisme ou démocratie. Des millions de prolétaires sont morts dans la dernière guerre mondiale pour « terrasser définitivement le fascisme », et pourtant, si l'on en croit les opportunistes de tous bords, il reste encore le seul ennemi à combattre ! En Italie, le P.C. mobilise en vue des élections sur le mot d'ordre suivant (Luigi Longo, in **l'Emigrante**, avril 1972) : « Le fascisme ne renaîtra pas » ; « Nous devons exiger que les pouvoirs de l'Etat républicain remplissent les devoirs que leur fixe la constitution antifasciste »... Il crée un comité antifasciste unissant l'Association chrétienne des travailleurs italiens, la Ligue des Droits de l'Homme, les Garibaldiens, etc... Le fait que l'on parle de « fascisme » à propos de toute violence montre à quel point la gangrène démocratique a tout infesté. Mais si l'antifascisme actuel est une **mascarade** (pensons au ministre UDR Debré appelant le peuple à défendre son gouvernement contre le danger fasciste au moment du putsch d'Alger I), il a une fonction bien précise, et tout à fait sérieuse : essayer, alors que les signes de crise économique se font sentir, de recommencer l'opération du Front Populaire, de sauver la domination du capital par les moyens les moins coûteux, en enchaînant chaque prolétariat à sa bourgeoisie nationale, y compris jusqu'à la guerre, en le détournant de sauter à la gorge de son véritable ennemi, **l'Etat bourgeois, qu'il soit démocratique ou fasciste**.

Nous allons, en opposant l'unité de la ligne communiste à l'invariance de la trahison opportuniste, rappeler :

1. — Ce qu'est l'Etat bourgeois démocratique, ce qu'il fait, à quoi il sert.

2. — Montrer par les exemples historiques ce qu'est le fascisme en réalité et comment il s'est installé.

3. — Montrer ce qu'est l'antifascisme des partis staliniens, une force contre-révolutionnaire ; montrer que les communistes ne peuvent d'aucune façon lancer le mot d'ordre de défense de la démocratie contre le fascisme.

4. — Enfin, en rappelant brièvement quelles sont les tâches actuelles du Parti Communiste International, montrer qu'il n'y a pas d'autre antifascisme que l'anticapitalisme, pas d'autre alternative dans les pays capitalistes développés que dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

I. — QU'EST-CE QUE L'ETAT BOURGEOIS DEMOCRATIQUE ?

L'Etat bourgeois a de tout temps usé de ce que les démocrates actuels appellent des « procédés fascistes ». La démocratie bourgeoise, c'est aussi la violence, la répression contre le prolétariat, et la violence « illégale », le mépris de sa propre légalité. Toute société de classe est violente ; la société capitaliste use tout autant et même plus de la violence que les précédentes, à commencer par la violence latente, constante, qui oblige les « sans réserves » à se vendre au Capital : nous appelons violence ce soi-disant « ordre » économique quotidien qui mutile un ouvrier toutes les deux heures, en tue un par jour dans chaque pays d'Europe, écrase et opprime dans les meilleures conditions « pacifiques », des millions de prolétaires.

Dira-t-on qu'il n'y a pas de comparaison possible avec les camps hitlériens ? Il faut rappeler inlassablement à la sensibilité démocratique, très sélective, les tableaux de chasse du capital démocratique : répression ouvrière : journées de juin 1848, la Commune de Paris de 1871, la contre-révolution blanche appuyée par les impérialistes démocratiques en Russie et qui déclencha la guerre civile après la prise du pouvoir par les bolcheviks, le bain de sang de la contre-révolution en Allemagne, en janvier 1919, dirigée par les socialistes et démocrates Ebert, Noske, Scheidemann. A ces faits saillants, il faut ajouter la répression chronique contre les grèves dans les périodes dites « pacifiques » du capitalisme : de Carmaux à Fourmies, les « gouvernements de gauche » en France n'ont rien à envier au gouvernement franquiste qui tire sur les ouvriers à El Ferrol. Nous comptons parmi les victimes du capital les millions de prolétaires massacrés pendant les deux dernières guerres mondiales pour permettre au capital de se régé-

nérer en détruisant des masses d'hommes, de produits, d'usines. Toutes les conquêtes coloniales se sont faites par le massacre, et la défense de ces conquêtes a fait récemment des centaines de milliers de morts en Indochine et en Algérie, plus 50.000 victimes de l'Etat français à Madagascar en 46-47, au moment où le PCF célébrait la « victoire définitive sur le fascisme ». Les massacres de Sétif en Algérie à la même époque furent justifiés par les ministres communistes, les Billoux et les Tillon, au nom de l'« unité de la nation française », et de la lutte contre les « provocations fascistes ». Depuis un siècle encore, la démocratie Angleterre massacre et torture en Irlande.

Ne pas répéter inlassablement tout cela, c'est se faire complice de la bourgeoisie, qui essaie de faire passer ses violences régulières contre tout ce qui menace sa domination comme de regrettables incidents, des survivances d'une époque barbare, que le Progrès pourrait réduire.

Oui, disent les antifascistes, mais le fascisme, c'est la violence illégale, la suppression des garanties juridiques, des libertés de parole, de réunion, de presse, le mépris de la volonté populaire exprimée par les élections. C'est pourquoi il faudrait, sans en faire un but, conserver ces libertés démocratiques qui seraient un premier pas, un moyen indispensable à la classe ouvrière pour s'organiser...

Prétendre que la bourgeoisie respecte sa propre légalité quand il y a un danger réel, c'est un mensonge, une hypocrisie ou une naïveté inexcusable. Voilà ce que Lénine répondait à Kautsky en 1918, dans *La Révolution Proletarienne et le Renégat Kautsky* (Editions Sociales, 1953, pp. 22-23) :

« Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur gouvernement, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou des restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc... « en cas de violation de l'ordre », en fait, au cas où la classe exploitée « viole son état d'asservissement, et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. Kautsky farde cyniquement la démocratie bourgeoise ; il ne souffle mot de ce que font, par exemple, contre les ouvriers en grève, les bourgeois les plus démocrates et les plus républicains d'Amérique ou de Suisse. Oh ! le sage et savant Kautsky n'en dit rien ! Il ne comprend pas, cet érudit et homme politique, que le silence ici est une lâcheté. Il préfère raconter aux ouvriers des contes d'enfants, par exemple que la démocratie veut dire « protection de la minorité » (...) Le savant M. Kautsky a « oublié » — vraisemblablement oublié par hasard — une « bagatelle », à savoir que le parti dominant de la démocra-

« tie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre
« parti bourgeois ; tandis que le prolétariat, dans toute question
« sérieuse, profonde, fondamentale, reçoit en guise de « protec-
« tion de la minorité », la loi martiale ou les massacres. Plus la dé-
« mocratie est développée, et plus elle est près, en cas de diver-
« gence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie du
« massacre et de la guerre civile... »

Analyser d'autre part la démocratie bourgeoise comme l'expression de la « volonté populaire », comme le PC le fait couramment, c'est jeter par-dessus bord toute la critique marxiste qui montre :

1. — Qu'il n'y a pas de « volonté populaire » dans une société divisée en classes, mais une dictature cachée de la bourgeoisie.

2. — Que l'Etat démocratique et son parlement ne peuvent pas être l'instrument de la dictature du prolétariat, qu'il devra les briser pour imposer sa propre dictature de classe (cf. Engels, cité par Lénine dans **Le Renégat Kautsky...** p. 21) : « Or, en réalité, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela sous la république démocratique non moins que sous la monarchie ».

« Le suffrage universel est un indice de la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut donner ni ne donnera jamais rien de plus dans l'Etat moderne ».

La démocratie n'a jamais été considérée par les Communistes comme un « progrès » parce qu'elle serait un avant-goût du socialisme, mais parce que (et dans la mesure où), comme le dit le **Manifeste**, la révolution bourgeoise qui l'instaure déblaie économiquement et politiquement le terrain pour l'affrontement des deux classes antagonistes, bourgeoisie et prolétariat.

Si le fascisme n'a nullement le privilège de la violence et de l'illégalité, ni de la répression anti-ouvrière, si les démocraties modernes ont bien fait fructifier, de ce point de vue, l'héritage de leur ennemi d'hier, qu'est-ce donc, alors, que le fascisme ?

II. — QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

Pour le définir sans équivoque, il faut écarter un certain nombre de fausses interprétations, qui convergent toutes dans l'opportunisme.

Le fascisme n'est nullement une **réaction féodale**, contrairement à ce que Zinoviev lui-même a pu dire, comparant Mussolini à Kornilov et à la réaction blanche en Russie. Cette interprétation a dû céder devant la réalité du développement capitaliste dans les pays de fascisme ; mais elle ressuscite, même quand ce n'est pas explicite, à des fins intéressées, dans la propagande opportuniste, qui parle de la « réaction » comme d'une ten-

dance passéiste, et qui, en France, célèbre le 14 juillet et les jacobins tout comme s'il s'agissait de recommencer indéfiniment la révolution bourgeoise, et non de faire la révolution socialiste.

Le fascisme n'est pas non plus une arme spécifique de la **petite-bourgeoisie**, qui utiliserait ainsi l'Etat à son profit : même les historiens universitaires ont dû reconnaître que si elle avait fourni des troupes au fascisme, elle avait néanmoins été réprimée par lui et sacrifiée plus que jamais à la concentration du capital. Ce faisant, l'Allemagne fasciste, l'Espagne franquiste ont simplement réalisé les tendances générales des Etats modernes impérialistes, telles que Lénine, Boukharine (et même, d'avance, Le Capital) les avaient définies au moment de la première guerre mondiale : centralisation et étatisation de l'économie au service de la grande industrie, de la fraction la plus avancée du capital, intervention accrue de l'Etat de classe, tentative d'intégration des syndicats dans le but de discipliner la production. Le fascisme n'a pas non plus d'**idéologie propre**, et le Parti Communiste d'Italie, quand il était dirigé par la Gauche et non par les charognes actuelles, avait montré dès le Congrès de fondation des **Fasci** que l'idéologie mussolinienne n'était qu'un ramassis de thèmes bourgeois, provisoirement agrémenté de quelques illusions spécifiquement petite-bourgeoises.

Le fascisme a aussi ce point commun, **essentiel** pour nous, avec la démocratie, c'est qu'il n'est capable d'apporter aucune solution définitive aux contradictions du capitalisme. De même qu'il n'y a pas de « super-impérialisme » à la Kautsky, il n'y a pas un super capitalisme qui serait le fascisme : même sous le fascisme en effet, l'**anarchie** productive subsiste, la discipline de la production n'est qu'une **tentative** de discipline, et les mêmes contradictions amènent les mêmes crises sociales qu'il tente de résoudre par la guerre : c'est aussi pour cela que, pour nous, le fascisme n'est pas la fin du monde ni la catastrophe définitive qui rendrait toute lutte superflue.

Le fascisme n'est même pas enfin, à proprement parler, une forme d'Etat originale. Sa fonction propre est d'**unifier la bourgeoisie en un parti centralisé**, de la discipliner pour la défense des intérêts du Capital v compris par des méthodes autoritaires, si elle n'accepte pas de bon gré cette discipline. Donc ce qui **diffère** dans le fascisme par rapport à la démocratie, c'est l'alignement des classes extérieures au prolétariat (fractions de la classe bourgeoise et « demi-classes »), et non pas l'antagonisme fondamental entre bourgeoisie et prolétariat, ni le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat bourgeois. C'est, d'autre part, la différence de **phase dans la lutte**, et c'est pour nous la différence essentielle : le fascisme n'est pas la **cause**, mais le **produit** de la défaite du prolétariat, comme on va le voir historiquement.

III. — QU'EST-CE QUE LE FASCISME ? COMMENT S'INSTALLE-T-IL ?

La thèse implicite ou explicite du PCF, de ses satellites et de tous leurs homologues des autres pays est celle-ci : « Si vous bougez, vous allez attirer le fascisme » (cf. Marchais : les gauchistes « vont nous attirer un régime de colonels ») ; d'une part, la petite-bourgeoisie va avoir peur et mal voter, d'autre part, cela va « servir de prétexte ». Ce raisonnement prend actuellement la forme d'un pur et simple appel à l'ordre, d'une « provocation à la servitude » : pour le fond, ce n'est pas non plus une nouveauté... En 1921, les socialistes italiens parlaient eux-aussi de « tendre l'autre joue », d'avoir « le courage d'être lâche » (sic !), de ne pas « donner de prétextes »... La Social-Démocratie Allemande en 27-29 tirait même sur les ouvriers pour les dissuader de donner, par leur violence, un prétexte à la violence bourgeoise...

En résumé, donc, pour les opportunistes, les choses se passeraient ainsi : plan machiavélique d'une partie de la bourgeoisie, qui n'attendrait qu'une « occasion » ; agitation, ouvrière ou petit-bourgeoise, dans des formes extra-légales ; panique d'une autre partie de la petite-bourgeoisie qui, au lieu de soutenir le prolétariat dont elle est l'alliée naturelle, passe du côté de la grande bourgeoisie.

Nous appuyant sur l'histoire, nous montrons :

1. — Que le fascisme n'est pas un **plan délibéré** de la bourgeoisie, qui garderait à tout moment dans sa manche les deux solutions possibles, mais un alignement déterminé de ses forces dans des situations de crise, lorsqu'elle a épuisé la ressource du gouvernement populaire.

2. — Que le fascisme ne provient pas de la lutte violente du prolétariat, mais de l'échec de cette lutte, qu'il est le coup de grâce porté par la bourgeoisie à un ennemi déjà presque abattu, et abattu par les **opportunistes et les gouvernements démocratiques**.

3. — Enfin, secondairement, que la petite-bourgeoisie, qui ne peut pas avoir de position autonome, se discipline dans le parti unique de défense du capital, et lui donne ses troupes non pas quand elle a peur que le prolétariat gagne, mais quand elle **le sent battu**, et n'a plus qu'à chercher un autre maître.

ITALIE 1920 - 1924

Dans une situation de crise économique et sociale intense, au lendemain de la guerre, il y a eu d'abord une montée prolétarienne : grèves, occupations d'usines, luttes armées locales. Mais le fascisme est loin d'avoir fait directement suite à l'échec relatif des grèves avec occupation de Turin de l'automne 1920. En réalité : les gouvernements « socialistes » de Nitti, Giolitti et Bonomi, ont temporisé de 1918 à 1922 : ils ont fait aux grévistes des concessions purement verbales (« contrôle ouvrier » en au-

tomne 1920), et en même temps, ils ont abrité et armé le fascisme (création de la Garde Royale, circulaire Bonomi, invitant les démobilisés à s'engager dans les « Fasci », autre circulaire invitant les tribunaux à ne pas poursuivre les bandes fascistes...). En même temps aussi, ils réprimaient directement le prolétariat selon un processus qu'il faut rappeler : là où les assauts des bandes fascistes contre les Bourses du Travail, les sièges et les imprimeries des partis socialiste et communiste avaient été repoussés par le prolétariat en armes, les forces de l'Etat intervenaient directement, au besoin avec les chars et l'aviation pour rétablir l'ordre comme ce fut le cas à Bari.

Le Parti Communiste d'Italie, formé en janvier 1921 par la scission de Livourne, a maintenu le programme intégral du communisme qui consistait, quels que soient les rapports de forces, à lutter contre la bourgeoisie, à relever son défi, au lieu d'implorer l'Etat de « rétablir l'ordre », mais sans faire la moindre concession politique à la Social-Démocratie. Ceci n'a rien à voir, entre parenthèse, avec la tactique du « social-fascisme », que les historiens staliniens essaient d'identifier à la ligne communiste ; le Social-fascisme, ou ce qu'on appela, illusoirement, le « tournant de gauche » de l'IC de 1929 à 1931, consistait à s'allier au besoin avec le fascisme, pour abattre la Social-Démocratie, véritable politique de gribouille, qui revenait à s'allier avec la bourgeoisie contre les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat ! En Italie, la Gauche qui dirigeait le PC, a accepté le Front Unique sur des mots d'ordre revendicatifs unificateurs, sans renoncer, sous prétexte de priorités, à la ligne et à l'organisation autonome communistes, rejetant au contraire toute organisation militaire commune avec des non-communistes comme les « Arditi del popolo » pour combattre les bandes mussoliniennes. Cette ligne n'était pas une garantie de victoire, mais la garantie relative que le repli (si repli il devait y avoir) se ferait dans la clarté politique et ne compromettrait donc pas les chances de reprises.

Ainsi, c'est quand le prolétariat, trahi par les directions réformistes et par le parti socialiste dans des grèves comme celle de 1922, désarçonné par les positions fluctuantes de l'internationale d'après 1921, a été, malgré ses victoires locales, sérieusement frappé et en reflux, que Mussolini, ayant reçu le feu vert de la Chambre patronale italienne, a pu faire en wagon-lit sa marche sur Rome, en octobre 1922. Le gouvernement démocratique lui a donné le pouvoir sans combat, pouvoir qu'il a d'ailleurs commencé par partager avec le centre-gauche.

EN ALLEMAGNE : LES LEÇONS, IDENTIQUES, SONT AUSSI NETTES.

L'insurrection prolétarienne de janvier 1919, dirigée par les spartakistes a été directement réprimée par le gouvernement Social-Démocrate, au nom du maintien de l'ordre démocratique. C'est ce que disait le dernier article de Liebknecht, à la veille de son assassinat :

« La bourgeoisie française a été contrainte de prendre dans ses propres rangs les bouchers de juin 1848 et les bourreaux de mai 1871. La bourgeoisie allemande n'a pas à prendre cette peine : ce sont des sociaux-démocrates qui accomplissent la sale et méprisable besogne, la sanglante et lâche besogne : leur Cavaignac, leur Gallifet, s'appelle Noske, l'ouvrier allemand ! » (cité par Gilbert Badia, in **Les Spartakistes**, collect. Archives, p. 6).

Sans pouvoir ici tirer toutes les leçons de l'échec de la révolution allemande, on fera encore deux citations, parce qu'on y reconnaîtra les arguments invariants des **démocrates**, c'est-à-dire des apôtres d'une non-violence qui se retourne fatalement en violence contre le prolétariat. La première est la réponse des Majoritaires (la droite de la Social-Démocratie) aux conditions posées par Liebknecht pour son entrée au gouvernement provisoire de Berlin, en novembre 1918, en particulier, certaines mesures économiques et sociales anti-capitalistes, et le pouvoir aux Conseils d'ouvriers et de soldats :

« Vous posez les conditions suivantes :

« 1) L'Allemagne doit être une République Sociale. Cette revendication constitue le but de notre propre politique ; toutefois, **c'est au peuple de se prononcer par le truchement de l'Assemblée Constituante** ; (NdR : souligné par nous ; tous les réactionnaires demandaient alors à grand cris, précisons-le, l'Assemblée Constituante)

« 2) Dans cette république, la totalité du pouvoir exécutif, législatif et juridictionnel, doit reposer exclusivement entre les mains de délégués élus de l'ensemble de la population laborieuse et des soldats.

« Si cette exigence signifie la dictature d'une fraction d'une classe qui n'aurait pas derrière elle la majorité du peuple, nous sommes contraints de la repousser, **car elle contredit nos principes démocratiques.**

La seconde citation montre l'autre face du démocratism, son pacifisme social... violent ! Elle est extraite de **Mémoires** de Scheidemann. (Scheidemann, **L'effondrement**, trad. française, Paris, 1923, p. 252), qui présente l'insurrection de décembre - janvier comme un « **attentat contre la démocratie** » :

« Au moins l'effondrement (de l'Allemagne dans la guerre) avait-il mis fin à l'inégalité et à l'absence de liberté intérieure ; toute conception politique avait la voie libre, dans les limites de la légalité : les deux partis ouvriers détenaient le gouvernement. Malgré cela, on ne cessait de demander la « poursuite de la ré-

« volution », et certains auraient même voulu faire de la révolution
« un état permanent... (1)

« Ce n'est donc pas aux masses qu'il faut imputer ce qui se
« passa de novembre en janvier, et de nouveau en mars, sous le
« régime républicain et contre ce régime ; (il faut accuser) « ceux
« qui savaient que tout cela n'était pas autre chose qu'un attentat
« du prolétariat contre lui-même, qu'une lutte d'ouvriers contre ou-
« vriers, ce romantisme révolutionnaire qui ne pouvait se repré-
« senter une révolution sans effusion de sang, et la folie des gran-
« deurs de gens qui ne se croyaient pas suffisamment en vue, ont
« célébré leurs orgies dans les rues de Berlin, et, comme au temps
« de Guillaume II, c'était toujours le peuple qui servait de chair à
« canon (...) Mais si jamais chefs de parti ont eu du sang sur la
« conscience et ont élargi le fossé entre gens d'une même classe,
« ce furent bien ceux qui ont combattu la république, cette créa-
« tion de la classe ouvrière, avec les mêmes armes dont ils s'étaient
« servis contre le despotisme militaire, armes que, dans leur folie,
« ils dirigeaient maintenant contre eux-mêmes ; ce furent bien ceux
« qui ont tenté de briser, même par l'emploi des grenades et des
« mitrailleuses, ce qui était, de façon indéniable, la volonté de la
« majorité du prolétariat. »

En Allemagne comme en Italie donc, contrairement à la mythologie
petite-bourgeoise, les bains de sang pour le prolétariat ont été antérieurs
à la montée du fascisme : **Ils ont été l'œuvre des démocrates !**

Après l'échec de l'insurrection de janvier, les luttes sociales vio-
lentes ont continué en Allemagne jusqu'en 1923. La première tentative
hitlérienne en Bavière, à ce moment, a échoué ; comme en Italie jusqu'en
1921, la grande industrie se méfiait des fascistes : elle doutait, non pas de
leur moralité, mais de leur efficacité ! Elle n'a soutenu financièrement et
politiquement Hitler que dix ans après l'assassinat de la Commune de
Berlin, quand elle a vu que la Social-Démocratie, la crise économique s'ag-
gravant, avait épuisé son rôle de **gendarme** contre le prolétariat, et ne pou-
vait parvenir à discipliner les autres couches sociales.

Dans ces deux cas historiques, la petite-bourgeoisie qui votait au-
paravant pour les partis ouvriers a changé de camp alors : une partie d'en-
tre elle est restée « antifasciste », mais de façon tout à fait inefficace, car
le prolétariat est la seule force qui puisse s'opposer dans les pays déve-
loppés, à la bourgeoisie organisée pour défendre sa domination de classe.

Avant de compléter ces leçons par l'exemple espagnol, nous nous
résumerons ainsi : le fascisme, forme d'unification provisoire de la bour-

(1) C'est bien sûr, la formule même de Marx, dans l'Adresse de 1850 à la Ligue des
Communistes.

geoisie dans les pays impérialistes, vient, après un traumatisme social violent, après une lutte ouverte et prolongée du prolétariat, quand la solution du gouvernement populaire est épuisée, après avoir servi à réprimer indirectement ou ouvertement l'assaut prolétarien. C'est alors que le fascisme arrive, avec les garanties légales (Hitler et Mussolini aussi ont fait des élections...), pour donner le coup de grâce au prolétariat et essayer de discipliner la classe dominante face à la crise.

L'ESPAGNE, DERNIER EXEMPLE DE VICTOIRE DU FASCISME

Pour les leçons politiques qu'on peut en tirer, l'exemple de la guerre d'Espagne est tout à fait identique aux précédents, mais l'opportunisme la revendique comme un modèle de lutte « anti-fasciste ». Cet exemple est incompréhensible pour tous ceux qui croient que la violence suffit à donner un caractère révolutionnaire à un mouvement. En réalité, ce n'est pas la violence, mais la direction dans laquelle sont portés les coups du prolétariat qui confère, entre autres, son caractère révolutionnaire à une lutte.

En Espagne, où depuis 1931 le gouvernement de « gauche » avait rempli ses tâches de répression (grève des Asturies, révolte agraire en 32), sans pouvoir venir à bout de la crise, l'annonce du débarquement de Franco a provoqué dans la Catalogne un soulèvement social spontané, qui mettait en danger l'ordre démocratique et constituait une menace non pas pour la « paix du monde », mais pour le pacifisme social.

Qu'ont fait les républicains ? Ils ont repris en mains la Catalogne (tout en évacuant, pour plaire aux bourgeoisies française et anglaise, la flotte de Tanger, permettant ainsi à Franco de recevoir des renforts). Ils ont annulé toutes les mesures (partielles) anti-capitalistes prises par l'insurrection ouvrière. Ils ont détourné le prolétariat vers l'objectif de la guerre anti-franquiste dans le respect de la légalité républicaine et donc de l'ordre bourgeois, qui impliquait non seulement la mise en veilleuse mais la répression de la lutte des classes : par-là même, d'ailleurs, en contenant la révolte agraire, ils ont muselé une force sociale qui, alliée au prolétariat des villes, était seule capable de vaincre le franquisme, mais qui ne l'aurait fait qu'en frappant la bourgeoisie.

Qu'ont fait le PC espagnol et l'Internationale ? Ils ont noyé la révolte de classe sous les « objectifs prioritaires ». La déclaration de José Diaz, secrétaire du PCF, contient les formules types de l'opportunisme :

« Nous ne désirons lutter que pour une république démocratique avec un contenu social étendu (...) Il ne peut être question actuellement de dictature du prolétariat, ni de socialisme, mais seulement de la lutte de la démocratie contre le fascisme. »
« (8 août 1936) »

Sous la surveillance des commissaires de l'IC, le PCE a mis le POUM hors la loi, massacré les trotskystes dont les staliniens offraient en même temps la tête à la bourgeoisie mondiale aux procès de Moscou.

Qu'ont fait les dirigeants de la « gauche » anarchiste et trotskyste ?

Ils ont négligé de s'attaquer à l'Etat ; ils ont même fini par entrer au gouvernement. Il faut lire la déclaration du POUM, expliquant sa participation au gouvernement, pour mesurer l'ampleur de la tragique naïveté des « tacticiens » trotskystes :

- « La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir des armes.
- « Nous devons donner l'impression que les maîtres étaient non les « comités révolutionnaires, mais le gouvernement local. »

C'est pour ce résultat illusoire que la révolution espagnole, si fragile qu'elle ait été, s'est suicidée.

Le dernier acte de la révolution espagnole, avant l'agonie de la guerre, c'est la révolte de Barcelone, en mars - mai 1937. Encore une fois, comme aux plus belles journées de juillet 1936, le prolétariat était maître de la ville. Et il fallut toutes les exhortations des directions anarchistes à ne pas poursuivre une lutte « fratricide » (1), ainsi que l'incapacité du P.O.U.M. à voir plus loin qu'un « gouvernement syndical » manifestement de collaboration de classe, pour que l'élan révolutionnaire s'essouffle et que les ouvriers déposent les armes.

Non seulement ce fut l'assassinat d'un mouvement de révolution, au nom de la défense prioritaire de la République, mais un désastre politique à long terme. La confusion politique et la trahison stalinienne ont conflué pour enfermer jusqu'à maintenant le prolétariat espagnol dans l'idée que sa tâche est d'instaurer l'Etat républicain. et de faire pour cela, au besoin, l'« unité » la plus large, comme dit S.-Carillo, non seulement avec la bourgeoisie, mais même au besoin, avec les éléments « repentis » de la Phalange.

IV. — QU'EST-CE QUE L'ANTI-FASCISME DEMOCRATIQUE ?

Qu'est-ce qu'ont représenté alors les grandes périodes d'« unité démocratique » contre le fascisme, revendiquées par l'opportunisme, du Front Populaire et de la Résistance ? Elles ont été le **prétexte** pour paralyser le prolétariat et l'entraîner aux côtés de sa bourgeoisie.

LE FRONT POPULAIRE : En septembre 1934, la Russie entrait à la SDN, et signait des pactes avec les Etats démocratiques bourgeois. Le PC français qui s'était si difficilement constitué sur la base des **21 conditions**, retournait alors complètement, après le bref tournant ultra-gauche (qui n'avait rien à voir avec la position communiste), à ses sources Social-Démocrates, en prenant pour prétexte l'existence de Ligues d'extrême-droite, qui avouaient elles-mêmes leur faiblesse, au moment des élections. Le Front Populaire permit de réaliser sans trop de résistance ouvrière, malgré les queues de grève de 1936 - 1937, le programme bourgeois d'**union nationale et de préparation à la guerre impérialiste** que les Etats bourgeois menaient de leur côté.

Le PC joua un rôle actif dans le renforcement de l'Etat bourgeois, appelant au « maintien de l'ordre » et à l'arrêt des grèves, approuvant la

loi contre les extrémistes qui servit à frapper les groupes de gauche, soutenant la politique coloniale de maintien de l'Union Française. Il reprit carrément, avec l'alibi du fascisme, le vieux programme Social-Démocrate des Bernstein, des Millerand, le programme d'alliance contre « la droite » sur des objectifs purement bourgeois, avec quelques vaines revendications petit-bourgeoises, célébrant 89, Voltaire, Jeanne d'Arc (« fille du peuple luttant contre l'envahisseur... »), reprenant en main le drapeau tricolore, d'abord pour « défendre la paix », avec des paroles complètement vides et utopiques, puis, tout naturellement, après l'intermède du pacte germano-soviétique, pour entraîner les ouvriers dans cette guerre qu'encore en 1934 l'Internationale Communiste avait condamnée d'avance, au moins verbalement, en lui opposant le défaitisme révolutionnaire.

LA RESISTANCE : le rôle des PC français ou italien après la guerre (qui ne fut nullement la « victoire de la démocratie contre le fascisme », mais celle de l'impérialisme le plus fort), fut en parfaite continuité contre-révolutionnaire avec la période du Front Populaire : la lutte dans une guerre impérialiste aux côtés de la bourgeoisie pour des buts nationaux ne pouvait qu'aboutir au soutien de cette même bourgeoisie dans la reconstruction capitaliste.

Au temps où les staliniens étaient ministres, au nom de la « nécessité de remettre en marche l'économie », et en se servant du prétexte de « complots fascistes » pour museler toute résistance, ils ont soumis les ouvriers aux lois de la productivité capitaliste, en reprenant les termes mêmes de Mussolini (« bataille du blé », « bataille du charbon »), légalisé l'abandon des quarante heures, désarmé les milices, mais armé l'Etat bourgeois, maté les révoltes coloniales en Algérie et à Madagascar, laissé faire en Indochine...

Cette attitude, encore une fois, n'a rien de foncièrement « nouveau », de même que le fascisme n'apporte pas de nouveauté telle qu'elle bouleverse les données de la lutte. C'est toujours la **rechute** dans l'idéologie bourgeoise et petit-bourgeoise, la manifestation de la même difficulté pour le prolétariat à se constituer en classe autonome, avec son programme et son parti propres. La menace du fascisme a joué le même rôle qu'autrefois, la menace de la réaction, du Boulangisme en France par exemple, face à laquelle Guesde et Engels avaient répondu : **ni Ferry ni Boulanger**, car pour les communistes, il y a toujours une troisième solution : la leur. (cf. **Correspondance Engels-Lafargue**, t. II, p. 141). Quand il y a eu des luttes armées, en Espagne par exemple, on a vu se reproduire, avec des différences secondaires, le même alignement de classes qu'en juin 1848 : les fractions bourgeoises se sont entendues pour écraser le prolétariat ; puis une partie de la petite-bourgeoisie, (ou des partis petit-bourgeois) a essayé d'appeler ce dernier à la lutte pour le « rétablissement de l'ordre », tandis que la plus grande partie reconnaissait dans le Bonapartisme (ou dans le fascisme), le seul garant possible de l'ordre existant.

Qu'est-ce donc que l'antifascisme démocratique ? C'est la réaction

normale de la petite-bourgeoisie hésitante (et même de la bourgeoisie, aussi longtemps du moins qu'elle n'est pas poussée objectivement à s'unifier) qui voudrait bien le capitalisme sans violence, le marché sans la concurrence, sans la guerre, etc..., et qui cherche, comme le disait Marx dans le **Manifeste** (Ed. Soc. p. 83) à « porter un remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise », invitant le prolétariat à « s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait ».

L'**antifascisme démocratique** aux mains des partis opportunistes qui dirigent encore la classe ouvrière, c'est une **arme contre le prolétariat**, un moyen pour fournir à la bourgeoisie, en cas de crise, la solution de recherche la plus économique, pour faire croire au prolétariat que l'Etat bourgeois pourrait être autre chose que ce qu'il est, qu'il a à choisir la meilleure forme d'Etat et non à briser l'Etat bourgeois pour instaurer son propre Etat de classe.

Peut-il exister une position « purement tactique » de défense de la démocratie contre le fascisme ?

1. — Nous ne posons pas la question pour le présent : les mots d'ordre transitoires des trotskystes actuels ne peuvent nullement être comparés à la tactique de l'Internationale Communiste en 1921, dont ils se réclament, ainsi que le PC : en 1921, l'IC conservait encore de façon claire **les buts communistes** ; elle n'avait pas renoncé à sa critique de la démocratie : le Front Unique consistait alors à proposer l'action commune de tous les prolétaires sur des objectifs de classe limités, pour arracher dans l'action, et par une critique sans concession, les masses à l'influence opportuniste. Il ne consistait nullement à demander au PC de réaliser « vraiment » son programme de trahison comme le font les groupes trotskystes actuels, ou à voter pour le PC « afin de ne pas démoraliser la classe ouvrière » ! En réalité, l'antifascisme des groupes trotskystes est en parfaite continuité avec le fétichisme démocratique qui s'étale, par exemple, dans le programme de Rouge, avec le culte de la pluralité des courants, de la liberté, de l'autonomie des producteurs, etc... Quant aux maoïstes, ils prétendent eux-aussi « utiliser » seulement les appels à la Résistance, les comparaisons entre patrons et « collaborateurs », etc... En réalité, ces comparaisons « tactiques » sont tout à fait cohérentes avec les **objectifs populistes**, c'est-à-dire d'alliance de classe, et non prolétariens, vers lesquels ils permettent de dévoyer la combativité réelle des ouvriers qu'ils entraînent.

2. — Mais la question de la tactique pourra se reposer, même si nous la considérons comme **historiquement résolue**. De même qu'en 1935 et en 1945, il y a sans doute actuellement des militants du PC ou d'autres partis qui croient à une « manœuvre ingénieuse », et qui s'imaginent que les partis en question vont sortir un beau jour la révolution de leur manche comme le lapin du chapeau...

Un des acquis de la Gauche que nous avons toujours souligné est d'avoir montré justement, que la **liberté tactique était limitée**, non pour des raisons morales, mais pour des raisons purement **matérielles** : on ne dirige pas la lutte de classe avec des ficelles et des astuces. Les « tournants » spectaculaires de l'Internationale n'ont jamais été des tournants révolutionnaires : ces tournants ne « marchent » que quand ils vont vers l'arrière. Pourquoi ? Parce qu'on ne fait pas passer du jour au lendemain le prolétariat de l'alliance inconditionnelle à la lutte contre sa bourgeoisie, mais surtout parce qu'on ne forme pas un **parti** à coup d'acrobaties tactiques, sans menacer cette continuité et cette unité organique indispensables que seul peut assurer le **respect scrupuleux du programme communiste**. Qu'on relise (Programme communiste n° 34, p. 20) **Organisation et discipline communiste** :

(...) « En résumé, il faut étudier la question de la discipline « et de l'organisation en tenant compte de la véritable nature historique du parti qui est une organisation exprimant la tendance de « toutes les luttes sociales particulières à s'unifier dans un but « commun, une organisation à laquelle on adhère volontairement. « En résumant ainsi notre thèse, nous croyons être fidèles à la dialectique marxiste : l'action que le parti mène et la tactique qu'il « applique, c'est-à-dire la façon dont il agit à l'extérieur, ont une « influence sur son organisation et sa vie intérieures. Quiconque « prétend, au nom d'une discipline illimitée, disposer du parti pour « toute action, toute tactique, toute manœuvre quelles qu'elles « soient, c'est-à-dire sans limites définies et connues de tous les « militants, compromet fatalement l'organisation ».

Or, quelles sont les positions communistes de principe sur la démocratie ? Elles sont le condensé d'une analyse de l'alignement des classes que l'expérience a confirmées dans toutes les occasions historiques que nous avons évoquées. Ces principes, reniés définitivement par l'Internationale depuis la révolution chinoise de 1927, sont invariants depuis **Le Manifeste et l'Adresse** à la Ligue des communistes de 1850, qui distinguent deux situations, sans les **opposer**, (c'est toute la différence entre la dialectique marxiste et la théorie stalinienne ou maoïste des étapes).

1. — **Avant la révolution bourgeoise** : le parti essaie de prendre la direction du prolétariat qui lutte en même temps que la bourgeoisie pour détruire les entraves féodales au développement des forces productives, et en même temps, pour des revendications démocratiques, comme le suffrage universel, mais le parti montre d'avance en quoi le succès de ces revendications n'est nullement un progrès en soi, mais ne fait que déblayer plus largement le terrain de la lutte des classes. Le parti montre aussi d'avance comment la bourgeoisie se retournera aussitôt contre son allié (d'où la nécessité d'une organisation séparée du prolétariat ; d'où la formule « **frapper ensemble, marcher séparément** », laquelle est complètement trahie dans le slogan maoïste : « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis »...).

2. — Dans les pays où la révolution démocratique a été faite depuis un ou plusieurs siècles (en Angleterre, en France, mais aussi en Italie, en Allemagne, en Espagne et en Grèce, car on ne peut s'en tenir à des critères formels : certes il n'y avait pas la République en Allemagne en 1918, mais il serait stupide d'en déduire qu'un des capitalismes les plus modernes d'Europe était alors un pays féodal !).

Ce qui est à l'ordre du jour mondialement et directement dans ces aires, ce n'est pas le maintien de (ou le retour à) la démocratie, mais la révolution prolétarienne, qui est la **négarion de la démocratie bourgeoise**, qui implique la dictature de la classe dirigée par le parti ; qui implique la violence bourgeoise contre-révolutionnaire, la terreur, l'autorité, la centralisation, la suppression des libertés démocratiques pour la bourgeoisie.

V. — LA SITUATION ACTUELLE ET LES TACHES DU PARTI

Nous ne perdons pas une occasion de montrer l'**identité de contenu** du point de vue du prolétariat, entre fascisme et démocratie, et pourtant, nous précisons qu'actuellement, nous sommes en période « démocratique ». Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Non pas que l'impérialisme soit, le moins du monde, « revenu en arrière », ait abandonné les caractéristiques, (rappelées plus haut), de « stade suprême du capitalisme ». Non pas qu'on jouisse de libertés précieuses, que le travail communiste puisse se développer librement sur une large échelle, etc..., mais que, justement parce que le prolétariat ne s'est pas encore relevé de la contre-révolution ; parce que, malgré ses sursauts locaux, ou des crises comme celle de mai en France, provoquées par la pression du capital, il reste soumis à l'idéologie pacifiste, démocratique, d'unité nationale entretenue dans ses rangs par le PC, meilleur agent de la bourgeoisie ; parce que, aussi, la bourgeoisie n'a pas besoin de la discipline fasciste pour maintenir sa domination de classe, pour sauver les intérêts généraux du capital. En France, par exemple, l'Etat réprime les franges agitées de la petite-bourgeoisie, mais il achète par ailleurs les voix de celle-ci pour les prochaines élections. La bourgeoisie peut tolérer (sans que ce soit aucunement un choix volontaire), non certes la « liberté de tous », mais ces faibles dissensions entre fractions bourgeoises qui deviendraient insupportables en cas d'assaut prolétarien.

Pourtant, la période prospère de la reconstruction qui a suivi la cure de santé que fut pour le capital mondial la dernière guerre impérialiste touche à sa fin. Les premières escarmouches de la guerre monétaire, la recherche fiévreuse de nouveaux marchés, et la remise en cause de l'équilibre mondial de Yalta sont les signes avant-coureurs de la crise de surproduction qui de nouveau menace le capitalisme. Le prolétariat sera alors poussé non pas « mécaniquement », mais de façon malgré tout inéluctable à se défendre contre l'attaque du capitalisme, lequel, à cause de la concurrence accrue, devra obligatoirement pousser la production et resserrer la

discipline de l'armée productive. Alors les « forces antifascistes » seront encore là pour détourner le prolétariat vers de prétendus objectifs prioritaires. C'est ce qui se passe déjà en Italie, où la crise a produit une agitation petite-bourgeoise et prolétarienne relativement aiguë, et où le PC est en train de détourner activement les révoltes vers les « priorités démocratiques ».

Notre rôle, si faible que soit pour le moment notre influence, n'est pas de pousser le prolétariat à une action confuse (ce qui est d'ailleurs impossible !), contre un danger imaginaire, mais de diriger ses coups contre son ennemi réel et permanent, l'Etat bourgeois ; de l'aider à ce débarrasser du programme contre-révolutionnaire qui l'entrave ; de lui montrer la nécessité de la violence de classe, au lieu de la paix sociale ; de revendiquer la centralisation, l'unification de classe que le fascisme a finalement empruntées à l'Internationale pour unifier, lui, la bourgeoisie, comme nous l'avons dit ouvertement et sans hypocrisie démocratique, en 1923, dans **Rome et Moscou.**

Si l'on veut un exemple d'actualité (mars-avril 1972), celui du meurtre d'un militant à Renault, que doit dire le Parti Communiste Internationale ? Non pas : « le fascisme ne passera pas », « pas de police dans l'usine, désarmons les mauvais flics. » etc... **MAIS**, sans équivoque : la démocratie tue les ouvriers comme le fascisme, et dévoile ainsi le vrai visage de sa domination de classe ; il ne sert à rien de dire « pas de flic dans l'usine », car derrière les polices privées, il y a toute la force de l'Etat bourgeois, qui s'est mise immédiatement en action autour de l'usine. C'est cet Etat qu'il faut abattre par la violence, qu'il soit démocratique ou fasciste. Mais il faut prévoir que dans cette lutte-là, le prolétariat trouvera sur son chemin les faux communistes qui aujourd'hui se servent de l'antifascisme pour dévier sa lutte, et qui demain fourniront à la bourgeoisie une solution de rechange, soit pour entraîner le prolétariat dans un nouveau Front Populaire et le précipiter dans la prochaine guerre mondiale, soit pour lui tirer dessus ; à la Scheidemann, au nom de la défense de la démocratie.

Qu'on relise « **Les sociaux-démocrates et la violence** » (12 avril 1921, in **Communisme et Fascisme** p. 45) :

« En un mot (...), les sociaux démocrates (NDR : on pourrait « en dire autant aujourd'hui des « communistes » du P.C.F.) sont « pour la violence à condition qu'elle serve à défendre une conquête « bourgeoise, une institution bourgeoise, puisqu'ils estiment que « « les institutions démocratiques sont le terrain indispensable de « l'émancipation du prolétariat ».

« Si la violence sert exclusivement le prolétariat et son action « de classe contre le régime bourgeois, même là où ce dernier respecte les règles constitutionnelles (qui, selon nous, sont spécifiquement bourgeoises, et conviennent exclusivement à la défense « d'intérêts bourgeois, tandis que pour les sociaux-démocrates, elles

« sont un patrimoine social placé au-dessus des classes) et surtout
« si la violence est dirigée contre la démocratie bourgeoise et vise
« à l'abolir comme la révolution Russe et la III^e Internationale l'ont
« enseigné, elle devient criminelle aux yeux des sociaux-démocrates
« qui en arrivent logiquement à cette conclusion, que contre les
« tendances et les mouvements d'inspiration communiste, la violence
« est légitime. »...

Nous avons montré que l'Etat bourgeois a de tout temps usé de ce que les démocrates appellent des « procédés fascistes », parce que par essence, il est l'organe du maintien de la domination d'une classe ; que le fascisme n'est pas une méthode ou un comportement différent vis-à-vis de la classe ouvrière, mais l'unification provisoire de la classe bourgeoise en vue d'achever la contre-révolution commencée par la démocratie. En conséquence l'antifascisme est, soit une jérémiade petit-bourgeoise, soit, aux mains des partis qui se réclament du marxisme, une **arme contre-révolutionnaire** permettant de lier le prolétariat à sa bourgeoisie. Les communistes, s'ils combattent toutes les formes de la domination bourgeoise, y compris la forme fasciste, ne revendiquent pas la défense de la démocratie contre le fascisme, mais bel et bien, « le fascisme » de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat. Ils ne pleurent pas sur les « méthodes fascistes » : ils se réjouissent de voir la bourgeoisie rejeter le masque, et, relevant le défi, ils revendiquent intégralement, pour instaurer la dictature de la classe prolétarienne dirigée par son parti, la violence et la terreur sans lesquelles il n'y a jamais eu de grande révolution sociale.

Sur Anton PANNEKOEK

MARXISME CONTRE IDEALISME OU LE PARTI CONTRE LES SECTES

Au vingtième siècle, chaque vague de dégénérescence réformiste du parti de classe a donné lieu à une renaissance du mouvement anarchiste revêtant des formes diverses. C'est dans la lutte politique contre ces deux déviations **symétriques** du mouvement prolétarien que le parti marxiste s'est trempé et reconstitué.

C'est ainsi que les premières manifestations de la lèpre opportuniste dans la II^me Internationale provoquèrent une réaction syndicaliste révolutionnaire. Tout en combattant le réformisme et le crétinisme parlementaire qui étaient à l'origine de cette déviation, la Gauche marxiste du Parti Socialiste d'Italie dut donc mener aussi une lutte ininterrompue contre cette dernière.

La « gauche allemande », elle, apparut en réaction à la banqueroute de la II^me Internationale sur des positions bien différentes de celles de Lénine et de l'Internationale communiste naissante qui, tout en menant un dur combat politique et militaire contre l'impérialisme mondial et ses laquais social-patriotes, social-opportunistes et centristes, durent croiser le fer avec elle.

Si non seulement Lénine, mais toutes les forces vraiment marxistes se préoccupaient en 1920 de rétablir la juste doctrine marxiste contre les déformations que cette « gauche » leur faisait subir, c'est parce qu'ils étaient conscients que le parti mondial du prolétariat ne peut remplir les tâches auxquelles il est appelé s'il est lui-même le résultat d'un marchandage sur les principes.

Mais la gauche marxiste ayant été vaincue dans l'Internationale communiste elle-même, celle-ci subit à son tour une involution qui ne pouvait manquer de provoquer un sursaut de ladite « gauche », dont la principale caractéristique est **le rejet de l'organe parti et de la dictature du prolétariat**, sinon en paroles, du moins dans leur acception marxiste, sur le plan politique, et sur le plan doctrinal, **l'idéalisme**.

Aujourd'hui, en pleine contre-révolution, il est normal que les

tendancés anarchisantes pullulent. Se réclamant toutes plus ou moins de ce théoricien de la gauche allemande que fut Anton Pannekoek, elles veulent marier (le plus souvent sans s'en rendre compte) anarchisme et marxisme, idéalisme et matérialisme dialectique. C'est pourquoi ce travail a pour but de démontrer l'opposition irréductible qui sépare en général le matérialisme marxiste de l'idéalisme, aussi « révolutionnaire » qu'il soit en paroles, et en particulier, la gauche marxiste italienne dont notre parti est sorti, et les prétendues « gauches allemandes ».

La clarté sur ces questions est en effet une nécessité vitale pour restaurer le parti communiste international dont les réflexes doivent se former et se perfectionner par la critique théorique et la bataille politique longtemps avant que les forces sociales s'affrontent à nouveau.

Bases doctrinales de l'idéalisme révolutionnaire

Le courant de la « gauche » allemande et son théoricien Pannekoek ont toujours **déclaré** adhérer à la conception matérialiste de l'histoire.

Il est vrai qu'ils n'ont pas contesté la vision marxiste selon laquelle l'évolution de la société humaine se ramène à la succession de divers modes de production, le capitalisme lui-même étant historiquement transitoire, les lois fondamentales et les tendances de la société présente la condamnant à faire un jour place à un mode de production supérieur, par une révolution de la classe opprimée.

Cela ne suffit pourtant pas à caractériser le matérialisme historique : ce n'est pas, en effet, le marxisme qui a découvert les classes et la lutte des classes, d'abord ; ensuite, même la social-démocratie a admis, du moins en paroles, le caractère transitoire du capitalisme.

Ce que le marxisme a découvert grâce à son analyse de la dynamique propre aux modes de production, c'est la vision **matérialiste** de la lutte des classes et de leurs agents (les partis et les Etats), et c'est cette vision qui lui a permis de définir exactement les caractéristiques du passage révolutionnaire menant du **capitalisme au socialisme**.

La vision idéaliste de la lutte de classe

Pour Pannekoek, « la transformation du capitalisme en communisme est liée à l'action de deux forces, dont l'une procède de l'autre, une force matérielle et une force spirituelle. Le développement de l'économie permet de comprendre le cours réel des choses et **ceci, à son tour, engendre une volonté révolutionnaire** ». (1)

(1) Toutes les citations de Pannekoek sont extraites — sauf exception expresse — de Pannekoek et les conseils ouvriers, E.D.I., Paris, 1969. Nous donnerons la date de l'article cité et la page concernée : 1920, page 163.

D'après cette école, le capitalisme rend possible la formation d'une conscience et d'une volonté socialistes des masses qui seraient à la base du mouvement ouvrier révolutionnaire. Déjà dans la polémique qui l'opposa à Kautsky en 1912, le théoricien du K.A.P.D. disait :

« L'organisation du prolétariat (...) ne doit pas être confondue avec la forme de ses organisations et de ses associations du temps présent. (...) La nature de cette organisation (du prolétariat en classe, N.D.L.R.) est quelque chose de spirituel, c'est la transformation totale de la mentalité du prolétaire (souligné par l'auteur). » (2)

De ces prémisses, Pannekoek tire tout naturellement la conclusion que la révolution sociale est mûre quand les masses ouvrières ont atteint un haut développement de la conscience socialiste. Une des conditions de la révolution serait « la révolution des idées » :

« Une révolution s'accompagne toujours d'un bouleversement profond des idées dans les masses ; ELLE CREE AINSI SA CONDITION PREALABLE, laquelle, à son tour, la conditionne (...). » (3)

D'après Pannekoek, pour que la révolution ait lieu « il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, discernent clairement la voie et le but » (4) et c'est dans une parfaite continuité doctrinale que l'auteur, reprenant cette même question après la victoire du stalinisme, affirmera :

« (La révolution communiste) ne peut cependant être atteinte par une masse ignorante. (...) Il faut pour cela que les ouvriers eux-mêmes, la classe entière, comprennent les conditions, les voies et les moyens de leur combat (...). » (5)

Faisant de la révolution un problème de conscience, Pannekoek et toute la « gauche » allemande se placent résolument sur le terrain de l'idéalisme. Que cette conscience des masses soit le résultat de la lutte des classes ne change rien à la question. C'est le marxiste Plékhanov qui le dit très justement :

« Mais comment qualifier l'idée que se font de l'histoire des hommes qui tout en affirmant que le facteur économique l'emporte dans la vie sociale, demeurent en même temps persuadés que le dit facteur, c'est-à-dire l'économie de la société, est à son tour le fruit des conceptions et du savoir humain ? On ne saurait la qualifier autrement que d'idéaliste. Et il en résulte que le matérialisme ne suffit pas à exclure l'idéalisme de l'histoire. (...) Nous disons : « ne suffit pas à exclure l'idéalisme » ; il

(2) 1912, page 109.

(3) 1920, page 169.

(4) 1920, page 215.

(5) Lénine philosophe, page 109, Editions Spartacus.

faudrait dire : **peut être, et jusqu'aujourd'hui le plus souvent, a été une simple variété de l'idéalisme.** » (6)

Tout comme la vieille démocratie bourgeoise, Pannekoek prétend que le sort du prolétariat et, plus généralement, de la société, est déterminé par le degré d'éducation et de la conscience des problèmes sociaux des masses. « Eduquez-vous et votre sort changera ! » disent-ils. La nuance entre les uns et les autres réside dans le type d'éducation dont ils auraient besoin : bourgeoise pour la première, socialiste pour le second. Pannekoek et l'école de la « gauche » allemande prétendent être « extrémistes » parce que pour eux « l'illumination socialiste des masses » serait le résultat de la lutte de classe qu'ils appellent de leurs vœux. On est ainsi ramené à lutter (en l'an de grâce 1972 !) contre les variantes modernes des néo-hégéliens de gauche et de leurs héritiers : les anarchistes.

Faire de l'éducation socialiste des masses un préalable à la révolution, c'est renier la révolution elle-même, parce que cette prétendue éducation est impossible en régime capitaliste.

Contre les néo-hégéliens, profondément éducationnistes, Marx affirmait :

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes. (...) La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants. » (7)

La destruction de l'idéologie bourgeoise **dans les masses travailleuses** présuppose que les rapports capitalistes de production soient **déjà** détruits, que les moyens de la production tant matérielle qu'intellectuelle aient **déjà** été arrachés à la classe capitaliste, que la révolution communiste ait déjà vaincu. La conscience socialiste sera la conscience dominante quand les nouveaux rapports matériels de la production socialiste se seront instaurés, et c'est **alors** que les hommes pourront faire consciemment leur histoire. (Engels).

Du point de vue doctrinal, toute la « gauche » allemande est tributaire de l'idéologie bourgeoise et, en particulier, de la doctrine social-démocrate. Elle partage avec cette dernière **la vision démocratique et culturaliste de la révolution** et du mouvement ouvrier.

(6) La conception matérialiste de l'histoire, en *Œuvres philosophiques*, vol. 2, page 233.

(7) Marx : *L'Idéologie allemande*, page 75, Editions Sociales.

Kautsky, le marxologue en chef de la social-démocratie, affirmait :

« (...) La marche du progrès devient subitement rapide dans des temps d'effervescence révolutionnaire. C'est avec une vitesse incroyable que la grande masse de la population s'instruit alors et qu'ELLE ACQUIERT UNE CONCEPTION NETTE DE SES INTERETS DE CLASSE. » (8)

Dans toutes les théories démocratiques de la lutte politique, il s'agit de rendre l'HOMME (pour les bourgeois) ou l'OUVRIER (pour les « socialistes humanistes ») capable de faire sa propre histoire. Les forces sociales et les forces politiques, même collectives, ne sont que la somme des volontés individuelles souveraines. Et, comme il se doit aujourd'hui, la dernière maladie du mouvement ouvrier; le stalinisme, met sur le compte de « l'ignorance des masses » les continuelles défaites de la classe ouvrière.

(8) *Le Chemin du pouvoir*, page 99, Editions Anthropos.

La naissance du mouvement communiste et sa longue et plus que centenaire lutte contre la dégénérescence social-démocrate et libertaire, est indissolublement liée à la lutte contre le culturalisme comme il serait aisé de le démontrer avec les exemples de Marx et Engels contre les néo-hégéliens de gauche et contre l'anarchisme ou encore celui de Lénine contre l'économisme.

Et la gauche marxiste italienne s'affirme historiquement en livrant, à partir de 1912, une de ses grandes batailles contre le culturalisme tant « prolétarien » que bourgeois qu'elle reprendra en 1922 dans *Le principe démocratique* et, plus de vingt ans plus tard — après que la contre-révolution eut entraîné le mouvement ouvrier dans le borbier de la démocratie parlementaire — dans *Force, violence, dictature dans la lutte de classes*. Elle affirmera que « Le développement intellectuel de l'ouvrier est la conséquence directe de sa condition économique. C'est pourquoi le socialisme s'intéresse à l'émancipation intellectuelle de l'ouvrier parallèlement à son émancipation économique, mais en considérant toujours que la PREMIERE EST UNE CONSEQUENCE DE LA SECONDE (...).

« (Le réformisme et la démocratie) voient dans la culture ouvrière non pas la conséquence parallèle de l'émancipation économique, mais le moyen principal et la « condition nécessaire » de cette émancipation.

« Qu'une telle conception soit réactionnaire et antimarxiste, il ne faut pas de longs discours pour le démontrer. Si nous croyons que l'idéologie d'une classe est la conséquence de la place qui lui est assignée par le système de production à une époque historique donnée, nous ne pouvons pas « attendre » que la classe ouvrière soit « éduquée » pour croire que la révolution est possible, car nous admettrions du même coup que la révolution ne viendra jamais.

« Cette prétendue éducation culturelle du prolétariat n'est pas réalisable dans le cadre de la société actuelle ». (*Il problema della cultura* (1913), dans *Storia della Sinistra*, vol. 1).

Et c'est toujours contre ces mensonges de l'éducationisme — aussi « révolutionnaire » qu'il soit en paroles — que la gauche reprendra cette position cardinale du matérialisme marxiste :

« Bref, et pour aller vite, la loi du déterminisme économique dit qu'à une époque donnée, la pensée politique, philosophique et religieuse la plus accréditée et la plus suivie est celle qui correspond aux intérêts de la minorité dominante qui détient le privilège et le pouvoir (...).

« Du fait de la force d'inertie, du fait des formidables moyens dont toute classe dominante dispose pour fabriquer les opinions, la masse ne changera d'idéologie, de philosophie, de religion QUE LONGTEMPS APRES la chute de l'ancien système de domination. » (*Force, violence, dictature dans la lutte de classes*, 1946).

Pour tous ces idéologues, idéalistes, qu'ils soient des social-démocrates ou des « gauches » allemandes, la lutte politique, la révolution et la « révolte » s'identifient à la lutte pour l'IDEE qui doit vaincre, pour l'idée socialiste ; pour eux, la révolution a lieu quand les masses luttent consciemment pour la réalisation de la société communiste, quand leur objectif immédiat est le socialisme. (9)

Pour le matérialisme marxiste, la révolution n'a rien à voir avec ces rêveries de l'illuminisme bourgeois teinté de socialisme. Pour lui, la révolution est un fait **matériel** et **physique**, c'est la résultante des heurts entre les classes poussées à la lutte par l'antagonisme entre les forces productives et les rapports de production :

« On doit même affirmer qu'une révolution est vraiment mûre lorsque l'exigence de destruction d'un système de production devient un fait REEL et PHYSIQUE, de sorte que ce système entré en contradiction avec les intérêts matériels non seulement de la classe opprimée, mais même de larges couches de la classe privilégiée. (...) La nécessité économique concentre la pression et les efforts de tous ceux qui sont opprimés et étouffés par les formes cristallisées d'un système donné de production. Ils réagissent, se débattent, se dressent contre ces limites (...). »

« Depuis des années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients.

« Nous pourrions répondre que pourvu que la révolution balaye l'amas d'infamies accumulé par le régime bourgeois et pourvu que soit brisé le cercle formidable des institutions qui oppriment et mutilent la vie des masses productives, cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte. » (10)

C'est pour cela que « les ouvriers n'ont pas à suivre des cours de philosophie et autres, mais seulement à combattre pour leur classe » (La Gauche), parce que nous sommes pour la « révolution des inconscients », parce que nous sommes pour la révolution tout court !

La pensée de Pannekoek représente l'expression la plus achevée du matérialisme **bourgeois**. La bourgeoisie révolutionnaire a introduit le matérialisme dans les sciences de la nature, mais elle s'est arrêtée au

(9) Il n'est pas déplacé de répéter ici les coups portés par Marx contre ces « révolutionnaires » :

« Il faut remarquer en outre que toutes sortes d'illusions antérieures de notre **bonhomme** ont contribué à la genèse de la « révolte » selon Sancho (lisez : selon le théoricien du KAPD). Ainsi, entre autres choses, il croit que les individus qui font une révolution sont unis par un lien idéologique, que leur « levée de boucliers » se réduit à hisser sur le pavois un nouveau concept, idée fixe, fantôme, spectre — le sacré ». (L'Idéologie allemande, page 418).

(10) Force, violence et dictature dans la lutte des classes (1946).

seuil des sciences sociales et historiques, prétendant que les hommes faisaient librement leur histoire.

Pannekoek reconnaît le matérialisme en ce qui concerne l'analyse des modes de production et des sociétés, mais l'idéalisme montre l'oreille dès qu'il traite du passage du capitalisme à la société socialiste. Il affirme bien que la nature humaine a un caractère historique, nullement figé, mais il fait dépendre la transformation révolutionnaire de la société du changement de « la nature humaine du prolétaire ». Pour le matérialisme scientifique, au contraire, le changement de la nature humaine est le résultat — et non le préalable — du changement d'un mode de production, d'une société **déjà constituée**.

Dans la mesure où le matérialisme bourgeois de la « gauche » allemande correspond à une déviation idéaliste dans le mouvement ouvrier, nous préférons le définir comme un idéalisme **prolétarien** ou « **révolutionnaire** », non moins éloigné du marxisme que tout autre idéalisme.

*
**

Contre la démocratie bourgeoise, contre la social-démocratie et contre l'idéalisme « révolutionnaire » qui font de la conscience politique des masses l'agent des transformations sociales, le marxisme affirme que l'agent conscient de la révolution est le parti politique de classe, le parti communiste. Pour lui, les sujets de l'histoire ne sont ni les individus ni les conglomerats informes d'hommes, les multitudes, mais **les classes sociales** dont la lutte s'identifie à celle des **organes sociaux et historiques** dans lesquels elles s'organisent : les partis et les Etats qui représentent leur volonté et leur conscience :

« La clef de notre système réside justement dans le fait que ce n'est pas l'individu que nous considérons comme le siège de (la conscience théorique du mouvement) ; nous savons fort bien au contraire que dans la généralité des cas, les éléments de la masse lancée dans la lutte ne pourront pas avoir dans leurs cerveaux les éléments de la vision théorique générale. Poser une telle condition serait purement illusoire et contre-révolutionnaire. Ce rôle revient au contraire non à des groupes d'individus supérieurs envoyés pour le bien de l'humanité, **mais à un organisme, à un mécanisme différencié au sein de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus et les élèvent à une fonction qui, sans ce complexe de relations, n'aurait pas été possible. Cet organisme, ce système, ce complexe d'éléments dont chacun a des fonctions propres est l'organisme de classe, analogue à l'organisme animal dans lequel concourent des systèmes compliqués de tissus, de vaisseaux, etc... »**

« (...) Nous avons toujours prévu que (la clarté et la conscience doctrinale du mouvement communiste) se formeraient dans des organisations surgissant au sein de la masse indifférenciée, dans des minorités décidées, qui reliées d'un pays à l'autre et situées dans la continuité

historique générale du mouvement, assumerait la fonction de direction de la lutte des masses, alors que celles-ci participent à cette lutte pour des mobiles économiques bien avant d'avoir rejoint la force et la clarté d'opinions cristallisées dans le parti dirigeant. » (11)

« Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces petits groupes qui seuls PREVOIENT le but à atteindre, qui SOUTIENNENT et DIRIGENT l'ensemble. (...) Bien qu'il ne comprenne **qu'une partie** de la classe, c'est le parti seul qui lui donne l'unité d'action et de direction parce qu'il regroupe les éléments qui, surmontant les limites de catégories et de régions, expriment et représentent la classe. » (12)

« En tant qu'organe au travers duquel s'expriment **la continuité et la persistance** du mouvement de classe, le parti communiste a pour tâche de DIFFUSER dans les masses la conscience révolutionnaire, d'ORGANISER les moyens matériels d'action et de DIRIGER le prolétariat dans le développement de la lutte. » (**Thèses de Rome**). (13)

Le matérialisme marxiste affirme en outre que « la conscience **individuelle** n'est pas à la base de la formation du parti : non seulement il est impossible que chaque ouvrier soit conscient et encore moins domine culturellement la doctrine de classe, mais cela n'est même pas vrai de chaque militant, et rien ne garantit que ce le soit davantage de chaque chef. Cette garantie réside non dans des individus, mais dans l'unité organique du parti ». (14)

Rien ne subsiste donc dans le marxisme de la doctrine illuministe qui fait de l'individu le sujet de l'histoire.

L'idéologie bourgeoise est imperméable à la vision d'un organe social possédant une conscience collective, mais dans la nature le moindre phénomène nous en donne mille exemples. Ainsi, dans le règne biologique, l'homme est un sujet avec conscience, mais cette conscience n'est pas celle des cellules ni celle du cerveau, **mais celle de l'unité organique**. Nous pourrions transposer l'image et affirmer que **le parti représente le système nerveux central de la classe**. Il est indéniable que la lutte des classes a une influence sur les hommes et par conséquent sur leur conscience **individuelle**. En particulier la conscience individuelle de l'ouvrier est le résultat de son intégration à la lutte collective de la classe. C'est cette conscience qui le pousse à adhérer au parti de classe, mais la conscience communiste est plus un **résultat** qu'une condition de cette adhésion, qui intègre le militant dans une continuité historique et une organisation internationale : dans les deux cas — l'ouvrier dans la classe ; le militant dans le parti — la conscience résulte de l'action du tout sur la partie, de l'organe sur une de ses cellules.

(11) Ibidem.

(12) **Parti et classe** (1921).

(13) Marx, dans son discours pour le 7^{me} anniversaire de la 1^{re} Internationale en 1871 affirmait nettement et de façon aussi brève que tranchante : « Le rôle de l'Internationale est d'organiser et de concentrer les forces prolétariennes pour le combat qui les attend ».

(14) **Thèses caractéristiques** (1951).

Chez l'ouvrier socialiste, « la conviction est fille de l'enthousiasme et du sentiment, et il y a quelque chose qui empêche ce sentiment de s'éteindre, c'est la solidarité instinctive des exploités. Celui qui n'a plus confiance en elle et veut la remplacer par la petite école théorique, l'étude, la conscience des problèmes pratiques se trouve, croyons-nous, tristement loin du socialisme. » (15)

Le marxisme revendique donc bien haut pour le parti la **conscience critique du mouvement social**, mais nie en même temps que celle-ci **résulte** du développement culturel de chacun de ses membres :

« Nous estimons que la culture ouvrière peut figurer dans les programmes de la démocratie, mais qu'elle a peu de valeur aux fins de l'action subversive du socialisme.

« Cela ne veut pas dire que nous renions la culture socialiste. Au contraire, nous croyons que la seule façon de l'encourager est de l'abandonner à l'action individuelle au lieu de l'enfermer dans les limites odieuses d'un système scolaire ; car cette action ne peut être encouragée que si les jeunes prolétaires se jettent dans le feu de la lutte sociale qui développe en eux le désir de devenir plus aptes au combat. » (16)

Ainsi, le problème de la constitution et du développement du parti communiste est celui de l'encadrement et de l'intégration des forces qui se portent sur le terrain général de la lutte contre le capitalisme en constituant un organe vivant et unitaire dans son orientation. Et c'est en participant à la lutte de classes que cet organe acquiert les réflexes et la capacité d'entraîner les masses ouvrières s'insurgeant contre la classe dominante et ses institutions sur la voie qui mène à la transformation socialiste. Il s'agit d'un processus HISTORIQUE et MATERIEL, **et non pas intellectuel ni volontariste.** (16')

(15) *Storia della Sinistra*, vol. 1, page 188, 1912.

(16) *Ibidem*.

(16') L'erreur volontariste constitue la déviation démocratique complémentaire du culturalisme. Il a attribué la volonté révolutionnaire **aux individus**, soit à ceux de la masse (déviation ouvriériste), soit à ceux du parti (blanquisme ou encore la déviation de l'I.C. avec la bolchevisation). Le volontarisme ne comprend pas que la volonté révolutionnaire **de la classe** s'exprime dans la volonté d'un organe historique et social, le parti de classe, et dont la volonté **collective** ne peut pas être réduite à l'addition des volontés des militants tout comme la volonté d'un individu n'est pas celle de ses muscles et de ses membres mais celle de l'**unité organique**.

Marx nous fournit un passage remarquable démolissant l'attribution d'un rôle quelconque dans l'histoire à l'**addition** des volontés **individuelles** :

« A propos de l'Internationale, le grand succès qui a couronné jusqu'alors ses efforts, » est dû à des circonstances qui dépassent le pouvoir de ses membres eux-mêmes. La » fondation de l'Internationale elle-même a été le résultat de telles circonstances et n'est » pas due aux efforts des hommes qui se sont attachés à cette œuvre. Ce n'est donc pas » le fruit d'une poignée de politiciens habiles : tous les politiciens du monde réunis » n'auraient pu créer les conditions et les circonstances qui furent nécessaires pour assurer » le succès de l'Internationale. » (Discours pour le VII^{me} anniversaire de l'A.I.T., dans *La Commune de 1871*, Editions 10/18).

Tout autant contre la déviation culturaliste que contre le volontarisme, la gauche marxiste italienne a affirmé de façon lapidaire que **NI LES PARTIS NI LES REVOLUTIONS NE SE FONT ; ON LES DIRIGE**, on ne les crée pas, car ils sont des résultats matériels du choc des forces sociales. Et on les dirige dans les voies prévues par la doctrine de classe en fonction de l'histoire du mouvement communiste international.

Dans la conception marxiste, il n'existe donc pas de contradiction entre l'anticulturalisme le plus farouche et l'intransigeance la plus absolue dans le domaine de la doctrine et des principes. Bien au contraire, la gauche marxiste a toujours affirmé l'existence d'un lien solide entre théorie, programme, tactique et organisation. Comme le disait Lénine, « il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ».

Le marxisme entend par là que le parti est un résultat de sa propre action (c'est-à-dire de sa **tactique**) et que celle-ci est orientée vers ses objectifs (le **programme**) suivant une vision doctrinale de l'ensemble des forces qui agissent au sein de l'histoire. C'est dans ce sens que le marxisme est à la base du mouvement communiste. (17)

C'est pour cela même que la gauche affirme l'invariance historique du marxisme et qu'elle tire des nouveaux événements des confirmations de sa doctrine. Si un seul des membres de son corps doctrinal monolithique était infirmé par les faits matériels, c'est que sa conscience critique aurait été « mystifiée » et elle deviendrait du même coup inapte à accomplir ses tâches : dans ce cas, aucun empirisme, aucun rafistolage doctrinal ne pourrait apporter de remède !

La lutte des courants marxistes a été un combat ininterrompu contre toutes les déviations qui empêchent l'organe-parti de remplir ses tâches historiques, c'est-à-dire contre tous les dangers de dégénérescence.

Parti marxiste ou secte socialiste ?

La conscience socialiste des masses étant le prétendu préalable à l'accomplissement des tâches révolutionnaires par le prolétariat, selon la « gauche » allemande, le parti révolutionnaire — en tant qu'organisation **différenciée** de la masse — aurait pour seule fonction de lui fournir cette conscience :

(17) Cette vision matérialiste de la lutte des classes est énoncée lumineusement par Engels quand il affirme à l'adresse de Heinzen :

« Le communisme n'est pas une doctrine mais un mouvement, il ne part pas de principes mais de faits. »

La doctrine — le marxisme — « est l'expression théorique des conditions de libération du prolétariat » : elle est la conscience critique du parti, ce qui permet d'affirmer avec Marx et Lénine que « le marxisme n'est pas un dogme (à révéler aux masses) mais un guide pour l'action ».

« Un parti révolutionnaire a pour tâche de propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'apparaissent au sein des masses des éléments capables, dans ces moments-là (les grands événements de la politique mondiale), de savoir ce qu'il convient de faire et de juger de la situation par eux-mêmes. » (18)

Ainsi, pour le théoricien du K.A.P.D., le parti n'a pas à **diriger**, mais à « orienter » spirituellement la classe ; il n'a pas une révolution à conduire, des forces sociales à entraîner vers un but bien défini à l'avance, un pouvoir à exercer, mais des conseils à donner.

Faire de l'activité théorique et « aller parler aux ouvriers » (19) : nulle part ailleurs que dans cette formule, Pannekoek n'aura exprimé plus synthétiquement et plus nettement la fonction du parti tel qu'il le conçoit !

Suivant cette école, ce qui déterminerait l'adhésion à ce « parti » serait une claire conscience de l'individu ; ainsi, ce « parti » ne serait rien d'autre que l'organisation d'une élite qui a « compris » et qui est disposée « à aider les autres à comprendre » pour les rendre capables de « faire la révolution » et qui se fondrait de plus en plus dans la masse révolutionnaire, à mesure que la conscience socialiste s'emparerait de celle-ci au cours de la lutte.

Cette conception centrale de l'adhésion des masses révolutionnaires à la doctrine et à la vision générale préconisées par une élite éclairée, qui fait de la révolution un processus de « **sectarisation des masses** », la classe tout entière devenant une grande secte, est la clé de voûte de toutes les doctrines des **sectes socialistes**.

Ici nous ne pouvons faire la critique que d'une seule sorte de ces sectes : celle pour qui la sectarisation des masses ouvrières aurait lieu dans des organisations intermédiaires (soviets, conseils d'usine, unions, etc.). L'autre sorte croit au contraire que cette sectarisation devra prendre la forme d'une adhésion et intégration croissante des masses à un cercle d'initiés. Dans le premier cas, on peut parler de « dissolution de la secte dans la masse », dans le deuxième, d'intégration des masses dans la secte, mais il n'existe pas d'opposition véritable entre ces deux « options ». Toutes les deux sont incapables, dans leur utopisme, de

(18) 1920, page 169.

(19) 1954, page 266.

En ce qui concerne l'activité théorique de cette école, elle ne voit dans le marxisme qu'une « méthode de recherche » dont les résultats sont en élaboration continue.

Ce n'est pas le premier courant qui aura voulu singer une certaine « méthode » marxiste tout en faisant fi de l'unité matérielle et matérialiste qui dans le marxisme lie la méthode, la doctrine et l'action. Bakounine affirmait déjà que « Marx comme penseur est dans la bonne voie (...). D'un autre côté, Proudhon avait compris et senti la liberté beaucoup mieux que lui. (... Il) avait le vrai instinct révolutionnaire » (*La liberté*, pages 141-142). En d'autres termes, Marx représentait « l'arme de la critique », tandis que l'anarchisme représentait « la critique par les armes »...

saisir le processus matériel de la constitution du prolétariat en classe et puis en classe dominante.

Le « parti » dont parle Pannekoek n'est pas un parti au sens marxiste, et notre école est née précisément en se démarquant de cette sorte de « partis » qui ne sont que des sectes socialistes. Le fait que ces « partis » aient pu regrouper des milliers d'hommes — tout comme l'anarchisme — ne change rien à la réalité : ce ne sont que des annonceurs de « vérités », des prôneurs d'idées, des « pédagogues révolutionnaires ». (20)

La vision idéaliste « révolutionnaire » de la révolution sociale.

Toute doctrine idéaliste s'accompagne nécessairement d'une conception gradualiste de la destruction du pouvoir politique de la classe dominante. La doctrine de Pannekoek n'échappe pas à la règle. Pour lui, la révolution est un « mouvement-processus » au cours duquel les masses ouvrières développent leur lutte et leur conscience, s'emparent des moyens de production et organisent la nouvelle société, tandis que le pouvoir bourgeois se désagrège **progressivement** :

« La révolution sociale est le processus de la dissolution progressive de tous les éléments de force de la classe dominante, notamment l'Etat, le processus de l'édification continue de la puissance du prolétariat jusqu'à son achèvement le plus complet. » (21)

C'est ainsi que Pannekoek s'attache à ridiculiser et à caricaturiser l'orthodoxie marxiste :

(20) Les termes de la polémique entre le marxisme et l'idéalisme « révolutionnaire » sont restés inchangés depuis plus d'un siècle. Écoutons d'abord Bakounine :

« (Les communistes et les anarchistes) sont également partisans de la science qui devra détruire la superstition et remplacer la foi ; mais les premiers veulent imposer (sic!) la science au peuple, alors que les (anarchistes) essaient de répandre la science et la connaissance parmi le peuple, en sorte que les différents groupes de la société humaine, après avoir été convaincus par la propagande, soient à même d'organiser et de former spontanément des fédérations, conformément à leurs tendances naturelles et à leurs intérêts réels, mais jamais selon un plan tracé d'avance et imposé aux masses ignorantes par quelques esprits « supérieurs ». (Bakounine, **Choix de textes**, Ed. Seghers, page 171).

Et voici comment Marx ridiculisait ce plan culturaliste des anarchistes :

« Pour faire de la classe ouvrière la véritable représentante des intérêts nouveaux de l'humanité, il faut que leur organisation soit guidée par l'idée qui doit triompher. **Dégager** cette idée des besoins de notre époque, des tendances intimes de l'humanité par une étude suivie des phénomènes de la vie sociale, **faire ensuite pénétrer** cette idée au sein de nos organisations ouvrières, tel doit être le but, etc. Enfin, il faut former, au sein de nos populations ouvrières, une véritable école socialiste révolutionnaire.

« Ainsi, les sections autonomes d'ouvriers se convertissent tout d'un coup en écoles, dont ces messieurs de l'Alliance seront les maîtres. Ils **dégagent** l'idée par des « études suivies » (...). Ils la « font ensuite **pénétrer** au sein de nos organisations ouvrières ». Pour eux, la classe ouvrière est une matière brute, un chaos, qui, pour prendre forme, a besoin du souffle de leur Esprit Saint. » (Les **prétendues scissions dans l'Internationale**, Circulaire de l'A.I.T. du 5 mars 1872).

(21) 1912, page 111.

« Nombreux sont ceux qui persistent à concevoir la révolution prolétarienne (...) comme une série de phases s'engendrant les unes les autres : d'abord la conquête du pouvoir politique et la mise en place d'un nouveau gouvernement ; puis l'expropriation par décret de la classe capitaliste ; enfin, une réorganisation du processus de production (... mais) pour que le prolétariat puisse devenir réellement le maître de son destin, il lui faut créer simultanément et sa propre organisation et les formes de l'ordre économique nouveau. Ces deux éléments sont inséparables et constituent le processus de la révolution sociale ». (22)

Pour le marxisme, bien au contraire, la révolution n'est que l'accouchement d'une société dont les conditions existent déjà dans l'ancienne ; elle n'a rien à construire, elle n'a qu'à détruire des entraves et pour cela **elle a besoin d'une force centralisée qui puisse s'exercer à l'échelle de la société**, et qui est celle de l'Etat prolétarien. La série est donc : destruction de l'Etat capitaliste, dictature prolétarienne, intervention despotique dans les rapports de production. Il n'y a de gradualisme ni pour la constitution du prolétariat en classe dominante ni pour la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie. La constitution du prolétariat en classe dominante conditionne et précède la destruction du capitalisme dans l'économie. Affirmer le contraire revient à nier la période de transition, **la dictature du prolétariat**.

La vision idéaliste « révolutionnaire » de la dictature du prolétariat.

Depuis que Marx traça dans sa critique du programme de Gotha les phases de transition qui doivent mener à la société communiste en passant par la dictature du prolétariat et le socialisme inférieur, le révisionnisme, tout en prétendant s'y référer, en altère le contenu. Voici ce que Pannekoek nous débite sur la première phase, la dictature du prolétariat :

« Les conseils ouvriers sont la forme d'organisation propre à la période de transition pendant laquelle la classe ouvrière lutte pour le pouvoir, anéantit le système capitaliste et organise la production sociale. » (23)

Mais il ne s'agit pas là d'une recette organisative ; le « conseilisme » est un **principe** et non pas une forme d'organisation :

« (...) « Conseils ouvriers », cela ne désigne pas une forme d'orga-

(22) 1938, page 272. Laissons la parole à cet autre maître de l'idéalisme « révolutionnaire », Bakounine :

« Puisque toutes les institutions et toutes les autorités politiques n'ont été créées, en définitive, qu'en vue de protéger et de garantir les privilèges économiques des classes possédantes et exploitantes contre les révoltes du prolétariat, il est clair que la révolution sociale devra détruire ces institutions et ces autorités non avant, mais EN MEME TEMPS qu'elle portera sa main audacieuse sur les fondements économiques de la servitude du peuple (...) ». (La Liberté, J.-J. Pauvert, 1965, page 223).

(23) 1946, page 298.

nisation fixe, élaborée une fois pour toutes et dont il resterait seulement à perfectionner les détails ; il s'agit d'un principe, le principe de l'auto-gestion des entreprises et de la production. » (24)

Voilà la vision achevée de l'idéalisme « révolutionnaire ». La révolution s'identifierait avec la lutte des masses, embrassant « l'idée sacrée », le socialisme (la sectarisation « socialiste » des masses, les rend donc capables d'organiser spontanément la production sociale !). Seule l'histoire pourra révéler les voies qui y mènent.

« Pour mener ce combat, les travailleurs ont donc besoin de formes d'organisations nouvelles dont ils conservent par-devers eux les éléments de force. Il serait vain de vouloir construire ou imaginer ces formes nouvelles ; elles ne peuvent surgir en effet que de la lutte effective des ouvriers eux-mêmes. » (25)

La critique marxiste de l'idéalisme « révolutionnaire » n'a aucune difficulté à mettre en évidence le lien entre les différentes expressions de ce courant qui, partant de Proudhon et Bakounine, est réapparu d'abord dans le syndicalisme révolutionnaire pour resurgir encore une fois dans la « gauche » allemande et dans le gramscisme italien.

Pour cette école petite-bourgeoise, culturaliste et idéaliste, la révolution n'est rien d'autre que la « libération » du travailleur, et le puissant antagonisme entre production sociale et mercantilisme est réduit à un antagonisme entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut », entre producteurs et profiteurs, entre travailleurs et « parasites », entre masse et chefs, entre « liberté » et oppression. La révolution n'est plus que le processus de la libération des travailleurs de toute contrainte (la bonne vieille « liberté » chère à Bakounine), contre la discipline de l'usine, de l'Etat, des syndicats ou des partis ; elle n'est qu'une tentative de « prendre sa vie en main » selon la vision impuissante et stérile de la petite-bourgeoisie.

La « gauche » allemande n'a fait qu'actualiser ses positions d'après les **principes immuables** de l'anarchisme. C'est Pannekoek lui-même qui, finalement, le reconnaît :

« En ce temps où les ouvriers se voient soumis toujours davantage à la tyrannie écrasante de l'Etat bourgeois, il est naturel que l'anarchisme éveille des sympathies accrues, en raison de la propagande qu'il mène pour la liberté. (...) (II) semble avoir des possibilités de développement plus grandes aujourd'hui, à l'époque où le capitalisme d'Etat se trouve en pleine expansion. (...) (Mais il porte) l'empreinte de conditions primitives (sic !), celles du XIX^m siècle. Le principe de la liberté, né dans les conditions bourgeoises qui prévalaient au début du capita-

(24) 1952, page 290.

(25) 1938, page 273.

lisme, la liberté du commerce et la liberté de l'entreprise, ne peut pas suffire à la classe ouvrière. Le problème et le but, en ce qui la concerne, c'est d'allier la liberté et l'organisation. L'anarchisme, en se fixant pour but la liberté, oublie que la société libre des travailleurs ne peut exister que grâce à un puissant sentiment d'appartenance à la collectivité, base même de la mentalité propre aux producteurs associés. Cette mentalité nouvelle, qui prend déjà la forme d'une solidarité vigoureuse dans les luttes ouvrières, est le fondement de l'organisation sans contrainte imposée d'en haut. Issue de la coopération entre travailleurs libres, cette organisation autogérée sert également de base à leur liberté personnelle, en d'autres termes, à leur sentiment d'être maîtres de leur travail. » (26)

Bref, l'anarchisme — non seulement prématuré, mais encore primitif du XIX^{me} siècle — trouverait « finalement » dans le capitalisme « moderne », celui du XX^{me}, non seulement sa possibilité historique de réalisation, mais son expression achevée. Pannekoek ne fait qu'actualiser Bakounine d'après l'évolution du capitalisme qui fait pénétrer la coopération capitaliste sous sa forme moderne aussi bien dans les activités sociales les plus diverses que dans l'usine, en même temps qu'il chasse de plus en plus les capitalistes de la sphère productive pour en faire de simples « tondeurs de coupons ». La vieille opposition anarchiste entre « liberté » et « oppression », entre producteurs et « parasites » — qui chez les syndicalistes révolutionnaires revêt la forme de l'opposition entre syndicats et patrons — prend ici l'aspect de l'antagonisme entre masses et « bureaucraties » ou « appareils » : vision **populiste** qui fait pendant à celle, chère aux opportunistes social-démocrates ou staliniens, qui oppose le « peuple » aux trusts, le « bloc historique » de Gramsci ou de Garaudy aux monopoles ! Misère de l'anarchisme !

En faisant du « conseillisme » non pas une question de formes d'organisation, mais un principe, à la limite, Pannekoek pourrait se réclamer **formellement** de la thèse marxiste : « la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation ». Mais l'incompatibilité entre l'antiformalisme du marxisme et celui de l'idéalisme est totale.

Bien que les deux écoles ne préjugent pas des formes que revêtira la violence révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire des organisations de masse qui surgiront (27), le marxisme affirme que seul le parti peut leur donner l'unité de volonté et de conscience révolution-

(26) 1948, pages 254-255.

(27) Sans revendiquer aucun droit d'auteur, nous pourrions même devancer l'évolution inéluctable de cette école et affirmer que rien ne peut la contraindre à soutenir que les organisations de masse devront être des organisations d'usine. Au contraire, si elle mettait à jour ses **postulats**, elle devrait affirmer qu'avec l'évolution du capitalisme — qui socialise de plus en plus toutes les activités humaines — les organisations qui devront matérialiser le principe du conseillisme devront se situer hors des usines.

naires [au moyen de la centralisation, de la direction et de l'exercice du pouvoir par le parti de classe] et les rendre capables d'accomplir les tâches historiques de la transformation sociale et de l'anéantissement des classes ennemies.

La « gauche » allemande, par contre, **oppose** les organisations de masse et leurs fonctions au parti et à son rôle. Plus encore, elle affirme que c'est seulement si les organisations de masse peuvent se débarrasser de la direction de tout parti qu'elles seront capables de devenir les organes de la transformation sociale. C'est ainsi que pour Pannekoek, le « parti »-secte qu'il conçoit « est donc également à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique (...) : prendre directement en main la machine de l'Etat » (28). A quoi bon la dictature dirigée par une secte si les masses révolutionnaires se sectarisent, en effet ? !

D'après Pannekoek, si au sein de la masse révolutionnaire, une minorité (entendez par là le parti communiste) centralise et exerce le pouvoir, c'est que « la grande masse » ne serait pas préparée pour « faire par elle-même » et que la révolution serait donc impossible ! Et cela devrait mener « inéluctablement » à la domination d'une bureaucratie sur les masses ! (29)

(28) 1919, page 154.

(29) « Comment fera-t-il (le parti révolutionnaire) pour vaincre la classe capitaliste ? La réponse va de soi : parce qu'il y aura eu soulèvement des masses ; seules en effet des attaques en masse, des luttes et des grèves de masse permettent de renverser la vieille domination. Ainsi, le « parti révolutionnaire » n'arrivera jamais à rien sans l'intervention des masses. Dès lors, de deux choses l'une. Ou bien les masses persistent dans l'action. (...) Dès ce moment, un conflit surgit de façon inéluctable entre les masses et le nouveau parti désireux d'être le seul à détenir le pouvoir. (...) Il se peut alors que le mouvement de classe ait acquis une puissance qui lui permette de passer outre le parti. Mais il se peut aussi que le parti, allié à des éléments bourgeois, écrase les travailleurs. Quoi qu'il en soit, dans un cas comme dans l'autre, le parti s'est révélé un obstacle à la révolution. Parce qu'il se veut autre chose qu'un organe de propagande et de clarification. Parce qu'il s'assigne pour mission spécifique de diriger et de gouverner. (...) Ou bien les masses ouvrières se conforment à la doctrine du parti et lui abandonnent la direction du cours des choses. (...) Et de la sorte le parti, privé de la puissance de masse, propre à une classe révolutionnaire, se transforme en agent de conservation du pouvoir bourgeois. » 1936, page 264.

Ainsi, ce courant présente comme « marxisme dernier modèle » les vieilles âneries d'un Bakounine :

« Prétendre qu'un groupe d'individus (...) seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir (...) et que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui (...) ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous les pays à une pensée unique (...) et je me demande comment (Marx) fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature (...) qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale (...) suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et fausser tous les mouvements populaires ? » (La liberté, pages 212-214).

Pour cette école, le parti révolutionnaire tel que le conçoit l'orthodoxie marxiste représente un héritage bâtard de la période bourgeoise :

« Par rapport à la révolution prolétarienne, un « parti révolutionnaire » représente une contradiction dans les termes. On pourrait le dire d'une autre manière, à savoir dans l'expression « parti révolutionnaire », le terme révolutionnaire désigne forcément une révolution bourgeoise. Chaque fois en effet que les masses sont intervenues pour renverser un gouvernement et ont confié ensuite le pouvoir à un nouveau parti, on s'est trouvé face à une révolution bourgeoise, au remplacement d'une catégorie dominante par une autre. » (30).

L'argumentation du théoricien du K.A.P.D. contre le rôle du parti communiste est la même que celle de Bakounine contre l'Etat prolétarien : il faudrait être contre **tout** Etat, parce que jusqu'à aujourd'hui tous les Etats ont représenté la domination d'une classe sur une autre et le maintien d'une société de domination.

Le marxisme en a fini pour toujours avec les rêves informés des idéologues petits-bourgeois : la liberté qu'ils réclament à cors et à cris dans leur horreur congénitale de toute autorité et de toute discipline ne peut être matériellement autre chose que la liberté du capital et du mercantilisme. Les partis et les Etats ont toujours été et seront toujours les instruments d'une classe dominante ; le parti et l'Etat **du prolétariat** seront les instruments de la destruction de la dernière société de classe. Toute doctrine qui refuse l'organisation et la direction de la dictature du prolétariat par le parti soutient du même coup une vision démocratique de la révolution et de l'exercice du pouvoir, brise la dynamique matérielle de l'histoire en refusant aux avant-gardes centralisées la fonction que celle-ci les **contraint** à remplir, et ceux qui y adhèrent renient non seulement le marxisme, mais la révolution.

Il est vrai que le mouvement communiste a fait usage dans le passé de la formule de « démocratie ouvrière », mais c'était **dans un sens polémique**, contre la bourgeoisie qui prétendait que la démocratie parlementaire était un moyen d'atténuer les inégalités de classe. Il affirmait pour sa part que celle-ci n'est qu'une forme de la dictature de la bourgeoisie et que le **sens profond** de la revendication égalitaire est la disparition des classes qui a pour condition politique la constitution du prolétariat en classe dominante.

Mais il n'y a aucun sens scientifique à identifier dictature du prolétariat et démocratie ouvrière parce que ce n'est pas l'égalité politique — aussi formelle qu'utopique — de tous les ouvriers, même s'il ne s'agit que des ouvriers révolutionnaires, qui rend possible cette dicta-

(30) 1936, page 265.

ture, mais l'exercice de la contrainte révolutionnaire pour l'accomplissement des tâches historiques du prolétariat. La révolution n'a pas de droits abstraits à reconnaître : tous ceux dont l'action ira à l'encontre des besoins révolutionnaires devront être neutralisés.

La critique idéaliste « révolutionnaire » de l'opportunisme social-démocrate.

Lorsque la « gauche » allemande est née, elle a prétendu qu'elle retournerait aux sources de l'orthodoxie marxiste contre la praxis minimaliste et réformiste de la social-démocratie et contre son opportunisme croissant. Même le syndicalisme révolutionnaire a prétendu la même chose à ses débuts. Or rien n'est plus faux.

Dans le passage suivant — véritable morceau d'anthologie « gauche allemande » — le théoricien du K.A.P.D. essaye de tracer les limites qui séparent la social-démocratie du « communisme » de style « gauche » allemande :

« Ce n'est pas le but (!) qui distingue la social-démocratie du communisme : ils se donnent en effet pour but, l'un (?) comme l'autre, la prise du pouvoir social par la classe ouvrière. Ce n'est pas non plus le fait que les communistes entendent y parvenir au moyen d'une révolution, tandis que les social-démocrates tablent sur une évolution (!!!) car ils prévoient eux aussi la possibilité d'une lutte puissance contre puissance, classe contre classe. (...) Cela ne vient pas non plus de ce que les communistes pensent qu'au lieu d'attendre cette transcendance, il faudrait prendre le pouvoir d'un seul coup : telle n'est pas la pensée des communistes (!!!). »

« La différence fondamentale entre ces deux tendances tient dans l'idée (!) qu'elles se forment respectivement des moyens, des organes par lesquels le prolétariat prendra le pouvoir. »

« La social-démocratie a toujours vu dans le parti (lié aux syndicats) l'organe servant à mener la révolution à bonne fin. Ceci ne veut pas dire forcément l'emploi exclusif des méthodes électorales ; pour sa fraction radicale, le parti devait utiliser la pression conjointe des moyens parlementaires et de moyens extra-parlementaires tels que les grèves et les manifestations, afin de faire valoir la puissance du prolétariat. Mais en fin de compte c'était tout de même le parti qui dirigeait la lutte. (...) Et si la chape oppressive du pouvoir d'Etat venait à sauter, c'est encore le parti, en sa qualité de représentant du prolétariat, qui devait prendre le pouvoir. (...) L'évolution de la social-démocratie avant, pendant et après la guerre a démontré qu'il était impossible de réaliser ce projet ; avec l'appareil de permanents correspondant, (le parti) prend un caractère conservateur, sa bureaucratie ne peut que redouter une révolution. (...) Au sein d'un parti démocratique de ce type, la masse des militants

(...) n'a pas les moyens d'imposer sa volonté à une bureaucratie disposant de tous les éléments de force (31). »

Le passage cité est lumineux. Lumineusement anarchiste. D'après l'auteur, la social-démocratie a fait faillite parce qu'elle était un parti, parce qu'elle « s'assignait pour mission spécifique de diriger et de gouverner ». Les chefs n'ont pu que s'imposer aux militants, « l'appareil » ne pouvait que s'imposer aux masses ! La « leçon » que la « gauche » allemande tire de la dégénérescence de la social-démocratie est la suivante : en fin de compte, c'est Bakounine qui avait raison contre le courant marxiste.

Le passage cité montre clairement que — en doctrine — la « gauche » allemande a été incapable de faire autre chose qu'une critique **démocratique** de la social-démocratie. Elle reconnaît que la social-démocratie — après que celle-ci ait glissé dans la collaboration de classe pendant la guerre et assumé directement la défense de l'ordre bourgeois contre les insurrections ouvrières en Europe centrale — se fixait comme but le socialisme ; elle concède à la social-démocratie l'aspiration à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, après qu'elle ait montré en doctrine et dans les faits qu'elle ne se fixait comme objectif que la défense de la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne ; elle affirme que **révolution contre évolution** n'est pas une alternative historique ! Misère de l'anarchisme !

Il ne s'agit pas là d'un égarement passager. Et c'est l'auteur lui-même qui nous donne la clé de sa position quand il affirme que la différence fondamentale entre ces deux courants tient dans l'**idée** qu'ils se font respectivement des moyens et des organes de la lutte pour la conquête du pouvoir. Suivant sa vision idéaliste des luttes sociales, il accuse la social-démocratie de donner des « mauvaises idées » aux ouvriers, idées qui poussent les organisations qui « s'en emparent » à jouer un rôle contre-révolutionnaire.

Le nœud de leur critique se trouve là. Le reste n'est que du folklore.

Quelle « leçon » de l'histoire ! Les « idées » prônées par la social-démocratie étaient « bonnes » sauf celles qui concernaient le rôle de direction du parti. Il suffirait « donc » de faire de la propagande contre cette **idée** tout en gardant les autres !

L'idéalisme « révolutionnaire » n'a pas fait la moindre analyse tant soit peu sérieuse de l'opportunisme social-démocrate ; pour toute explication, il se contente de dénoncer la corruption des « appareils » et la théorie du substitutionnisme (c'est-à-dire l'action des appareils, parlementaires ou syndicaux à la place et au nom de la classe ouvrière, parce qu'ils se sont emparés de l'idée de diriger !).

(31) 1927, pages 230-231.

Ce courant politique se prétend « extrémiste » parce qu'il revendique contre la social-démocratie la destruction de l'Etat, tandis que cette dernière ne parlait que de « déplacement des forces au sein de l'Etat ». Mais il s'agit là de la revendication **anarchiste** anti-étatique qui — comme l'histoire l'a toujours mis en évidence — n'est qu'un **faux** radicalisme poussant jusqu'à l'absurde les propres postulats de la démocratie petite-bourgeoise.

D'après elle, face à la monstrueuse force contre-révolutionnaire de la social-démocratie, le mouvement ouvrier n'aurait plus qu'à se faire hara-kiri dans le style même de la petite bourgeoisie écrasée par les « appareils », le pouvoir, l'autorité. La « leçon » que la « gauche » allemande tire de l'histoire n'est pas qu'il faille constituer une puissante armée dont la force centralisée et autoritaire (résultant non pas d'on ne sait quelle « dictature sur la classe » mais de la dynamique matérielle de la lutte des classes elle-même) soit capable d'abattre tous les obstacles à la révolution : c'est une attitude moralisante qui sent à plein nez le philistisme mensonger du libéralisme, du démocratism, du calvinisme « révolutionnaire », présenté comme l'expression la plus achevée du radicalisme prolétarien.

Le communisme n'a rien à voir avec tous ces mensonges de « liberté » : le mouvement ouvrier est le dépassement de la revendication de la liberté de l'individu (qu'il soit citoyen ou ouvrier) et la négation de tout principe démocratique. Il n'existera jamais une « liberté de la classe ouvrière », mais seulement la domination politique du prolétariat qui lui permettra de **disparaître** plus tard comme classe grâce à la destruction du capitalisme. **Le règne de la liberté** sera celui de **l'espèce arrivée au communisme**.

Loin de ces eaux puantes du démocratism, l'Internationale Communiste montrait les racines de la dégénérescence des partis social-démocrates qui, d'organes de la lutte révolutionnaire pour l'émancipation prolétarienne à leur origine, étaient devenus des organes de la conservation sociale de **par leur praxis réformiste**, qui avait avachi leurs muscles, déformé leur conscience critique et dénaturé leur fonction.

La critique **marxiste** de la social-démocratie n'est pas celle de la forme parti, mais du parti qui ne revendique plus que des « réformes ». Il est vrai que le marxisme ne rejette pas la lutte pour les réformes par principe. Il s'agit là d'un problème qui dépend des aires géographiques et historiques. Cette lutte est reconnue et acceptée pour l'Europe jusqu'à 1914 où elle l'écarte pour toujours. Mais pour le marxisme, cette lutte était un moyen qui devait permettre l'épanouissement de la lutte des classes, la constitution du prolétariat en classe et donc en parti. Dans la vision marxiste, on luttait pour les réformes afin de hâter la destruction de la société bourgeoise ; cette lutte devait aider à liquider tout l'héritage social et politique des étapes antérieures de la société capitaliste et démontrer ainsi que le capitalisme était à détruire aussi démocratique que

fût l'Etat. Le but n'était pas la démocratie, mais sa négation : la révolution et la dictature de classe du prolétariat.

„La gauche marxiste a montré que la dégénérescence opportuniste dans le mouvement ouvrier est arrivée quand les partis socialistes ont commencé à présenter la révolution socialiste comme le **prolongement** de la lutte pour les réformes et pour la démocratie et non plus comme sa négation dialectique (32).

Lénine a montré que les racines profondes — économiques et sociales — de cette maladie du mouvement ouvrier sont l'impérialisme et l'aristocratie ouvrière. C'est l'impérialisme qui réussit à constituer les couches plus ou moins larges des ouvriers corrompus par les miettes tirées de la rapine impérialiste et coloniale et qui trouvent dans l'opportunisme et le social-pacifisme l'expression politique de leur tendance objective à la collaboration et aux alliances de classe (33). Et l'opportunisme réussit à s'imposer au sein de l'organisation de classe parce que la lutte pour les réformes avait perdu son contenu subversif, ce qui s'est traduit par la perte de capacité révolutionnaire de l'organe qui la menait. C'est pour cela que l'opportunisme put revendiquer une continuité historique par rapport à la praxis de la II^me Internationale, tandis que la III^me s'est débarrassé de l'héritage minimaliste de la lutte pour les réformes.

C'est la déviation démocratique et réformiste qui est à la base du reniement doctrinal du marxisme par la social-démocratie. Ce que la gauche marxiste critique dans la doctrine de cette dernière n'est pas qu'elle revendique le pouvoir politique, mais qu'elle entende conquérir pacifiquement l'Etat au moyen de la majorité parlementaire, au lieu de le détruire pour le remplacer par l'Etat nouveau du prolétariat en armes, instauration qui n'admet pas de gradualisme ; elle ne critique pas l'idée de l'exercice du pouvoir prolétarien par un parti, mais affirme qu'il s'agit d'une dictature et non pas d'une démocratie.

La critique idéaliste « révolutionnaire » de l'Internationale Communiste

Il a existé un profond malentendu dans l'adhésion de la « gauche » allemande et en particulier de Pannekoek à la Révolution d'Octobre et à l'Internationale Communiste. Mais ce malentendu a été vite dissipé. Le K.A.P.D. participe au III^me Congrès de l'I.C. en attaquant l'ensemble des

(32) « Affirmer l'affinité entre socialistes et idées démocratiques, les faire passer pour deux branches issues du même tronc et qui tendent à se rejoindre, à croître parallèlement, est (...) un sabotage déplorable de la doctrine socialiste. (...) S'il y a une **négation totale** de la théorie et de l'action démocratiques, c'est bien le socialisme. » (*Démocrazia e Socialisme*, 1914, dans *Storia della Sinistra*, vol. 1).

(33) La gauche marxiste italienne a fait sienne cette analyse : « L'opportunisme est un fait social, un compromis entre les classes qui s'étend en profondeur, et ce serait folie de l'ignorer ». (*Les fondements du communisme révolutionnaire*).

résolutions du II^me Congrès — son véritable congrès constitutif — et en accusant l'I.C. d'opportunisme.

La divergence éclata tout de suite sur un problème fondamental **de doctrine** : nature et rôle du parti de classe, et se refléta immédiatement dans les différentes questions tactiques débattues dans l'I.C. Mais avant d'entrer dans ces questions de tactique, relevons que Pannekoek attaque l'I.C. sur un autre problème : les scissions au sein des partis socialistes qui laissaient entrer dans l'Internationale de larges couches d'opportunistes centristes et de social-patriotes « repentis », les Serrati d'une part et les Cachins de l'autre.

L'histoire de la lutte contre l'opportunisme social-démocrate a montré qu'il ne suffit pas de se réclamer du combat contre cette pathologie du mouvement ouvrier pour se situer dans la tradition révolutionnaire communiste. Le syndicalisme révolutionnaire de Sorel — avant de révéler ouvertement son caractère révisionniste — prétendait représenter un retour aux sources contre le crétinisme parlementaire. Voyons donc sur quelle base Pannekoek fait cette critique :

« Et, pendant la révolution, le parti doit établir le programme, les mots d'ordre et les directives que les masses, agissant spontanément, reconnaissent comme justes, parce qu'elles y retrouvent sous une forme achevée, leurs propres buts révolutionnaires et parviennent, grâce à eux, à voir plus clair : c'est dans ce sens que le parti dirige la lutte. Tant que les masses sont inactives, ses efforts peuvent sembler vains ; mais les principes ainsi propagés atteignent cependant des éléments nombreux, qui se tiennent provisoirement à l'écart du parti, et, au cours de la révolution, ces principes se révèlent une force active contribuant à orienter ces éléments dans la bonne voie. En revanche, édulcorer les principes afin de pouvoir former au préalable un parti plus grand, à l'aide de coalitions et de concessions, c'est laisser à des éléments confus la possibilité d'acquiescer, en temps de révolution, une emprise dont les masses n'arrivent pas à se débarrasser en raison de leurs carences. » (34)

En d'autres termes, la « gauche » allemande se réclame des scissions plus à gauche parce qu'elle veut des « partis »-sectes capables de remplir le rôle que l'idéalisme « révolutionnaire » leur attribue : élaborer la théorie, le programme et les mots d'ordre qui puissent « éclairer » les masses le moment venu, ce qui serait impossible si des « impurs » entraient dans ce « parti ».

La véritable critique marxiste des scissions trop à droite qui donnèrent lieu aux sections nationales de l'I.C. fut faite par la gauche italienne sur d'autres bases et pour un tout autre but. Cette préoccupation de la gauche découle de sa claire conscience que le Parti Mondial ne peut pas se constituer et se développer organiquement sur la base de greffes de courants hétérogènes ayant des programmes, des tradi-

(34) 1920, page 169.

tions, des conceptions critiques différentes. Mieux valait un organe même restreint capable de remplir ses tâches et donc de se développer, que des fusions qui ne pouvaient manquer de rendre sa lutte révolutionnaire difficile ou impossible — comme ce fut très souvent le cas.

Il est superflu d'ajouter que selon la conception de la gauche, le courant Kapédiste n'aurait pas trouvé de place non plus dans l'I.C. — comme elle le dira dans les **Thèses de Lyon**.

Sur la tactique.

La polémique entre la « gauche » allemande et l'I.C. ne concernait pas les problèmes tactiques, bien que — à première vue — elle les touchât. En fait, l'abîme qui les séparait était de principe. Et c'est ce que nous nous attacherons à démontrer.

Pour Pannekoek, « le problème de la tactique (...) peut s'énoncer ainsi : comment extirper des masses prolétariennes le mode de pensée traditionnel bourgeois, qui les paralyse ? » (35) Et ce « problème » était, selon lui, d'autant plus aigu que la contre-révolution n'avait pas d'autre fondement :

« (En Allemagne, en 1918) c'est parce que les masses demeurent encore totalement soumises à un mode de pensée bourgeois, qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise, elles l'ont rétablie de leurs propres mains » (36). Et pour l'auteur, le mode de pensée bourgeois chez les masses ouvrières est représenté par l'idéologie social-démocrate qui est élevée ainsi au rang de **cause** de l'esclavage du prolétariat et de la puissance de la bourgeoisie. En fait, l'idéologie social-démocrate —

(35) 1920, page 178. Les féroces sarcasmes de Marx contre les objectifs « révolutionnaires » n'ont rien perdu (hélas !) de leur actualité :

« Jusqu'à présent, les hommes se sont toujours fait des idées fausses sur eux-mêmes, sur ce qu'ils sont ou devraient être. (...) Ces fruits de leur cerveau ont grandi jusqu'à les dominer de toute leur hauteur. (...) Libérons-les donc des chimères, des idées, des dogmes, des êtres imaginaires sous le joug desquels ils s'étiolent. Révoltons-nous contre la domination de ces idées. Apprenons aux hommes à échanger ces illusions contre des pensées correspondant à l'essence de l'homme, dit l'un, à avoir envers elles une attitude critique, dit l'autre, à se les sortir du crâne, dit le troisième, et la réalité actuelle s'effondrera. »

« Ces rêves innocents et puérils forment le noyau de la philosophie actuelle des Jeunes-Hégéliens (et nous pourrions dire aujourd'hui de tous les disciples de la « gauche » allemande [lisez : de la situation contre-révolutionnaire d'aujourd'hui !, N.D.R.]). (L'efface à un respect mêlé d'effroi, mais est présentée par les **héros philosophiques** eux-mêmes avec la conviction solennelle que ces idées d'une virulence criminelle constituent pour le monde un danger révolutionnaire. Le premier tome de cet ouvrage se propose de démasquer ces moutons qui se prennent et qu'on prend pour des loups (...) et que les fanfaronnades de ces commentateurs philosophiques ne font que refléter la dérisoire pauvreté de la réalité allemande, N.D.R.), qui, en Allemagne, n'est pas seulement accueillie par le public avec **L'idéologie allemande**, page 39, Editions Sociales).

(36) 1920, page 171.

ou aujourd'hui la stalinienne — représente pour les courants idéalistes « révolutionnaires » du XX^m siècle ce que la religion représentait pour les anarchistes au XIX^m. Voilà donc des idées ou des puissances spirituelles élevés au rang d'agents actifs de l'histoire ou de causes des périodes de contre-révolution (37). Quel « matérialisme » ! Et c'est sur ces bases idéalistes que le courant kapédiste sera anti-parlementaire, pour les scissions syndicales par principe, contre le front unique — même syndical (38).

Dans la vision marxiste, le problème de la tactique se ramène à celui de la préparation des conditions subjectives de la révolution, s'appuyant sur les conditions objectives.

La gauche italienne définissait le point de vue marxiste sur le problème de la tactique quand elle affirmait :

« Les conditions de la réalisation des buts révolutionnaires de l'I.C. sont de nature objective dans la mesure où elles résident dans la situation du régime capitaliste et dans les phases de la crise qu'il traverse. Elles sont de nature subjective dans la mesure où elles se rattachent à la capacité de la classe ouvrière à lutter pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et pour l'organisation de sa propre dictature en développant une unité d'action, c'est-à-dire en parvenant à subordonner tous les intérêts partiels de groupes limités à l'intérêt général de tout le prolétariat et au but final de la révolution. »

« Les conditions subjectives sont de deux ordres, à savoir :

« a) L'existence de partis communistes doués d'une claire vision programmatique et d'une organisation bien définie qui assure l'unité d'action ;

« b) Un degré d'influence (suffisant) du parti communiste sur les masses des travailleurs et sur leurs organisations économiques, de sorte

(37) Ainsi, on reverse complètement la question à la façon idéaliste. En réalité, la puissance incontestée de la bourgeoisie, de ses Etats et de ses partis sur la société, et la domination politique du stalinisme ou des mouvements bourgeois sur les masses ouvrières ne sont que la conséquence de la contre-révolution, c'est-à-dire de la défaite matérielle du mouvement révolutionnaire (qui a eu — entre autres — comme résultat la dégénérescence de l'organe révolutionnaire, l'I.C., qui a pris la forme du stalinisme). Si nous ne sommes pas encore sortis de cette période noire, ce n'est pas dû à une « domination idéologique », mais à des déterminations matérielles.

(38) Nous laisserons de côté la position de ce courant par rapport à la question nationale et coloniale. Ses disciples se rangent tous sur le front de l'indifférentisme, c'est-à-dire de la position qui affirme que cette sorte de luttes ne concerne pas le prolétariat révolutionnaire, ce qui est en parfaite cohérence avec leur idéalisme doctrinal et avec la conception sectaire du « parti » qui en découle.

Il en a toujours été ainsi pour tout courant idéaliste « révolutionnaire » (cf. le proudhonisme et l'anarchisme dans la I^o Internationale). Le mouvement communiste — de par la vision matérialiste des conditions historiques dans lesquelles se déroule la lutte de classes ainsi que de la nature et du rôle du parti — a toujours dû se reforger en combattant les déviations frontiste et indifférentiste.

que le parti communiste prévale sur les autres tendances politiques du prolétariat. »

« Le problème de la tactique consiste à rechercher les moyens qui permettent le mieux aux partis communistes de réaliser simultanément ces conditions révolutionnaires de nature subjective, en s'appuyant sur les conditions objectives et sur le cours de leur développement » (39).

L'opposition entre ces deux courants ne peut pas être plus éclatante. Bien que les courants culturalistes (social-démocrates, anarchistes, « gauche » allemande) se réclament de la vision marxiste du « catastrophisme » — qui est celle de la révolution prolétarienne, résultant **d'une part** des contradictions du système bourgeois et **de l'autre** de la maturité et de la force du prolétariat — pour ces courants cette deuxième condition se mesure à l'extension de la « conscience socialiste » dans les masses, tandis que pour le matérialisme marxiste elle se mesure au degré d'influence du parti communiste sur le mouvement social, c'est-à-dire au degré de constitution du prolétariat en classe.

C'est sur la base de cette vision matérialiste du problème tactique, qui est indissolublement lié à la conception de la nature et du rôle de l'organe parti que la gauche italienne, elle, donnera une **appréciation** négative du « parlementarisme révolutionnaire », qu'elle rejettera la tactique des scissions syndicales par principe, et — dès avant 1919 — le front unique des organisations politiques tout en le préconisant dans les organisations intermédiaires de la classe; et enfin qu'elle adhérera de façon inconditionnelle à la tactique arrêtée au II^e Congrès dans la question nationale et coloniale (cf. l'article de la gauche **Le communisme et la question nationale**, dans **Prometeo**, 1924).

Nous ne traiterons ici que de la question parlementaire et syndicale, en relevant la profonde divergence des positions entre les deux courants cités.

Sur le « parlementarisme révolutionnaire ».

Pour Pannekoek, il faut combattre le « parlementarisme révolutionnaire » préconisé par l'I.C. et adopter la tactique abstentionniste parce que :

« Le parlementarisme constitue la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs, où les masses elles-mêmes n'ont qu'un rôle subalterne. Dans la pratique, il consiste à remettre la direction effective de la lutte à des personnalités à part, les députés; ceux-ci doivent donc entretenir les masses dans l'illusion que d'autres peuvent à leur place mener le combat » (40).

(39) **Projet de Thèses** présenté au IV^e Congrès de l'I.C.

(40) 1920, page 177.

Selon Pannekoek, ce qui s'oppose n'est pas la lutte communiste et révolutionnaire, d'une part et, de l'autre, l'absence de lutte, le remplacement de la lutte effective par les pratiques parlementaires. Non ! c'est « la lutte des masses » et... « la lutte par l'intermédiaire des chefs » !

Par contre, au II^me Congrès de l'I.C., la gauche marxiste a fait la critique de la tactique parlementaire de l'internationale en **Occident** du point de vue des tâches du **parti** communiste :

« Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la II^me Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action. »

« Actuellement, la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs. (...) Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire. » **(Thèses de la fraction communiste abstentionniste du P.S.I., points 4 et 5).**

Dans ces conditions, la préparation des conditions subjectives **de la révolution** exige le boycott parce que :

a) « La clarté de la propagande, non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections des ouvriers » (point 7) ;

b) « Le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacré à ce but direct » (point 8) ;

c) « Le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison (le crétinisme parlementaire des socialistes traditionnels) a préparé le terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise » (point 9) ;

d) « La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal » (point 10) ;

e) « Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la III^{me} Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire ; or, sans l'élimination des éléments social-démocrates, la III^{me} Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale » (point 11) ;

f) « La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses » (point 12).

Tous les arguments avancés ici visent à rendre le parti apte à remplir les tâches révolutionnaires, à l'arracher à l'affaiblissante praxis réformiste, à rendre possible sa claire délimitation politique et à permettre à la masse en lutte contre le capitalisme de trouver dans le parti l'organe capable de la diriger, car le parti est aussi un résultat matériel de sa propre action. Pour la gauche, il s'agit de définir clairement les bases qui permettront de forger un solide parti communiste et non pas de « créer » des conditions qui permettraient aux masses de se passer de leur parti de classe !

Sur la question syndicale.

La « gauche » allemande a été scissionniste, ou boycottiste **par principe** en ce qui concerne les organisations de masse dirigées par les réformistes. Cette position découle de considérations qui, malgré leur diversité, ont pour dénominateur commun le révisionnisme.

Le premier argument tient à la « forme syndicale » :

« C'est bel et bien la forme d'organisation (du syndicat) elle-même qui réduit les masses à l'impuissance ou tout comme et qui leur interdit d'en faire l'instrument de leur volonté » (41).

D'autre part, « son mode de fonctionnement (...) ne permet pas de l'utiliser comme un instrument de la révolution prolétarienne » (42).

(41) 1920, page 180.

(42) 1920, page 180.

Ces passages ne résistent pas à la moindre critique marxiste. D'une part, la forme syndicale n'a fait que changer au cours de l'histoire, et de l'autre, affirmer **par principe** que, par nature, toute organisation qui a pour but **spécifique** la défense de la force de travail est incapable de devenir l'instrument de la volonté ouvrière et un levier de la révolution, revient à affirmer « tout simplement » que le prolétariat est incapable de lutter de façon conséquente pour sa survie et que cette lutte — et l'antagonisme qui la provoque — est une entrave à la révolution ! C'est bien ce que Pannekoek soutient quand il affirme :

« Au sein d'un système ascendant et prospère, l'organisation de conseils est impossible, les ouvriers se soucient alors uniquement d'améliorer leurs conditions d'existence, ce qui permet l'action syndicale et politique. Dans un capitalisme décadent, en proie à des crises, ce dernier type d'action est vain et s'y raccrocher ne peut que freiner le développement de la lutte autonome des masses, de leur auto-activité » (43).

Voilà un exemple éclatant de ce que cette école politique appelle « marxisme » ! Si ce que Pannekoek affirme était vrai, la révolution serait un résultat **étranger** aux intérêts « basement » économiques du prolétariat. Le socialisme se transformerait alors dans cette « idée morale » chère à tous les idéalistes (Bernstein y compris !) dans le style de tous les rêves petits-bourgeois (« vivre mieux », s'« autogérer », liberté - égalité - fraternité !).

En fait, l'argumentation du théoricien du K.A.P.D. est parfaitement cohérente avec sa vision **gradualiste** de la révolution : à quoi bon les organisations de défense économique si la révolution est ce processus au cours duquel le salariat disparaît ? La défense du salariat reviendrait alors à défendre le capitalisme (!)... Misère de l'idéalisme « révolutionnaire » !

L'analyse matérialiste ne peut être qu'une analyse **historique**. Voici les arguments « historiques » de Pannekoek en faveur de la tactique scissionniste :

« La forme d'organisation en syndicats (...), originaire de la période du capitalisme ascendant, ne présente plus la moindre utilité » (44).

Cette affirmation entraîne **nécessairement** cette autre : les syndicats — organisations de défense de la force de travail — n'ont plus de raison d'être « à l'époque de l'impérialisme ». Autrement dit, les lois propres au système capitaliste ne sont plus valables pour l'impérialisme ; l'impérialisme ne serait alors plus une phase du capitalisme mais un **mode de production spécifique !!!** Passons...

(43) 1938, page 274.

(44) 1938, page 273.

« En ce qui concerne les ouvriers — et c'est le deuxième argument « historique » avancé par Pannekoek — les conditions de lutte se sont détériorées. La puissance de la classe capitaliste s'est accrue énormément (...), la coalition des patrons eux-mêmes place les syndicats devant un pouvoir désormais beaucoup plus fort et souvent presque inexpugnable. En outre, la concurrence féroce à laquelle les capitalistes de tous les pays se livrent (...) exige que des parts croissantes de la plus-value aillent à la fabrication d'armements et à la guerre ; la baisse du taux de profit oblige dès lors les capitalistes à augmenter le taux d'exploitation, c'est-à-dire à diminuer les salaires réels. Ainsi donc, les syndicats se heurtent à une résistance accrue, les anciennes méthodes deviennent de moins en moins utilisables (par contre, la « loi d'airain des salaires de Lassalle » est de « plus en plus » valable... N.D.R. » (45).

Ce paragraphe met en lumière le **pacifisme** profond de tous les idéalistes « révolutionnaires », pacifisme que Marx relevait à propos des néo-hégéliens « de gauche » qui croyaient bouleverser le monde avec leur phraséologie « révolutionnaire ». Pannekoek ne fait que constater l'accroissement **potentiel** des antagonismes au sein de la société capitaliste et, au nom d'un radicalisme purement verbal, il en tire la conclusion qu'il faut se désintéresser de la lutte syndicale parce que la classe ouvrière rencontre une opposition accrue ! Pourquoi alors ne pas se détourner de la lutte politique si l'Etat capitaliste n'a fait qu'accroître toujours plus ses moyens de résistance ?

Le dernier des arguments de Pannekoek est profondément « pratique ». Il s'appuie sur le rôle culturaliste du « parti »-secte, qui est de « radicaliser les esprits, éclairer par la parole et par l'action en s'efforçant, pour cette raison, d'opposer avec la plus grande vigueur les principes nouveaux aux idées anciennes » (46). L'argument est d'une extrême « simplicité ». Pour mieux « éclairer » les ouvriers, il faudrait réunir ceux qui ont déjà « commencé à comprendre » (leur nombre augmente en période révolutionnaire et diminue en période de contre-révolution) hors des syndicats. Ainsi leur lutte, plus libre sans la « bureaucratie », permettrait au « parti »-secte de leur fournir cette conscience socialiste et de donner l'exemple aux ouvriers embrigadés par l'opportunisme en leur montrant « comment il faut faire ». Les conditions matérielles aidant, la révolution-processus serait déclenchée. Voilà pourquoi les « communistes » style K.A.P.D. ne peuvent s'intéresser aux luttes immédiates de la classe que quand ces luttes sont directement branchées sur un processus révolutionnaire ; dans le cas contraire, « les masses ne pourraient pas être réceptives au socialisme ». Voilà pourquoi les organisations de la révolution doivent être « pures » (les Unions demandaient à leurs adhérents de reconnaître la nécessité de la dictature du prolétariat...) et ne

(45) 1938, pages 270-271.

(46) 1920, page 187.

« s'intéresser » à la lutte des masses que dans la mesure où les masses « s'intéressent » à la révolution ! (47)

Loin de nous l'idée de nier la cohérence de la tactique de la « gauche » allemande avec ses principes et son programme. De principes idéalistes, on ne peut pas tirer une tactique communiste. Cette cohérence idéaliste confirme une fois de plus la position marxiste qu'il n'existe pas de problème tactique en soi ; la tactique n'est jamais un ensemble de « recettes ». La gauche marxiste a toujours soutenu que la tactique communiste doit être conforme à la doctrine et au programme communistes en ce sens que la tactique, étant le mode d'intervention du parti dans la lutte des classes, doit s'accorder avec la vision matérialiste des forces qui y participent et avec les objectifs poursuivis.

C'est dans le domaine des organisations intermédiaires de la classe que cette cohérence est particulièrement saillante. Selon la conception marxiste, la conscience **des entraves** à la satisfaction des besoins matériels suit l'action pour satisfaire ceux-ci. Il s'en suit que la lutte pour des objectifs contingents est une des conditions, un des préalables pour que le parti communiste puisse opposer valablement et sur une vaste échelle sa propre propagande, son prosélytisme et son action à ceux des autres courants politiques au sein du mouvement ouvrier, ce qui fait naître autour de lui « un réseau plus vaste d'organisations (de parti) relié à la fois aux couches les plus profondes des masses et au centre directeur du parti lui-même. C'est de cette façon qu'on prépare une discipline unitaire de la classe ouvrière » (48).

D'autre part, la révolution présuppose la mise en mouvement de **masses gigantesques** dont les besoins matériels ne sauraient être satisfaits sans le renversement de tout l'ordre bourgeois. Le rôle du parti est

(47) Le passage suivant constitue un autre véritable morceau « choisi » d'anthologie « gauche » allemande :

« Le but de l'A.A.U (Union générale des travailleurs), c'est que dans les phases révolutionnaires tous les syndiqués des diverses centrales aillent dans son sens. (...) Et la propagande claire pour cette idée ne pourrait qu'échouer si l'A.A.U. se posait en concurrente des autres confédérations, au lieu d'agir en vecteur d'une tactique qui transcende leurs buts à toutes. »

« (...) Il a été dit parfois que l'A.A.U. était la vectrice d'un principe d'organisation, l'organisation d'usine, supérieure aux syndicats de métiers. » **Mais il ne s'agit pas pour autant d'un instrument pour ranimer une combativité de type syndicale** : « Se donner cet objectif, serait se transformer en organisation vouée nécessairement à revenir (...) dans la voie réformiste. (...) Si, contre le gré des syndicats, les ouvriers entrent en lutte contre les patrons, l'A.A.U. doit les soutenir de ses avis, de ses explications, mettre à leur disposition des moyens d'agitation, mais sans jamais adopter cependant le point de vue de celui qui cherche à battre ses concurrents, à ravir des adhérents aux syndicats. Et donc aussi sans adopter le point de vue d'une organisation nouvelle qui se place à la tête des ouvriers, mais en cherchant tout au contraire à faire valoir les principes nouveaux ». 1927, pages 235-236.

(48) (Projet de thèse présenté par la Gauche au IV^{me} Congrès de l'I. C., dans *In difesa della continuità del programma comunista*).

de canaliser les forces qui combattent pour des objectifs partiels, contingents, afin de constituer une avalanche qui puisse emporter tous les obstacles qui s'opposent à la naissance de la nouvelle société. C'est en remplissant cette tâche que le parti se développe et développe son influence sur les masses. Ceci l'oblige à prêter la plus grande attention aux formes de lutte et aux formes d'organisation que cette lutte doit nécessairement susciter (49). Le parti communiste n'invente ni les unes ni les autres, « il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires qui surgissent spontanément dans le cours même du combat », à centraliser ces combats et ses expressions organisées.

C'est sur cette base que l'I.C. et la gauche italienne se sont trouvées en parfaite identité de vues en 1920 dans la question de l'attitude à prendre face aux organisations des masses contrôlées par les réformistes. **Dans la mesure où ces organisations restent ouvertes aux masses ouvrières — et sont donc susceptibles de devenir l'expression organisée de leur combat — le parti ne renonce pas à travailler en leur sein.** Quand la scission se justifie, c'est aussi pour des raisons qui découlent de la doctrine matérialiste : quand les grandes masses sont exclues des syndicats alors que la classe marque une tendance générale à l'organisation.

Il s'agit là d'une position **de principe** qui touche l'ensemble des organisations intermédiaires de la classe, et pas seulement les syndicats. Par ailleurs, le marxisme ne théorise jamais une forme d'organisation comme étant « la forme révolutionnaire » qui servira, par nature, à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. En 1871 ce fut la Commune ; en 1917, ce furent les Soviets ; en Italie, les Bourses du Travail auraient pu

(49) « Premièrement, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de lutte unique et déterminée. Il admet les formes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas : il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. (...) Le marxisme exige que l'on considère attentivement la lutte de **masse** en cours, qui (...) engendre sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. (...) En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné : il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera **inévitablement** l'apparition de nouvelles formes de lutte. (...) Le marxisme, sous ce rapport, **s'instruit**, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre **enseigner** aux masses des formes de lutte que les « faiseurs de systèmes » imaginent au fond de leur cabinet de travail... ».

« En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect **historique**. (...) Aux différents moments de l'évolution économique, en fonction des différentes conditions politiques, nationales, culturelles, d'existence, etc., des formes de lutte se placent au premier plan pour devenir les principales ; par suite, les formes de lutte secondaires, accessoires se modifient à leur tour. Essayer de résoudre par oui ou par non à propos d'un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du développement qu'il a atteint, ce serait quitter complètement le terrain marxiste ». (Lénine, **La Guerre des Partisans**).

le devenir ; d'après Trotsky, en Allemagne en 1923, les comités d'usine auraient pu être la courroie de transmission de la révolution.

Les leçons de la contre-révolution.

La critique de la gauche marxiste italienne envers la tactique suivie à partir de 1922 (front unique politique, gouvernement ouvrier, gouvernement ouvrier et paysan) répond — **dans la mesure où le problème se plaçait sur le terrain tactique** — aux mêmes préoccupations qui l'avaient conduite à définir les conditions de la préparation subjective de la révolution.

Les idéalistes « révolutionnaires » se demanderont où finit la question tactique et où commence la question de doctrine. Pour sa part, le marxisme affirme que le parti n'a pas de « libre arbitre » dans le choix tactique, et que ce choix est déterminé par les buts inscrits dans son programme et par le rapport des forces de classe au sein de la société où le parti doit agir.

Les adeptes de la « gauche » allemande — pour qui la base de l'existence du parti est un fait de conscience — crieront victoire. D'après eux, si l'I.C. s'est trompée dans le choix des moyens tactiques, ce serait le résultat d'une doctrine fautive. Misère du culturalisme !

Pour le matérialisme scientifique, le maintien de la cohérence entre théorie et action, entre doctrine et tactique, dépend des conditions historiques et matérielles dans lesquelles se forge l'organe-parti. Dans l'I.C., il ne s'est pas dégagé de direction unitaire dans la mesure même où elle s'est constituée sur la base de courants qui se sont sauvés **grosso modo** de la banqueroute de la II^{me} Internationale et qui se sont fondus à la chaleur de la victoire de la Révolution d'Octobre, mais sans avoir une tradition historique unitaire. Il s'agit là d'un fait matériel, historique pour tout dire. L'I.C. aurait dû devenir le parti mondial ; l'histoire ne l'a pas permis. Nous avons à en tirer les leçons en matérialistes pour savoir où on a commis des erreurs qui ont rendu possible ou favorisé la dégénérescence du parti de façon que — à la lumière des grandes victoires et des grandes défaites — la prochaine cristallisation de forces révolutionnaires permette la reconstitution d'un parti mondial capable d'éviter les mille et un pièges que la société bourgeoise tend au prolétariat communiste. Il s'agit de forger l'organe qui **dans ses réflexes** conditionnés par toute l'histoire passée de la lutte de classe, dans sa praxis et dans sa direction, soit capable de remplir sa tâche historique.

La critique développée par la gauche italienne a été cruellement confirmée par les événements d'Allemagne en 1923 où le parti communiste se discrédita comme parti révolutionnaire et par ceux d'Italie en 1924, après l'assassinat de Matteotti, où, tombé dans les mains du centrisme, il fut incapable de se porter résolument sur le terrain de la lutte de classe.

En 1926, avec les **Thèses de Lyon**, la gauche ne fera que **confirmer** par la dure réalité de sept ans d'expérience internationale les positions qui ont été à la base de la constitution du Parti Communiste, section italienne de l'I.C. ; et elle le fera **au nom des bases constitutives de l'Internationale elle-même**, transmettant ainsi au futur mouvement communiste les leçons dégagées de presque cent ans d'histoire.

La « gauche » allemande n'a fait, pour sa part, que tirer de la contre-révolution la confirmation de ses positions tant de principe que tactiques qu'elle défend — en tant que courant distinct — dès la première décennie du siècle :

« Ceux-là donc qui songent à un « Parti révolutionnaire » ne tirent qu'à moitié les leçons du passé. N'ignorant pas que les partis ouvriers, le P.S. et le P.C. sont devenus des organes de domination, servant à perpétuer l'exploitation, ils en concluent seulement : « Il n'y a qu'à faire mieux ! ». C'est fermer les yeux sur le fait que l'échec des divers partis est dû à une cause beaucoup plus générale encore, à savoir : la contradiction fondamentale existant entre l'émancipation de la classe, dans son ensemble et par ses propres forces, et la réduction à néant de l'activité des masses par un nouveau pouvoir pro-ouvrier (...). (...) Toute soi-disant avant-garde cherchant, conformément à son programme, à diriger et à régenter les masses au moyen d'un « Parti révolutionnaire », se révèle un facteur réactionnaire, en raison même de cette conception » (50).

Bref, « vive Bakounine, à bas le marxisme ! », « vive la révolution, à bas la constitution de la classe en parti ! », « vive les soviets... sans les bolcheviks ! ».

Avec la victoire de la contre-révolution actuelle, le cannibalisme qui accompagne toute contre-révolution s'est élevé à des hauteurs inconnues tant en ce qui concerne l'oppression du prolétariat que l'offensive générale contre la doctrine communiste. Et parmi ses flancs-gardes les plus écœurants se trouvent tous ceux qui — au nom du prolétariat et de la révolution socialiste — modulent leur plainte sur la même longueur d'onde démocratique que la bourgeoisie, la social-démocratie et les staliniens partisans de la « coexistence pacifique », pour dénoncer les principes mêmes du bolchevisme (le marxisme tout court !) et de l'I.C. comme la matrice de la contre-révolution stalinienne.

Nous n'avons rien à ajouter aujourd'hui à ce que notre courant avait déjà soutenu non seulement pendant les glorieuses années du premier après-guerre, mais tout de suite après sa naissance, en 1847. Notre appréciation des courants idéalistes « révolutionnaires » ne dépend pas de la période historique, mais de leur nature même. **Le Manifeste** les

(50) 1936, page 265.

avait déjà déclarés dépassés par l'histoire. Aujourd'hui, leur existence est bien un indice de la profondeur de la contre-révolution dans laquelle ils puisent leur raison d'être, et les paroles cinglantes du **Manifeste** gardent toute leur valeur :

« L'importance du « socialisme des sectes » est fonction inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accroît et prend forme, cette façon de s'élever au dessus d'elle par l'imagination, cette opposition imaginaire qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. (...) Ils cherchent donc, et en cela ils sont logiques, à éteindre la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales. (...) Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs (...) et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale. »

« Ils s'opposent donc avec acharnement à toute action politique de la classe ouvrière, une pareille action ne pouvant provenir, à leur avis, que d'un manque de foi aveugle dans le nouvel « évangile » (51).

L'histoire a déjà secrété les courants, les forces historiques **divergentes** qui, dans les périodes de contre-révolution, préparent les armes doctrinales qui devront guider le mouvement social de demain.

D'une part, les social-démocrates (de Louis Blanc au stalinisme, en passant par Kautsky et les centristes) qui veulent marier la démocratie parlementaire et la constitution du prolétariat en classe dominante, le peuple et la classe ouvrière, les réformes et le socialisme et qui se regroupent tous sous l'étendard toujours renouvelé et contre-révolutionnaire du « passage pacifique au socialisme ».

D'autre part, l'anarchisme, qui prétend guider l'émancipation du prolétariat et détruire le capitalisme, tout en reniant les armes essentielles de la lutte révolutionnaire — Parti et Etat, terreur centralisée et dictature — embrassant du même coup la vision démocratique et gradualiste de la révolution, de l'exercice du pouvoir et des transformations sociales et qui, de Proudhon à Bakounine, des syndicalistes révolutionnaires à la « gauche » allemande (et ses multiples épigones) lancent les

(51) Dans cet article déjà assez long, nous ne pouvons pas traiter d'une autre question à propos de laquelle on a prétendu qu'il existait une « analogie » entre les positions de la gauche italienne et celle de la « gauche » allemande. La gauche marxiste affirme le caractère double de la révolution russe (révolution antiféodale dirigée par le prolétariat) et la nature capitaliste de la société et de l'Etat russes actuels. La « gauche » allemande l'affirme « aussi ». Ce sera l'objet d'un prochain travail de parti que de mettre en évidence le profond abîme doctrinal qui sépare leur analyse respective de la question russe.

mêmes mots d'ordre trompeurs de « liberté », « autonomie », « souveraineté ».

Après chaque vague contre-révolutionnaire, le parti marxiste a dû se reforcer en combattant ces deux déviations pathologiques du mouvement ouvrier, qui prétendent toujours sortir victorieuses de chaque défaite de la révolution. De Marx à Lénine, de la I^{re} à la III^{me} Internationale, le combat a toujours été le même pour défendre le parti de classe contre les tentatives des « innovateurs » et des « critiques », en les débarrassant de toutes les déformations démocratiques ou libertaires.

Au cours de la dernière vague contre-révolutionnaire, il a appartenu à la gauche italienne de revendiquer l'**invariance historique du marxisme**. Confirmant toutes ses armes théoriques et doctrinales, elle a démontré que rien n'est à revoir dans le bagage marxiste et que les erreurs qui ont été à la base de la dégénérescence de la III^{me} Internationale ne se relient pas au marxisme, mais aux doctrines des classes ennemies.

On ne crée pas de doctrines à volonté ; elles surgissent lors des grands affrontements des forces de classe dont la société bourgeoise est grosse et qui l'ont secouée à quatre reprises : 1848, 1871, 1905 et 1917. Les nouvelles forces qui se portent sur le terrain de la lutte politique ne peuvent que **s'intégrer** à l'une de ces traditions irréconciliables, qui aujourd'hui s'affrontent en théorie, avec les armes de la critique, et qui demain s'affronteront sur le terrain social avec la critique des armes, selon la loi écrite en lettres de feu par le déterminisme matérialiste, par l'histoire des classes sociales et des révolutions.

La gauche communiste sur le chemin de la révolution

VI. RECONSTRUCTION DE LA DOCTRINE ET DU PARTI.

Contrairement à bien des survivants du second massacre mondial, Amadeo Bordiga avait prévu que le schéma du premier après-guerre ne se répèterait pas, que la guerre impérialiste ne se transformerait pas en guerre civile.

Il apprit au petit noyau de parti qui se reconstituait à en comprendre les causes. De façon générale, la guerre entre États n'est pas un épisode *normal* de l'histoire capitaliste : en tant qu'expression de violence sociale, elle représente toujours un tournant historique affectant de façon profonde et décisive les classes, les partis et les doctrines, les bouleversant de la façon la plus inattendue. En ce qui concerne, de façon plus particulière, l'issue de la seconde guerre impérialiste, la Gauche montrait en outre que la victoire de l'Angleterre et surtout des U.S.A., *gendarme de l'impérialisme mondial*, sur les pays plus faibles de l'Axe capitaliste Berlin - Tokio - Rome avait constitué la solution la plus défavorable à la reprise du mouvement prolétarien. Repoussant l'indifférentisme pour lequel toutes les issues ont les mêmes effets historiques, elle montrait que cette victoire assurerait au capitalisme mondial une stabilité qu'après la chute de la puissance anglaise, la victoire des États moins solides de l'Axe aurait été incapable de lui procurer. En l'absence de défaite militaire de leurs bourgeoisies respectives, les prolétariats des grandes puissances démocratiques ne trouvèrent en effet pas l'énergie nécessaire pour s'insurger contre leurs États respectifs.

Dans les pays vaincus, l'occupation militaire bloqua toute reprise du mouvement de classe, comme c'était d'ailleurs son but, le capitalisme ayant, mieux que le prolétariat, tiré la leçon de l'histoire antérieure. Il ne fallait donc pas se faire d'illusions sur la durée de la vague contre-révolutionnaire : seul un bouleversement général du nouvel équilibre atteint par le capitalisme au travers de la seconde guerre mondiale, qui pour être durable n'était évidemment pas éternel, pourrait faire mûrir les conditions d'une nouvelle vague révolutionnaire prolétarienne. En

attendant, toute défaite du gendarme américain dans ses expéditions en Asie (Chine, Corée, Vietnam, Cambodge), en Afrique et en Amérique latine apparaissait à la Gauche comme un facteur d'accélération de la crise.

La Gauche ayant donc expressément prévu une reprise extrêmement lente, difficile et tourmentée, les impatients la quittèrent en quête de voies plus brèves et plus faciles qui les conduisirent dans des impasses et dans le tourbillon de la contre-révolution. Sous la direction d'Amadeo, elle eut au contraire une claire conscience de la fonction qu'elle avait à remplir : sauver le programme communiste du total naufrage du mouvement organisé, le restaurer contre toutes les altérations que l'opportunisme lui avait fait subir, afin de poser les prémisses du nouvel assaut prolétarien pour le moment où les conditions favorables s'en présenteraient à nouveau au sein de la société. Et ce n'est pas un hasard si la première tentation qu'elle ait eu à réprimer impitoyablement dès que les rares survivants du Parti se trouvèrent à nouveau réunis en Italie fut celle du « parlementarisme révolutionnaire » qu'elle avait combattu comme tactique erronée dans les premières années de l'Internationale mais qui, après la guerre, constituait une déviation, un moyen commode de jouir de la « liberté » retrouvée grâce aux baïonnettes américaines et de reprendre une carrière que les matraques fascistes avaient interrompue ou empêchée.

Tandis que la bourgeoisie et l'opportunisme plus étroitement alliés que jamais remettaient en vigueur le mythe de la démocratie sous la protection des armées impérialistes occupant non seulement les « vaincus », mais certains « vainqueurs », la Gauche remplit la même tâche que Lénine après l'échec de la révolution de 1905 lorsqu'il apparut que la réaction serait longue : elle mena une longue lutte théorique et programmatique contre tous les détracteurs du Communisme, contre les traîtres et les opportunistes, la victoire doctrinale étant la prémisses indispensable de la victoire insurrectionnelle.

Le Communisme en était revenu à l'année zéro : l'ABC du marxisme avait été perdu, les propositions les plus simples, les convictions les plus élémentaires avaient été balayées par la tempête contre-révolutionnaire. Avec sa poignée de militants, la Gauche s'attaqua point par point à la restauration de la doctrine altérée et défigurée aussi bien par ses « partisans » que par ses ennemis, par des mystificateurs conscients ou inconscients que par des traîtres vendus à l'ennemi. Le bilan de ce travail aussi discret et impersonnel que considérable va de l'élucidation de la « question russe », incompréhensible pour la plupart des gens, surtout dans son aspect économique, à l'étude du développement de l'économie capitaliste contemporaine ; du développement de la théorie économique marxiste sur la base des textes fondamentaux à la démolition des prétendus « nouvelles » écoles anti-marxistes ; de l'examen critique du développement historique de la lutte de classe depuis 1917 à la restauration de la doctrine dans les divers domaines - théorie de la connaissance, tactique

et organisation du parti, question syndicale - en suivant le fil ininterrompu du temps.

La poursuite de cette lutte opiniâtre et inégale pendant près de trente ans, n'aurait pu être assurée sans l'apport de nouveaux militants, d'autant plus que depuis la guerre, il ne s'est pas passé d'année sans que du marais petit-bourgeois surgissent tels ou tels personnages armés de « nouvelles » recettes infailibles et annonçant de fracassantes versions « modernes » du marxisme, considéré comme dépassé et susceptible d'être enrichi par les apports de... la « société de consommation ». Dans les vingt dernières années, à mesure que l'histoire confirmait toujours plus clairement les thèses de la Gauche, ces jeunes militants n'ont pas manqué au Parti, mais on n'est toujours pas à la veille de la reprise révolutionnaire. Pourtant, les prolétaires qui déjà cherchent fébrilement leur Parti de classe, comme on cherche une lumière et un camp où se battre, ne pourront pas ignorer toujours la longue lutte historique de la Gauche communiste. C'est elle qu'ils rencontreront nécessairement quand l'heure en sera venue, et ils y trouveront à la fois la théorie, la tactique et l'organisation, armes indissociables de la bataille révolutionnaire.

Pour illustrer l'œuvre déjà accomplie - et qui n'est pas achevée - nous devons nous contenter de citer le texte fondamental suivant, qui est de portée générale.

En ce qui concerne la question syndicale, le lecteur pourra se reporter aux n° 53 - 54 de cette revue, et aux n° 126, 127 et 128 du *Prolétaire*, ainsi qu'aux nombreux extraits du n° 121.

LE RENVERSEMENT DE LA PRAXIS DANS LA THEORIE MARXISTE

1) Devant la désorganisation de l'Idéologie, de l'organisation et de l'action révolutionnaires. Il est erroné de compter sur une phase descendante inévitable du capitalisme. phase qui serait déjà commencée et au bout de laquelle se trouverait la révolution prolétarienne. La courbe du capitalisme n'a pas de branche descendante.

2) La seconde crise internationale opportuniste, avec l'écroulement de la III^{me} Internationale, dérive de l'**intermédisme**, c'est-à-dire de la conception qui voulait poser des buts politiques généraux transitoires entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne. Renoncer aux revendications économiques particulières des groupes prolétariens pour éviter l'intermédisme est une position erronée.

3) La praxis marxiste juste affirme que la conscience de l'individu et aussi de la masse suit l'action, et que l'action suit la poussée de l'intérêt économique. Ce n'est que dans le parti de classe que la conscience et, dans des phases déterminées, la décision d'agir précèdent l'affrontement de classe. Mais une telle possibilité est inséparable organiquement du mécanisme moléculaire des poussées physiques et économiques initiales.

4) Selon toutes les traditions du marxisme et de la Gauche italienne et internationale, le travail et la lutte dans les associations économiques prolétariennes sont une des conditions indispensables pour le succès de la lutte révolutionnaire, de même que la pression des forces productives contre les rapports de production et que la juste continuité théorique, organisationnelle et tactique du parti politique.

5) Dans les différentes phases de l'histoire bourgeoise (révolutionnaire, réformiste, anti-révolutionnaire), la dynamique de l'action syndicale a subi de profonds changements (interdiction, tolérance, assujettissement) ; mais il est de toute façon indispensable, organiquement, qu'entre la masse des prolétaires et la minorité encadrée dans le parti, il existe une autre couche d'organisations, politiquement neutres par principe, mais accessibles constitutionnellement aux seuls ouvriers, et des organismes de ce genre doivent **renaître** dans la phase d'approche de la révolution.

Désordre idéologique dans les nombreux groupes internationaux qui condamnent l'orientation stalinienne et qui affirment se trouver dans la ligne du marxisme révolutionnaire.

Incertitude de ces groupes sur ce qu'ils appellent analyse et perspective : développement moderne de la société capitaliste ; possibilité de reprise de la lutte révolutionnaire de prolétariat.

Il est évident pour tout le monde que l'interprétation réformiste du marxisme s'est écroulée avec les guerres mondiales, les grands conflits intérieurs et le totalitarisme bourgeois.

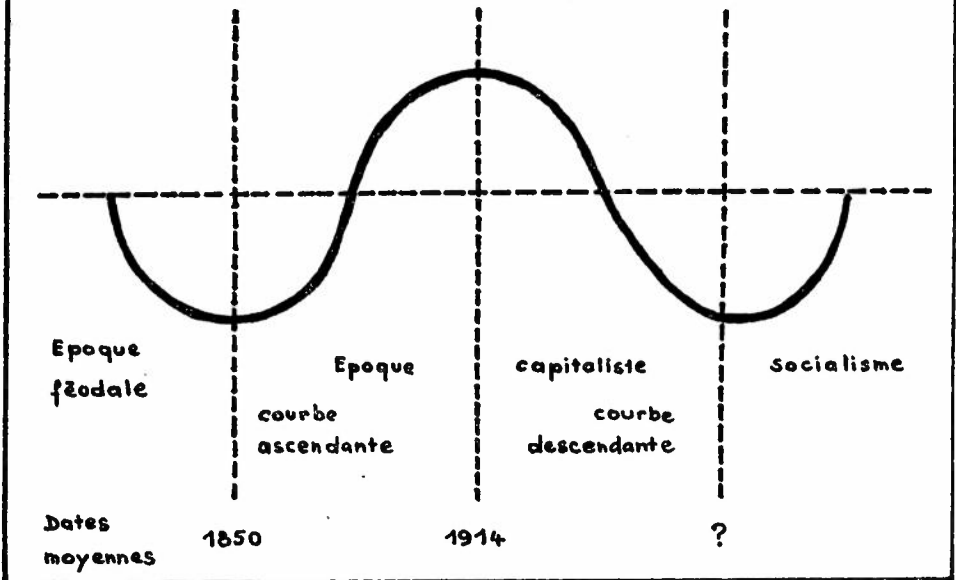
Cependant, puisque l'aggravation de la tension sociale et politique ne s'accompagne pas du renforcement mais de la totale dégénérescence des anciens partis révolutionnaires, certains se demandent s'il ne faut pas réviser la perspective marxiste, et également celle de Lénine qui posait comme issue de la première guerre mondiale et de la révolution russe l'extension au monde entier de la lutte du prolétariat pour le pouvoir.

Une théorie tout à fait erronée est celle de la **courbe descendante** du capitalisme, qui amène à poser cette fausse question : comment se fait-il que la révolution n'avance pas, alors que le capitalisme décline ? La théorie de la courbe descendante compare le développement historique à une sinusoïde : tout régime (par exemple le régime bourgeois) commence par une phase ascendante, atteint un point maximum, puis commence à décliner jusqu'à un point minimum, après quoi un autre régime remonte. Cette vision est celle du réformisme gradualiste : il n'y a pas de bonds, de secousses, ni de sauts (cf. fig. 1).

La vision marxiste peut être représentée schématiquement par un certain nombre de branches de courbes toujours ascendantes jusqu'à des sommets (en géométrie « points singuliers » ou « points de rupture ») suivis d'une brusque chute, presque verticale, puis, tout en bas,

- Fig. 1 -

Schéma du développement historique du capitalisme
(fausse théorie de la "courbe descendante")



d'une autre branche historique ascendante, c'est-à-dire un nouveau régime social (fig. 2).

Dans cette vision — la seule marxiste — tous les phénomènes de la phase impérialiste actuelle sont parfaitement escomptés depuis un siècle : en économie, trusts, monopoles, dirigisme étatique, nationalisations ; en politique, régimes policiers, surpuissance militaire, etc.

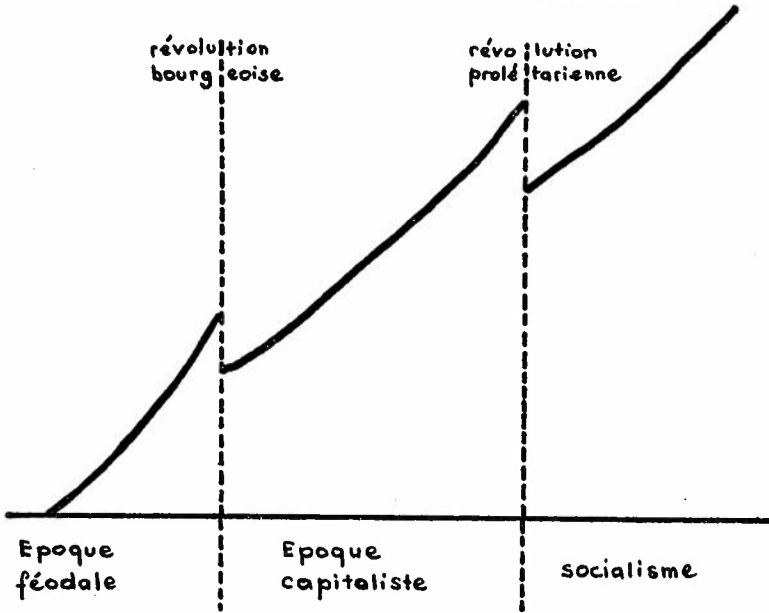
Il apparaît non moins clairement que le parti prolétarien n'a pas à poser dans la période actuelle de revendications gradualistes ou tendant à restaurer et à faire renaître des formes libérales et tolérantes.

Au contraire, la position erronée du mouvement prolétarien et surtout de la III^me Internationale a fait qu'au très haut potentiel capitaliste n'a pas pu s'opposer une tension révolutionnaire comparable.

L'explication de ce deuxième écroulement du mouvement de classe, plus grave que celui du social-patriotisme de 1914, nous amène à examiner les difficiles questions du rapport entre les poussées écono-

- Fig. 2 -

Interprétation schématique de la succession des régimes de classe dans le marxisme révolutionnaire



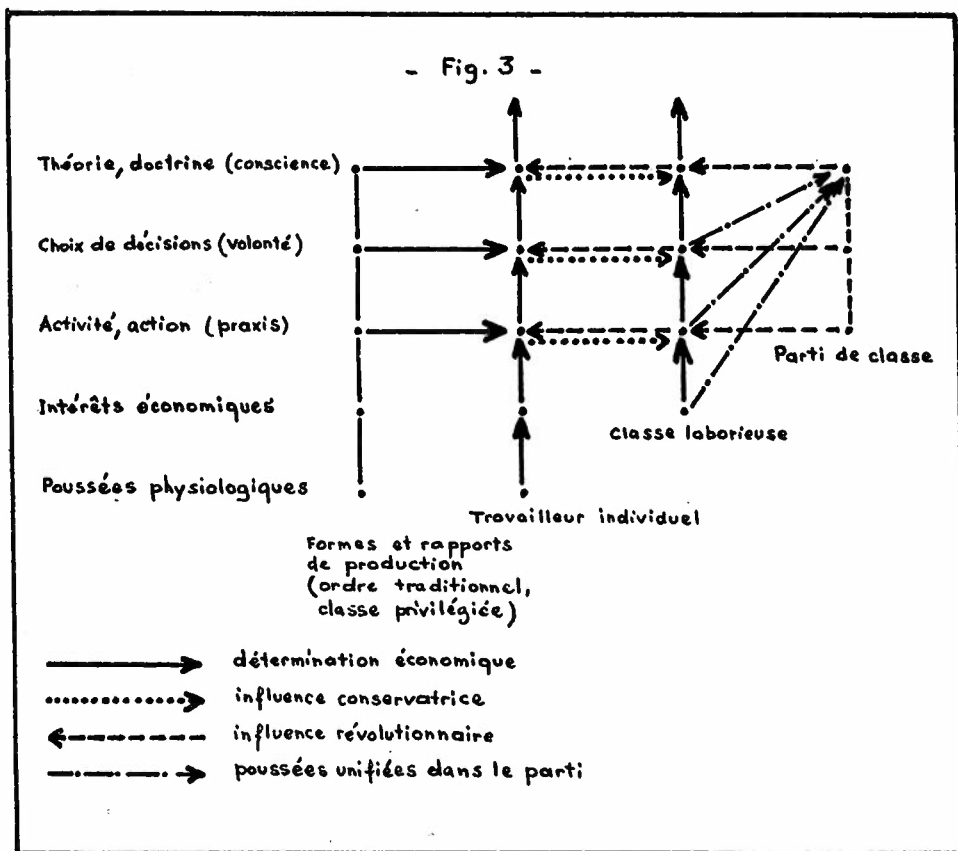
miques et la lutte révolutionnaire, du rapport entre les masses et le parti qui doit les guider.

De même qu'il faut rejeter les positions des groupes qui sous-estiment le rôle et la nécessité du parti pour retomber dans des positions ouvriéristes ou, pire, ont des hésitations sur l'emploi du pouvoir d'Etat dans la révolution, de même doit-on considérer comme des égarés ceux qui considèrent le parti comme le regroupement des éléments conscients, n'aperçoivent par les liens nécessaires qui le rattachent à la lutte de classe physique, et ne comprennent pas que le parti est le produit de l'histoire autant que son facteur.

Cette question nous amène à rétablir l'interprétation du déterminisme marxiste telle qu'elle a été construite à l'origine, en remettant à

leurs places respectives le comportement de l'individu sous l'action des poussées économiques et la fonction des corps collectifs tels que la classe et le parti.

Il est utile, ici aussi, de tracer un schéma qui explique le renversement de la praxis dans la théorie marxiste. L'individu passe du besoin physique à l'intérêt économique et à l'action quasi-automatique pour le satisfaire ; c'est seulement après qu'il en arrive à des actes de volonté et, enfin, à la conscience et à la connaissance théorique. Dans la classe sociale, le processus est le même sauf que toutes les forces s'exaltent en convergeant dans une même direction. Dans le parti, où confluent toutes les influences venues des individus et de la classe, leur apport détermine la possibilité et la faculté d'une vision critique et théorique et d'une volonté d'action, qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication de situations et de processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat (fig. 3).



Ainsi, tandis que le déterminisme exclut qu'il puisse y avoir chez l'individu une volonté et une conscience qui précèdent l'action, le renversement de la praxis les admet uniquement dans le parti en tant que résultat d'une élaboration historique générale. Donc, si c'est au parti qu'il faut attribuer la volonté et la conscience, on doit nier que celui-ci se forme par le concours de la conscience et de la volonté d'un groupe d'individus, et que ce groupe puisse le moins du monde être considéré comme en dehors des déterminations physiques, économiques et sociales opérant dans la classe tout entière.

La prétendue analyse d'après laquelle toutes les conditions révolutionnaires sont réunies, mais il manque une direction révolutionnaire, n'a donc aucun sens. Il est exact de dire que l'organe de direction est indispensable, mais sa naissance dépend des conditions mêmes de la lutte, et jamais du génie d'un chef ni de la valeur d'une avant-garde.

Cette clarification des rapports entre le fait économique-social et le fait politique doit servir de base pour illustrer le problème des rapports entre le parti révolutionnaire et l'action économique et syndicale.

L'affirmation courante que le capitalisme est dans sa phase descendante et ne peut plus remonter contient deux erreurs : le fatalisme et le gradualisme.

Le premier consiste à croire qu'une fois que le capitalisme aura fini de descendre, le socialisme viendra de lui-même, sans agitations, sans luttes et sans affrontements armés, sans préparation de parti.

Le second, qui s'exprime dans le fait que la droite de la courbe s'infléchit insensiblement, équivaut à admettre que des éléments de socialisme pénètrent progressivement le tissu capitaliste.

Marx n'a pas prédit une montée du capitalisme suivie d'un déclin, mais au contraire une exaltation simultanée et dialectique de la masse de forces productives contrôlées par le capitalisme, de leur accumulation et de leur concentration illimitées, et en même temps la réaction antagonique des forces dominées, représentées par la classe prolétarienne. Le potentiel productif et économique général continue à monter jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu : on a alors une phase révolutionnaire explosive, une chute brutale et de très courte durée, où les anciennes formes de production sont brisées et où les forces productives retombent, pour se réorganiser ensuite et reprendre une ascension plus puissante.

La différence entre les deux conceptions, dans le langage des géomètres, s'exprime ainsi : la première courbe, celle des opportunistes (révisionnistes du type Bernstein, staliniens partisans de l'émulation, intellectuels révolutionnaires pseudo-marxistes) est une courbe continue qui « admet une tangente » en chacun de ses points, c'est-à-dire prati-

quement qu'elle procède par variations imperceptibles d'intensité et de direction. La deuxième courbe, dans laquelle nous avons voulu donner une image simplifiée de cette « théorie des catastrophes » si décriée, présente à chaque époque des pointes qu'en géométrie on appelle « points de rupture » ou « points singuliers ». En ces points, la continuité géométrique, et donc la gradualité historique, disparaît ; la courbe « n'a pas de tangente », ou bien aussi elle « admet toutes les tangentes », — comme au cours de cette semaine que Lénine ne voulut pas laisser passer.

Il est à peine besoin de noter que le sens général ascendant de la courbe ne prétend pas se rattacher à des visions idéalistes sur le progrès indéfini de l'humanité, mais à une donnée historique : l'accroissement continu et gigantesque de la masse matérielle des forces productives dans la succession des grandes crises historiques révolutionnaires.

Schéma marxiste du renversement de la praxis (fig. 3).

Le but de la troisième figure est seulement de représenter schématiquement les concepts du déterminisme économique. Chez l'individu (et donc également chez le prolétaire pris individuellement) ce n'est pas la conscience théorique qui détermine la volonté d'agir sur le milieu extérieur, mais, comme le montre le schéma, il se produit le contraire. De bas en haut : la poussée du besoin physique détermine, au travers de l'intérêt économique, une action non consciente et c'est seulement bien après l'action que se manifestent, par l'intervention d'autres facteurs, la critique de cette action et la théorie.

L'ensemble des individus placés dans les mêmes conditions économiques se comporte de façon analogue, mais la concomitance de stimuli et de réactions crée la prémisse d'une volonté puis d'une conscience plus claires. Celles-ci se précisent seulement dans le parti de classe, qui regroupe une partie de la classe, mais qui élabore, analyse et amplifie l'immense expérience de toutes les poussées, stimuli et réactions. **C'est le parti seulement qui parvient à renverser le sens de la praxis.** Il possède une théorie et il a donc la connaissance du développement des événements : dans des limites données, selon les situations et les rapports de forces, le parti peut imposer des décisions et des initiatives et influencer le déroulement de la lutte.

Par des flèches pointillées et orientées de gauche à droite, nous avons voulu représenter les influences de l'ordre traditionnel (formes de production) ; par des flèches hachurées et orientées de droite à gauche, les influences révolutionnaires antagoniques.

Le rapport dialectique entre parti et classe consiste dans le fait que le parti est un facteur conscient et volontaire des événements dans la mesure même où il est également un résultat des événements et du conflit entre les anciennes formes de production et les nouvelles forces

productives. Mais cette fonction théorique et active du parti tomberait si on coupait les liens matériels qui lui fournissent l'effort du milieu social et le rattachent à cet élément primordial qu'est la lutte de classes matérielle et physique.

VII. VERS UN NOUVEL ASSAUT PROLETARIEN

Programme et Organisation

Le parti, c'est à la fois un programme historique et une organisation de militants.

Le programme historique est la partie non caduque du parti. Une fois que l'histoire lui a donné naissance, il ne meurt plus ; au contraire, l'organisation du parti meurt et renaît, elle suit les vicissitudes de la lutte de classes, jusqu'à la victoire définitive du socialisme. C'est pourquoi nous ne nous sommes jamais inquiétés d'être peu nombreux pour l'instant, et de ne pas pouvoir influencer les faits contingents.

L'axiome théorique selon lequel les conditions objectives de la révolution seraient réunies, mais non les conditions subjectives, est faux. En fait, l'existence du parti organisé est justement une des conditions déterminantes de la révolution, un indice de sa maturité, et on ne peut définir comme révolutionnaire qu'une situation historique qui conduit à l'affirmation du parti.

Si donc le programme prolétarien est valable jusqu'à l'avènement du communisme, et, dans ce sens, indestructible, l'organisation est sujette aux coups de l'ennemi de classe (..) On a cru (et on croit encore, croyance infantile s'il en fut) qu'après de tels coups (ceux du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, du stalinisme en Russie par exemple), la classe ne peut retrouver son chemin que si elle est guidée par quelque homme providentiel, de même que sa défaite serait imputable à l'absence de « génies » : cette conception triviale relève de la doctrine selon laquelle ce sont les « grands hommes » qui font l'histoire et sont donc les maîtres du destin de l'espèce (..)

Notre époque de dévaluation du travail individuel et qualifié ne craint pas de se contredire en exaltant grossièrement l'individu, statagème destiné à maintenir en vie un mécanisme démocratique et parlementaire d'autant plus anachronique que le capitalisme contemporain est une organisation économique plus anonyme qui ne tolère ni « pouvoir personnel » ni « libres joutes » de héros de Parlement.

En réalité, ce dont la classe a besoin pour retrouver sa vie, c'est du parti qui, grâce à son programme, lui confère la conscience de ses buts et qui, grâce à son organisation, donne à sa volonté révolutionnaire diffuse, dès qu'elle se manifeste, le maximum d'efficacité et de continuité. Dire que le parti « naîtra » spontanément de la lutte, c'est négliger l'organisation. Proposer des blocs à trois, quatre ou davantage alors qu'on est conscient du fait que l'organisation doit être largement implantée dans la classe, c'est assassiner le programme. Le parti ne peut renaître que sur la base

du programme invariant de la révolution et comme résultat d'une lutte opiniâtre, d'une action historique dont la condition est l'organisation centralisée.

Dans ce parti, il est devenu possible - du fait de la rigoureuse sélection à laquelle les impitoyables dernières années d'histoire l'ont soumis - de dépasser le mécanisme démocratique, anticipant sur son dépassement dans la dictature prolétarienne et dans la société communiste.

Toute tentative de reconstitution du parti qui s'écarterait de ces trois points centraux de la conception marxiste est, dans le meilleur des cas, destiné à l'échec : dans le pire, elle fait obstacle à cette reconstitution.

LE « BATTILOCCHIO »

Récemment, à propos de l'appréciation marxiste de la révolution russe, nous citions la phrase d'Engels : « Le temps des peuples élus est achevé ». Il n'y aura probablement pas grand monde pour rompre des lances en faveur de la thèse opposée, car elle n'a guère porté chance au nazisme allemand et non plus aux juifs, qui paient cher leur incroyable entêtement plurimillénaire dans le racisme : écrasés d'abord par la manie aryenne d'Hitler, puis par l'affairisme impérial des Britanniques, et aujourd'hui par l'inexorable appareil soviétique, ils le seront demain, probablement, par la politique des Etats-Unis, cosmopolites et tolérants en paroles, mais qui se sont déjà fait les dents sur les noirs.

Il sera beaucoup plus difficile de faire admettre que ce n'est plus le temps des individus élus, des « hommes providentiels » — comme Georges-Bernard Shaw appelait Napoléon (mais surtout pour se moquer de lui en le montrant en chemise de nuit) —, bref des grands hommes, des grands capitaines et des chefs historiques, des Guides suprêmes de l'humanité.

Il semble en effet (et plus que par le passé) que dans les camps les plus divers et au nom de tous les crédos, catholiques ou francs-maçons, fascistes ou démocratiques, on ne puisse s'empêcher de s'exciter et de se prosterner dans une admiration baveuse devant le nom de quelque personnage auquel on attribue à tout instant tout le mérite du succès de la « cause » en question.

Tous sont d'accord pour attribuer une influence déterminante sur les événements, passés ou à venir, à l'œuvre et donc aux qualités personnelles des chefs qui occupent le fauteuil suprême : on discute à perte de vue pour savoir s'ils doivent le faire en vertu d'un choix électif et démocratique, d'une décision du parti, ou même d'un coup de main personnel, mais tous sont d'accord, amis ou ennemis, pour tout faire dépendre de l'issue de cette dispute.

Si ce critère général était vrai, et si nous n'avions pas la force de l'attaquer et de le détruire, il nous faudrait reconnaître que la doctrine marxiste a été mise en échec. Mais au contraire, comme de coutume, nous confirmons aujourd'hui deux positions : 1) le marxisme classique avait déjà mis les grands hommes à la retraite, et sans appel ; 2) le bilan

de l'œuvre des grands hommes récemment mis en circulation ou qui nous ont débarrassés de leur présence confirme notre théorie.

HIER

Questions et réponses.

Il est intéressant à cet égard de voir les réponses de Friedrich Engels aux questions qui lui avaient été posées sur ce sujet. Dans une lettre du 25 janvier 1895, il parle des grands hommes dans le deuxième point de la deuxième question, mais l'une et l'autre sont bien posées. Les voici :

1) Dans quelle mesure les conditions économiques ont-elles une influence causale (attention : ne pas lire « casuelle »).

2) Quelle est la part : a) du facteur racial, b) du facteur individuel, dans la conception matérialiste de l'histoire de Marx et d'Engels ?

Mais il est également intéressant de voir la question à laquelle répondait une lettre précédente, celle du 21 septembre 1890 : comment Marx et Engels lui-même comprennent-ils le principe fondamental du matérialisme historique ? Considèrent-ils que la production et la reproduction de la vie réelle représentent le seul facteur déterminant, ou seulement la base fondamentale de toutes les autres conditions ?

Le lien entre ces deux points : rôle du **grand** homme dans l'histoire et rapport exact entre conditions économiques et activité humaine, est clairement expliqué par Engels dans ses réponses, qu'il affirme modestement avoir écrites au fil de la plume et non rédigées avec l'« exactitude » qu'il recherchait quand il écrivait pour le public. Il se réfère ici aux exposés généraux de la conception marxiste de l'histoire qu'il avait donnés dans l'**Anti-Dühring** (1^{re} partie, chap. 9-11 ; 2^{me} partie, chap. 2-4 ; 3^{me} partie, chap. 1) et surtout dans son limpide essai sur Feuerbach de 1888. Comme exemple lumineux d'application particulière de la méthode, il renvoie au **18 Brumaire de Louis Bonaparte** de Marx, qui décrit en traits mordants celui qu'on peut considérer comme le prototype du « **battilocchio** », terme que nous allons expliquer dans un instant.

Continuité de vie.

Quitte à faire une digression (...) nous voudrions d'abord féliciter l'étudiant inconnu qui posa la question de la première lettre. En général, ceux qui se donnent l'air d'avoir assimilé et digéré et qui prétendent être capables de recracher ce qu'ils ont appris et de pérorer sentencieusement sont justement ceux qui n'ont rien compris. Les plus simples, ceux qui posent le plus sérieusement les problèmes, sont toujours persuadés qu'ils ont quelque chose de plus à comprendre, alors qu'ils ont déjà une main de maître. En effet, le jeune et (heureusement) obscur correspondant d'Engels, au lieu de l'expression normale « conditions économiques » utilise l'autre expression, exacte et qui est un bon équivalent de la première : « production et reproduction de la vie physique » (...).

Nous avons déjà fait allusion ailleurs à des passages des maîtres du marxisme où « **production** » et « **reproduction** » vont ensemble, en citant Engels, qui définit la reproduction, c'est-à-dire le domaine de la sexualité et de la procréation, comme la « production des producteurs ».

Toute science économique, qu'elle soit métaphysique, c'est-à-dire avec des lois immuables, ou à plus forte raison dialectique, c'est-à-dire tendant à établir la théorie d'une succession de phases et de cycles, serait inutile si nous examinions un groupe, une société de producteurs dont le travail et l'activité économique tendraient certes à satisfaire leurs besoins en conservant leur existence et leur force productive jusqu'à la limite de durée physiologique, mais qui auraient été opérés (par exemple par un chef raciste) de façon à ne plus pouvoir se reproduire et avoir des successeurs biologiques.

Une telle condition (et toutes les écoles économiques le reconnaîtront) modifierait radicalement tous les rapports de production et de distribution de cette communauté plutôt hypothétique.

Ceci nous amène à rappeler que la **reproduction** biologique, qui prépare les futurs remplaçants du travailleur — avec une dépense considérable de consommation et d'efforts productifs —, a autant d'importance dans le réseau des rapports économiques que la production qui fournit les aliments (et autres) destinés à **conserver** la vie physique de ce même travailleur (...).

Nature et pensée.

Le rapport entre le problème examiné ici, celui des personnalités historiques, et le problème général de la conception matérialiste, est immédiatement compréhensible. Admettez un seul insant que la succession, le développement, l'avenir d'une société ou même de l'humanité dépendent de façon décisive de la présence, de l'apparition, du comportement d'un seul homme. Il ne vous sera plus possible de penser et d'affirmer que la cause première de toute l'histoire de la société vient de ce que les grandes masses, celles qui comprennent les « autres » individus, les « normaux », les « petits », se trouvent dans certaines conditions et situations économiques **analogues**.

En effet, un long et difficile chemin (et nous n'avons jamais prétendu en faire un pur et simple automatisme) mène du parallélisme dans les conditions de vie et de travail à la grande lutte finale, à la révolution sociale, au passage de pouvoir d'une classe à l'autre, à la destruction des formes qui déterminaient ce parallélisme des rapports de production. Si ce chemin devait **passer par la tête** (critique, conscience, volonté, action) d'un seul homme, en ce sens que celui-ci serait un élément **nécessaire** (c'est-à-dire tel qu'en son absence ce mouvement ne pourrait plus se produire), alors il faudrait admettre qu'à un certain moment, toute l'histoire se trouve « dans la pensée » et dépend d'un acte de cette pensée. Il y a là une contradiction insurmontable, parce qu'une

fois cela admis, il faudrait aussi s'incliner devant la conception opposée à la nôtre, qui dit qu'il n'y a pas de **causalité**, pas de lois de l'histoire, mais que tout y est « accident » imprévisible et contingence, bref qu'elle peut être étudiée **après**, mais jamais **avant** l'événement. On aura mis chapeau bas, ni plus ni moins, devant l'ennemi.

Comment nier que la naissance de ce colosse soit un accident, comment éviter de ramener tout le domaine de la **reproduction** au faux pas d'un spermatozoïde ?

Nous avons durement combattu la conception plus moderne, propre à la bourgeoisie rationaliste, qui voulait **faire passer** préventivement le fait historique non par un mais **par tous les cerveaux**, en posant l'éducation et la **conscience** de tous comme préalable à la lutte révolutionnaire. Mais plus insuffisante encore que cette conception incomplète et unilatérale est la théorie qui concentre tout dans une unique boîte crânienne, ce qui ne pourrait guère se produire autrement que par l'union, tant de fois évoquée dans la tradition, d'un homme et d'une divinité.

Nous avons démolì la théorie, encore plus stupide que celle de la conscience populaire universelle, qui se base pour manœuvrer l'histoire sur la **moitié plus un** des cerveaux, parce qu'elle faisait pitié du point de vue marxiste ; et nous laisserions en vie la théorie du cerveau unique ? Pourquoi pas alors celle du reproducteur unique, de l'étalon humain, qui de toute évidence est moins grossière ?

Retournons à la question initiale : ce qui est premier, est-ce la nature, ou la pensée ? L'histoire de l'espèce humaine est-elle un aspect de la nature réelle, ou une « parthénogenèse » de la pensée ?

Le court essai d'Engels sur Feuerbach ou plutôt contre une apologie de Starke (essai qu'il définit, à son ordinaire, comme une simple esquisse générale, et tout au plus quelques illustrations de la conception matérialiste de l'histoire) résume d'une part l'histoire de la philosophie et d'autre part l'histoire de la lutte de classes dans un système magnifique par sa concision et par son ampleur.

Vos papiers !

Il y aurait là matière à un exposé-fleuve de quelques demi-journées, avec un commentaire adéquat. Contentons-nous de relever quelques signes particuliers de l'ouvrage, pour prouver son **identité** marxiste.

L'auteur rappelle qu'historiquement, c'est de l'idéaliste Hegel dont la philosophie avait pu être adoptée par la droite conservatrice et réactionnaire allemande, que dérive le matérialiste Feuerbach, sous l'influence du matérialisme et de la révolution française, puissants précurseurs. En un certain sens, c'est de Feuerbach que dérivent les conceptions bien différentes de Marx et d'Engels, après une vague d'admiration autour de 1840 et de la parution de l'**Essence du Christianisme**, et après une critique

(non moins radicale que celle que Feuerbach avait faite de Hegel) que Marx résume dans ses fameuses thèses de 1845, ignorées pendant plus de quarante ans, et qui s'achèvent sur la onzième : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit à présent de le transformer ».

Hegel avait mis au premier plan l'activité humaine, mais son idéalisme absolu l'avait empêché de donner à cette prémisses son développement révolutionnaire dans le domaine de l'Histoire. Selon lui, la société future, avec son dessin et son modèle, serait déjà contenue *ab aeterno* dans l'Idée absolue : découverte et développée par l'esprit d'un philosophe, selon les normes de la pensée pure, l'idée trouve sa réalisation intégrale quand ces résultats se transmettent dans le système du droit et dans l'organisme de l'Etat. Pourquoi ne pouvons-nous pas accepter cette théorie ? Pour deux raisons, qui constituent les deux faces dialectiques d'une raison unique. Nous nions qu'il puisse y avoir un point d'**aboutissement** définitif et indépassable de l'histoire. Nous nions que les propriétés et les lois de la pensée puissent être déjà données avant que s'ouvre le cycle de la nature et de l'espèce.

Mais citons plutôt. « Pas plus que la connaissance, l'histoire ne peut trouver un achèvement définitif dans un état idéal parfait de l'humanité ; une société parfaite, un Etat parfait sont des choses qui ne peuvent exister que dans l'imagination ; tout au contraire, toutes les situations qui se sont succédé dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine progressant de l'inférieur vers le supérieur. »

Hegel a dépassé tous les philosophes précédents en mettant en évidence la dynamique des contradictions dont se compose le long chemin de l'humanité jusqu'à aujourd'hui. Malheureusement, comme tous les autres philosophes, et comme tous les autres philosophes possibles, il a emprisonné et figé ce vivant bouillonnement de contradictions dans son « système ». « Toutes ces contradictions étant supprimées une fois pour toutes, nous arrivons à la prétendue vérité absolue ; l'histoire mondiale est terminée et cependant il faut qu'elle continue, bien qu'il ne lui reste plus rien à faire : donc nouvelle contradiction impossible à résoudre. »

Dans ce passage, Engels fait tomber la vieille objection, reformulée plus tard par Croce peu avant sa mort (voir notre réfutation dans **Prometeo**, II^me série, n° 4), selon laquelle le matérialisme historique assignerait un terme à l'histoire, parce qu'il dit que la lutte opposant le prolétariat à la bourgeoisie sera la dernière des luttes de classes. Dans son incorrigible anthropomorphisme, tout idéaliste confond la fin de la lutte des classes économiques avec la fin de toute lutte et de tout développement dans le monde, dans la nature et dans l'histoire. Enfermé qu'il est dans les limites étroites (lumière pour lui, ténèbres pour nous) d'une boîte crânienne, il ne peut pas voir que le communisme sera à son tour une lutte intense et imprévisible de l'espèce pour la vie, que

nul ne connaît encore : car on ne peut pas plus appeler « vie » cette solitude stérile et pathologique du moi, que le trésor de l'avare ne constitue une « richesse », même personnelle.

L'esprit et l'être.

Feuerbach arrive et il élimine l'antithèse. La nature n'est plus l'expression de l'Idée (lecteur, tiens bon le fil : il n'est pas rompu, nous allons vers la thèse que l'histoire n'est pas l'expression du Battilocchio !), il n'est pas vrai que la pensée soit l'élément primordial et la nature l'élément dérivé. Le matérialisme est « replacé sur le trône », au grand enthousiasme des jeunes, y compris le jeune Marx. « La nature existe indépendamment de toute philosophie ; elle est la base sur laquelle nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi ; en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien et les êtres supérieurs créés par notre imagination religieuse ne sont que le reflet fantastique de notre être propre ». Jusqu'ici, le vieil Engels applaudit lui aussi, mais il s'arrête pour se moquer de la notion que l'auteur substitue à l'impératif moral de Kant sur le plan de l'activité pratique : l'amour. Il ne s'agit pas ici de l'amour sexuel, mais de la solidarité, de la fraternité « innée » qui unit les hommes. C'est à cette « apothéose excessive de l'amour » que se rattacha le « socialisme vrai » de l'époque, socialisme bourgeois et prussien, incapable de saisir la nécessité de l'activité révolutionnaire, de la lutte des classes, de la destruction des formes bourgeoises.

C'est alors qu'Engels résume la conception marxiste qui conserve le fondement du vieux matérialisme, mais en le libérant des entraves métaphysiques et de l'impuissance dialectique qui le figeaient dans la même immobilité historique que l'idéalisme, et ce malgré la parure de volonté et d'activité pratique dont Feuerbach semblait l'avoir recouvert.

Engels explique le problème en partant de la formation des images et des pensées chez les peuples primitifs. Nous ne pouvons ici que glaner quelques citations pour préciser notre point de vue, mais il serait utile d'encadrer et de compléter tout ceci, en particulier dans les passages où Engels rapproche ses déductions de l'apport des différentes sciences positives. Nul doute que l'avenir y pourvoira.

« La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature... ne pouvait être posée dans toute sa rigueur et ne pouvait acquérir tout son sens que lorsque la société européenne se réveilla du long sommeil hivernal du moyen âge chrétien. La question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature, a pris vis-à-vis de l'Eglise, cette forme aiguë : le monde a-t-il été créé par Dieu, ou existe-t-il de toute éternité ? »

« Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux camps : matérialisme et idéalisme ». Ceux qui considéraient la nature (l'être) comme l'élément primordial étaient matérialistes, ceux pour qui c'était l'esprit (la pensée) étaient

idéalistes. Mais alors il faut faire intervenir l'acte créateur et il est intéressant de relever ici l'appréciation marxiste de l'idéalisme, dans cette remarque lapidaire : « Cette création est souvent chez les philosophes, par exemple chez Hegel, **beaucoup plus embrouillée et plus impossible encore que dans le christianisme** ».

Mais une fois expliquée cette séparation des philosophes en deux camps, la question du rapport de la **pensée à l'être** n'est pas épuisée. Sont-ils étrangers l'un à l'autre ou y a-t-il identité entre eux ? La pensée humaine est-elle en état de connaître et de décrire pleinement le monde réel ? Il y a des philosophes qui ont séparé et opposé les deux éléments : l'objet et le sujet ; Kant, entre autres, avec son insaisissable « chose en soi ». Hegel surmonte l'obstacle, mais en idéaliste, c'est-à-dire qu'il absorbe la chose et la nature dans l'Idée, qui peut bien les connaître et les comprendre, puisqu'elles ne sont que sa propre émanation. C'est ce que Feuerbach dénonce et combat : « La préexistence des « catégories logiques » de Hegel, antérieures au monde matériel, n'est rien d'autre qu'une survivance fantastique de la croyance en un créateur supra-terrestre ». Mais, parvenu à cette démolition critique de l'idéalisme hégélien, Feuerbach s'arrête.

Dans un clair exposé, Engels reproche à cette attitude, que la culture allemande n'avait pas su dépasser, son incapacité à comprendre la vie de la société humaine comme un mouvement et un processus incessants, malgré les bases posées par Hegel. Cette conception anti-historique condamnait le moyen âge comme une espèce de parenthèse inutile et obscure (de même les marxistes doivent refuser la manière dont l'antifascisme et l'antnazisme ont orienté leur lutte, et leur critique de la période que nous venons de vivre) et elle ne savait pas en analyser les causes et les effets, ni en apercevoir les grands progrès et les immenses apports pour l'avenir.

« Tous les progrès réalisés dans les sciences naturelles ne leur servaient que d'arguments contre l'existence du Créateur. » Ils méritaient bien la moquerie que s'étaient attirée les premiers socialistes réformistes français : « Donc, l'athéisme, c'est votre religion ».

Le drame et les acteurs.

Puis vient la présentation organique du matérialisme historique, la meilleure peut-être qui ait jamais été écrite. Le pas que Feuerbach n'avait pas osé franchir est désormais franchi : on remplace « le culte de l'homme abstrait » par « la science de l'homme réel et de son développement historique ».

On revient ainsi un moment à Hegel : il avait instauré (et non découvert) la dialectique, mais pour lui il s'agissait de « l'évolution autonome du concept ». Chez Marx elle devient « le reflet dans la conscience humaine du mouvement dialectique du monde réel ». Comme dans la célèbre formule, elle est remise sur ses pieds.

Engels commence alors l'exposé de la science de la société et de l'histoire, selon une méthode analogue à celle qui s'applique à l'histoire de la nature. Mais nul n'ignore les caractères de ce « domaine » particulier de la nature qu'est la vie de l'espèce humaine. Comme nous avons hâte d'en venir aux « réponses » d'Engels, nous nous contenterons de citer quelques passages fondamentaux. « Dans la nature (...) il y a uniquement des facteurs inconscients. (...) Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agissent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou passion et poursuivant des buts déterminés. (...) Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investigation historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne peut rien changer au fait que le cours de l'histoire **est sous l'emprise de lois générales internes.** (...) Ce n'est que rarement que se réalise le dessein formé. (...) C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et actions individuelles créent, dans le domaine historique, une situation **tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente.** Les buts des actions sont voulus, mais les résultats que donnent réellement ces actions ne le sont pas ou, s'ils semblent, au début, correspondre malgré tout au but poursuivi, ils ont finalement **des conséquences tout autres** que celles qui ont été voulues. (...) Les hommes **font leur histoire**, quelque tournure qu'elle prenne, en poursuivant chacun leurs fins propres (...) et c'est précisément la résultante de ces nombreuses volontés agissant dans des directions différentes et de leurs répercussions variées sur le monde extérieur qui constitue l'histoire. (...) Mais s'il s'agit de rechercher les forces motrices qui — consciemment ou inconsciemment et, il faut le dire, très souvent inconsciemment — se situent derrière les mobiles des **actions historiques** des hommes et qui constituent en fait les forces motrices dernières de l'histoire, il ne peut pas tant s'agir des motifs des **individus, si éminents soient-ils**, que de ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, **des classes entières** ; et encore des raisons qui les poussent non à une effervescence passagère et à un feu de paille rapidement éteint, mais à **une action durable, aboutissant à une grande transformation historique** ».

Ici la partie philosophique cède la place à la partie historique jusqu'au grand mouvement du prolétariat moderne. Ceci **met fin à la philosophie** dans le domaine de l'histoire comme dans celui de la nature. « **Il ne s'agit plus d'imaginer des enchaînements dans sa tête, mais de les découvrir dans les faits.** »

De limpides oracles.

Souvenez-vous des questions posées et écoutez les réponses d'Engels, qui confirment nos positions. Elles ne sont pas obscures et ambiguës comme celles de l'oracle antique, mais transparentes.

Voici ce qu'Engels répond à la question que nous avons rappelé au début, celle de 1890.

« Le facteur déterminant dans l'histoire est, **en dernière instance**, la production et la reproduction de la vie matérielle. »

« La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure — les formes politiques de la lutte des classes et ses résultats, les constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, les formes juridiques et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques — **exercent également leur action** sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. C'est dans l'interaction de tous ces facteurs que le mouvement économique finit par se frayer un chemin comme une nécessité, au travers d'une infinie multitude de **contingences**. »

A la première question, celle de la lettre de 1894 sur l'influence **causale** des conditions économiques, Engels répond : « Par conditions économiques, que nous considérons comme la base déterminante de la société, nous entendons la manière dont les hommes produisent leurs moyens d'existence et échangent leurs produits (tant qu'il existe une division du travail). Toute la **technique** de la production et du transport y est donc comprise... Ceci détermine la division de la société en classes, les conditions de patron et de serviteur, l'Etat, la politique, le droit, etc. »

« Si, comme vous le dites, la technique dépend en très grande partie de la science, à plus forte raison celle-ci dépend-elle des conditions et des exigences de la technique. (...) Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) est née du besoin **que l'Italie a ressenti aux XVI^{me} et XVII^{me} siècles, de régulariser les cours d'eau descendant des montagnes** » (cf. divers articles de notre journal et de notre revue sur la précocité de l'entreprise agricole capitaliste en Italie et sur la décadence de la technique de défense hydraulique moderne, qu'on a pu voir dans l'inondation du Pologne).

A propos du premier point de la deuxième question, le facteur **racial**, nous ne citons que ce brûlant apophtegme : « La race est un facteur économique ». N'aviez-vous pas entendu : production et reproduction ? La race est une chaîne matérielle d'actes de reproduction.

Et enfin voici le second point, qui concerne le **battilocchio**. C'est sur cette citation que nous quitterons le magnifique Friedrich.

« Ce sont les hommes qui font eux-mêmes leur histoire, mais **jusqu'à présent** ce n'est pas selon une volonté générale et un plan général, même dans une société limitée. Leurs aspirations se contrarient ; c'est pourquoi précisément dans chaque société prévaut la **nécessité**, dont la contingence forme le complément et la manifestation. C'est alors qu'apparaissent **ce qu'on appelle les grands hommes**. Qu'un **grand homme** donné, et justement celui-là, naisse dans une époque donnée et dans un endroit donné, c'est naturellement un pur hasard. Mais si

nous l'éliminons, il y a aussitôt demande d'un remplaçant, et on le trouve, tant bien que mal, mais à la longue on le trouve. Que Napoléon ait justement été ce Corse, ce dictateur militaire que la situation de la république française, épuisée par les guerres, exigeait, c'est un pur hasard : mais qu'en l'absence de Napoléon **un autre aurait pris sa place**, c'est prouvé par le fait que chaque fois qu'on a eu besoin d'un homme, on l'a toujours trouvé : César, Auguste, Cromwell, etc. »

« **Et Marx !** » Engels entendait bien le hurlement du parterre, et il lui donne également son congé : Thierry, Mignet, Guizot écrivirent des histoires d'Angleterre qui tendaient au matérialisme historique, Morgan y arriva de son côté, bref « les temps étaient mûrs et cette découverte **devait** (cette fois ce n'est pas nous qui soulignons) être faite ».

Et pourtant dans une note du « Feuerbach », Engels écrit : « Marx était un génie ; nous n'étions que des talents ». Il serait regrettable que tous n'aient pas compris après toute cette démonstration qu'il y a d'individu à individu des différences considérables, pour le potentiel de la machine-cerveau comme pour la force des muscles.

Mais ayant pris justement l'exemple le plus haut, l'« homme providentiel » de G.-B. Shaw, pour le liquider, nous ne nous imaginons pas nous être débarrassés des « crétins providentiels », de ces malheureux qui se proposent comme bouche-trous pour les occasions que l'histoire leur réserverait, et s'inquiètent à la pensée qu'ils pourraient manquer à l'appel et rester en arrière quand la gloire les attend.

AUJOURD'HUI

Courrier récent.

Voici ce que nous écrivions il y a quelque temps à une camarade ouvrière, qui, tout en s'excusant à tort de s'exprimer incorrectement, avait su poser le problème d'une manière frappante. Nous transcrivons en partie le texte de la réponse, qui entre tout à fait dans notre sujet :

Tu écris : « Tu as raison de dire qu'un marxiste ne doit pas considérer les hommes, mais les principes... Nous disons : les hommes ne comptent pas, laissons-les de côté. Mais dans quelle mesure est-ce juste, si ce sont les hommes qui déterminent en partie les faits ? Si les hommes sont en partie la cause de la pagaille qu'il y a, on ne peut pas les laisser complètement de côté. » Ce n'est pas du tout une façon « boiteuse » d'envisager le problème : tu le poses très correctement au contraire.

Les faits, les luttes sociales dont nous nous occupons en tant que marxistes, sont faits par des hommes, leurs acteurs sont les hommes. C'est une vérité indiscutable ; sans le facteur humain notre construction

ne tient pas. Mais traditionnellement, ce facteur a toujours été considéré d'une manière bien différente de celle introduite par le marxisme.

Ta simple expression peut être énoncée de trois façons différentes ; c'est alors que le problème apparaît dans sa profondeur, et tu as le mérite de t'en être approchée. Les événements sont faits **par des hommes**. Les événements sont faits **par les hommes**. Les événements sont faits **par l'homme Pierre, par l'homme Paul, par l'homme Jean**.

L'homme est d'une part un animal, d'autre part un être pensant. Ce qui nous distingue des « autres », ce n'est pas seulement qu'ils disent que l'homme pense d'abord, et qu'ensuite les effets de cette pensée déterminent sa vie matérielle et même animale — alors que **nous**, nous disons qu'à la base de tout, il y a les rapports physiques, animaux, l'alimentation, etc...

C'est que justement le problème ne concerne pas l'homme pris individuellement, mais l'homme considéré dans la réalité des groupes sociaux et de leurs rapports. Or, la façon dont les hommes interviennent (excuse les grands mots !) dans l'histoire peut se formuler de trois manières. Les voici :

Les systèmes religieux ou autoritaires traditionnels disent : un grand homme ou un envoyé de Dieu pense et parle : les autres apprennent et agissent.

Les idéalistes bourgeois plus récents disent : la raison, qui est le partage de tous les hommes civilisés, détermine certaines directives, qui font que les hommes agissent. Ici aussi, il y a certains hommes **particuliers** qui tranchent sur les autres : des penseurs, des agitateurs, des tribuns, d'où viendrait l'élan initial.

Quant aux marxistes, ils disent : l'action commune des hommes, ou, si on veut, ce qu'il y a de commun ou non dans l'action des hommes, est déterminé par des poussées matérielles. La conscience et la pensée viennent après, et elles déterminent les idéologies de chaque époque.

Et alors ? Pour nous comme pour tous les autres, ce sont les actions humaines qui deviennent les facteurs historiques et sociaux : qui fait une révolution ? Des hommes, c'est évident.

Mais pour les premiers, l'élément fondamental c'était l'homme éclairé, prêtre ou roi.

Pour les seconds, c'était la conscience et l'idéal qui s'est emparé des esprits.

Pour nous, c'est l'ensemble des données économiques et la communauté d'intérêts.

Nous non plus, nous ne réduisons pas les hommes, qui sont des créateurs ou des acteurs, à n'être que des marionnettes dont les fils

seraient tirés... par l'appétit. Sur la base de cette communauté de classe, il existe toute une série de degrés et de niveaux complexes : tous n'ont pas la même disposition à agir et encore moins la même capacité de saisir et d'exposer la théorie commune.

Mais ce qu'il y a de nouveau, c'est que contrairement aux révolutions précédentes, nous n'avons nullement besoin, et même pas à titre de symboles, d'hommes particuliers, ayant une individualité et un nom particuliers.

La force d'inertie de la tradition.

Le fait est que justement parce que les traditions sont les dernières à disparaître, les hommes agissent souvent sous l'influence puissante de la passion pour le Chef. Alors, pourquoi ne pas « utiliser » ce facteur, qui certes ne modifie pas le cours de la lutte de classes, mais peut favoriser le regroupement des forces et précipiter l'affrontement ?

Or, quelles leçons devons-nous tirer de toutes ces années de durs combats ? On ne peut pas renoncer à marcher avec des hommes, à vaincre avec des hommes. C'est précisément notre courant, la Gauche, qui a soutenu que la collectivité d'hommes qui lutte ne peut pas être toute la masse, ni la majorité de celle-ci, mais que cela doit être le parti (**un parti pas trop grand**) et les groupes d'avant-garde qu'il organise. Mais **les noms** qui entraînent en ont entraîné dix et en ont égaré mille. Freinons donc cette tendance, et supprimons autant que possible, non **les hommes**, bien sûr, mais l'Homme avec son Nom particulier et son Curriculum vitæ particulier.

Je sais bien la réponse qui peut influencer les camarades naïfs : LENINE. Eh bien, il est sûr qu'après 1917, **nous avons gagné** de nombreux militants à la cause révolutionnaire parce qu'ils ont été convaincus que Lénine avait su faire et avait fait la révolution : ils sont venus, ils se sont battus, et **ensuite ils ont mieux approfondi** notre programme. Cet expédient a mis en mouvement des prolétaires et des masses entières qui sinon auraient peut-être dormi. Admettons. Et après ? C'est ce même nom de Lénine que l'opportunisme invoque pour corrompre **complètement** les prolétaires. Nous en sommes au point que l'avant-garde de la classe est bien moins avancée qu'avant 1917, quand il y avait bien peu de gens qui connaissaient son nom.

Dans les thèses et dans les directives établies par Lénine se résume le meilleur de la doctrine collective du prolétariat, de la politique de classe réelle ; mais son nom en tant que tel a un bilan négatif. Evidemment on a exagéré. Lénine lui-même en avait plus qu'assez du culte de la personnalité. Il n'y a que les petits hommes de rien du tout qui se croient indispensables à l'histoire. Il riait comme un enfant en entendant de telles choses. Il était suivi, adoré, et on ne le comprenait pas.

Est-ce que j'ai réussi par ces quelques lignes à te donner une idée de la question ? Le temps viendra où un fort mouvement de classe aura une théorie et une action correctes sans se servir de noms pour se gagner des sympathies. Je crois qu'il viendra. Celui qui ne le croit pas ne peut être qu'un marxiste peu convaincu ou, pire, un traître vendu à l'ennemi.

Comme tu vois, je n'ai pas mis en parallèle l'effet historique de l'enthousiasme pour Lénine avec l'effet néfaste des milliers de chefs renégats, mais avec les effets négatifs produits par son nom lui-même ; et je ne me suis pas aventuré non plus sur le terrain dangereux du « si Lénine n'était pas mort ». Staline aussi était un marxiste en règle et un homme d'action de premier ordre. L'erreur des trotskystes, c'est de chercher à expliquer ce gigantesque reflux de la force révolutionnaire par la sagesse ou par le tempérament de certains hommes.

Quelques figures de l'actualité.

Pourquoi avons-nous appelé la théorie du grand homme **théorie du battilocchio** ?

Le **battilocchio** est un type qui attire l'attention et qui en même temps révèle sa totale vacuité.

Grand, dégingandé, voûté pour cacher un peu sa tête dodelinante et ahurie, la démarche incertaine et oscillante. A Naples on l'appelle **battilocchio** à cause de ce clignement de paupières de niais et de philistin (...).

L'histoire et la politique contemporaines, en cette année 1953 (où tout se ressent de ce fait général et non accidentel qu'une forme à demi pourrie, le capitalisme, n'arrive pas à crever) nous sommes entourés de véritables constellations de **battilocchi**. Cette époque de marasme propage dans des masses admiratives et rampantes la conviction absolue que c'est eux, eux seuls, qu'il faut regarder, que partout il s'agit des **battilocchi** providentiels, et que surtout la relève de la garde du régiment des **battilocchi** est le **facteur** (pauvre Friedrich !) qui détermine l'histoire.

Parmi les chefs d'Etat, il y a un trio ineffable, qui se distingue par son manque absolu de nouveauté dans ses discours et même d'originalité dans l'attitude : Franco, Tito, Peron. Ces champions, ces Oscars de beauté historique ont perfectionné au maximum l'art suprême : l'absence totale de signes particuliers. Pas de nez dynastiques ; pas de regards d'aigle !

Quant à feu Hitler et à feu Mussolini, le premier nous fait penser au formidable état-major de non-**battilocchi** qui l'entouraient, promu au grade de criminels, et qui non seulement « faisaient l'histoire », mais la violaient à qui mieux mieux ; le second, lui, se fait pardonner à cause de l'ineffable compagnie de sous-**battilocchi** qui le mettait dans le pétrin et qui a cédé la place, en 1944-45, à la confrérie de même acabit, qui fait aujourd'hui nos délices.

Autre tiercé magnifique (non dans l'espace, mais dans le temps) qui nous fournit la preuve par neuf que toute succession (par héritage ou par élection) produit un effet historique équivalent à zéro multiplié par zéro : Delano, Harry, Ike. Les forces américaines qui occupent le monde justifieraient qu'on définisse notre époque comme celle de l'**expédition des battilocchi**.

De ternes diadoques.

Une autre constellation non moins représentative de l'époque actuelle est celle des chefs nationaux récents et présents, des pays et des partis liés à la Russie ; ils sont souvent déplacés sans ambages, si bien qu'on ne sait où trouver le plus de **battilocchi** : au fin fond des Balkans ou dans les jupes de Marianne. Quand Alexandre le Grand mourut, l'empire macédonien, qui s'était étendu sur deux continents, fut morcelé en Etats plus petits, confiés à ses différents généraux, qui disparurent bientôt sans laisser de souvenir. Si quelqu'un se rappelle leurs noms, il nous rend des points en fait d'histoire.

Quand l'histoire a besoin d'un grand homme, elle le trouve. Il se peut bien qu'il n'ait pas une grosse tête, mais il peut aussi s'agir d'un homme de valeur. Nous ne traitons personne de crétin.

Le fait est qu'en Italie, par exemple, le concours ouvert aux grandes personnalités concerne des postes qui ont jadis été occupés par des colosses historiques. Il s'agit de jouer en farce ce qui fut une tragédie. A l'occasion du soixantième anniversaire de Togliatti, qu'on a fêté avec un cérémonial bassement passéiste, après avoir longuement évoqué son curriculum vitæ et ses écrits, on a abouti à cette définition synthétique : **un grand patriote**.

Ce rôle, depuis un siècle, est désormais usé jusqu'à la corde et il n'y a guère d'espoir d'y trouver une grandeur qui ne soit pas celle d'un **battilocchio**. L'histoire a déjà trouvé ses héros, et sans trop chercher. Mazzini, Garibaldi, Cavour, et tant d'autres, ne se laisseront pas déloger. En fait de patrie, il ne nous reste plus grand chose, à dire vrai, mais pour ce qui est des patriotes, nous en avons à revendre. L'autobus de la gloire révolutionnaire est complet. Cela ne diminue en rien les qualités du candidat actuel : on a exhumé ses écrits de 1919 (époque où on eut le tort de ne pas leur accorder l'attention qu'ils méritaient), et ils lui font honneur : il n'a jamais cessé d'être marxiste, puisqu'il ne l'avait jamais été. Il soutenait à l'époque la même chose qu'aujourd'hui, c'est-à-dire la mission de la patrie. Un très grand patriote, si vous voulez, comme un **très grande diligence** au temps de l'électrotrain et de l'avion à réaction.

Si après avoir parlé de Lénine, nous n'avons pas fait mention de Staline, disparu depuis peu, ce n'est pas de peur qu'après une expédition punitive notre scalp s'en aille orner le mausolée, pratique à laquelle il y a bon espoir d'arriver un jour. Staline est encore le surgeon d'un parti anonyme, d'un parti de fer, qui a organisé sous la poussée de forces

historiques qui n'étaient pas accidentelles un mouvement collectif, anonyme, profond. Ce sont des réactions de la base historique, et non les hasards de la mesquine course au succès, qui déterminent le moment crucial de la contre-révolution. L'escadron révolutionnaire s'est immolé lui-même à la flamme de la réaction thermidorienne et s'il est vrai qu'un nom peut constituer un symbole même si la personne, en tant que telle, ne compte pour rien dans l'histoire, le nom de Staline reste le symbole de cet extraordinaire processus : la force prolétarienne la plus puissante réduite en esclavage et pliée aux exigences de la construction révolutionnaire du capitalisme moderne sur les ruines d'un monde arriéré et inerte.

La révolution bourgeoise doit nécessairement avoir un symbole et un nom, bien qu'elle aussi, en dernière instance, soit faite par des forces anonymes et des rapports matériels. Elle est la dernière révolution qui ne sache pas être anonyme : c'est pourquoi nous nous en souvenons comme d'une révolution romantique.

Notre révolution apparaîtra quand on aura fini de se prosterner à deux genoux devant des individus, dans une attitude faite surtout de lâcheté et de désarroi. L'instrument de sa force sera un parti parfaitement homogène dans sa doctrine, son organisation et son combat ; un parti qui n'accordera aucun crédit au nom et au mérite de l'individu, et qui refusera à l'individu la conscience, la volonté, l'initiative, le mérite ou la faute, pour tout résumer dans son unité nette et clairement délimitée.

Morphine et cocaïne.

Lénine a repris à Marx la définition (que beaucoup critiquent et trouvent vulgaire) de la religion comme opium du peuple. Le culte de la divinité est la morphine de la révolution, dont elle endort les forces ayissantes ; ce n'est pas pour rien que, lors de la mort de Staline, on a prié dans toutes les églises d'U.R.S.S.

Le culte du chef, de l'être et de la personne non plus divine, mais humaine, est un stupéfiant social encore plus pernicieux : nous l'appellerons la cocaïne du prolétariat. L'attente du héros qui enflammera les enthousiasmes et entraînera les foules à la lutte ressemble à l'injection de sympamine ; les pharmacologues ont trouvé le terme correspondant : c'est l'héroïne. Après une brève exaltation pathologique de l'énergie, survient un état de prostration chronique et de ralentissement du cœur. Il n'y a pas de piqûres à faire à une révolution qui hésite, à une société honteusement enceinte de dix-huit mois et qui n'a pas encore accouché.

Nous rejetons la ressource vulgaire qui consiste à se tailler un succès en exploitant le nom d'un homme d'exception, et nous crions cette autre définition du communisme : le communisme est la société qui n'a pas eu besoin de **battilocchi**.

LES BASES DE LA REPRISE DE CLASSE

Le long travail de restauration de la doctrine et de reconstitution de l'organisation du parti n'est pas achevé.

La profonde infection opportuniste, qui a brisé l'assaut révolutionnaire du prolétariat dans le premier après-guerre, l'hécatombe de travailleurs au cours du deuxième massacre impérialiste, et les guerres « locales » pour l'hégémonie capitaliste qui ont éclaté par la suite dans les divers points du globe, ont non seulement détruit des vies prolétariennes, mais surtout éloigné du communisme des générations entières d'ouvriers. L'alliance inouïe de l'Etat soviétique avec les centrales de l'impérialisme mondial, si elle a sauvé l'existence de cet Etat, a en revanche, arraché du cœur et des esprits des travailleurs les principes de la révolution communiste et la foi en elle. C'est au feu de nouvelles luttes générales de classe que se tremperont les nouvelles générations appelées à relever le drapeau rouge de la révolution violente.

Le passage historique de la théorie révolutionnaire au parti politique de classe est désormais une chose acquise. Les résurgences actuelles de l'immédiatisme petit-bourgeois, produit de la défaite, représentent un simple retour aux origines confuses du mouvement ouvrier : ce sont non des manifestations d'avant-garde, mais une résurrection momentanée du passé.

Dans le domaine de l'action de classe, la supériorité de la forme parti sur toutes les autres formes contingentes, tant dans sa période précapitaliste que postcapitaliste, est également acquise. De cette hiérarchie de formes et de fonctions découle le choix des moyens d'action, c'est-à-dire la tactique. En accord avec les principes énoncés ci-dessus, celle-ci est imposée par le dynamisme de la lutte historique qui mène au communisme : elle n'est donc pas dictée par le *hasard*, le *moment*, les *circonstances*.

Les conflits sociaux naissent de déterminations économiques. L'exploitation économique pousse les prolétaires à s'organiser dans l'association de classe ; l'action de classe - défaite, victoire - déchaîne la haine et l'enthousiasme : c'est sur ce chemin qu'ils rencontrent le Parti.

Toute forme de positivisme, de rationalisme, a été repoussée. La "conscience" suit l'instinct. Le sentiment la précède et la soumet. La haine pour l'ennemi bourgeois, pour le traître ; le mépris pour tout ce qui peut sortir de leurs bouches. La joie dans la lutte, l'amour des camarades de combat, le désir ardent de se faire le meilleur instrument au service de la révolution : voilà les sentiments qui caractérisent la résurrection révolutionnaire du prolétariat. Ils sont la prérogative de la jeunesse ouvrière, avant-garde de la classe.

Encore une thèse que nous suggère le texte que nous publions et que nous avons volontairement choisi dans notre *vieil* arsenal pour battre

en brèche les attraits mensongers et religieux du "savoir". Au nez de la jeunesse dorée d'aujourd'hui nous lançons le vieil axiome : *la révolution sera œuvre des "ignorants" !*

Les "amis du peuple" ou plutôt les amis de nos ennemis, les partisans des "révolutions culturelles" d'hier ou d'aujourd'hui sont horrifiés par cette thèse marxiste : mais qui dirigera les usines, qui planifiera l'économie, qui manœvrera l'Etat ? demandent-ils. Ces gens-là ne pourront jamais comprendre la puissance sociale de "l'ignorance", de même qu'ils n'ont pas compris celle de la barbarie, ni celle de la religion primitive, commodément reléguée au rang des superstitions.

Les prolétaires n'ont rien à apprendre du capitalisme. La future société devra, hélas, hériter de sa structure économique et sociale. Mais la dictature du prolétariat n'attendra pas une minute après la victoire pour procéder systématiquement et progressivement à la destruction des structures et des rapports sociaux. Dès 1848 Marx, qui n'avait rien d'un ignorant ni d'un utopiste, envisageait que le pouvoir prolétarien, après avoir abattu les bastions des Etats démocratiques, d'origine toute récente, renverse le cours déjà délirant de l'économie, en s'appuyant sur le prolétariat armé. La partie finale du *manifeste* contient les premiers rudiments pratiques de l'économie politique prolétarienne. L'héroïque classe ouvrière européenne d'alors parlait et agissait de manière révolutionnaire et communiste, sans avoir la moindre notion de la doctrine scientifique que Marx lui-même élaborait après 1848. La « culture » existante était déjà plus que suffisante pour abattre le pouvoir bourgeois.

Aujourd'hui, l'excès de "culture" étouffe comme dans un étau même la masse des déshérités. A plus forte raison "l'ignorance" de cette "culture" permettra-t-elle au prolétariat d'acquiescer la totale conviction de sa victoire sociale sur le capitalisme. Sans préjugés, sans inquiétudes, fort de la fraternité, sûr de posséder l'arme du Parti, il abattra toutes les idoles des classes possédantes et il gravera fidèlement dans son cœur et dans sa mémoire les signes indélébiles de l'histoire nouvelle.

A la jeunesse prolétarienne

Les générations qui vivent sous le règne infâme du capital ont la tâche de détruire le pouvoir d'Etat capitaliste. C'est la tâche la plus difficile. L'intelligence que l'histoire requiert du prolétaire d'aujourd'hui n'est que celle de lutter contre le capitalisme, de repousser toutes les influences qui pourraient le détourner de cette tâche. Intelligence de classe, violence de classe !

Mais la jeunesse prolétarienne, qui sera appelée à occuper les premiers rangs sur la ligne de feu, aura non seulement la tâche spécifique d'abattre le pouvoir bourgeois avec toute la classe ouvrière, mais aussi d'instaurer la société nouvelle, la société sans classes. Ce travail de reconstruction ne demandera pas moins d'enthousiasme, pas moins de volonté et d'esprit

de sacrifice. C'est cet esprit qui anime le programme de 1920 des Jeunes. Il est inutile d'ajouter qu'aujourd'hui le problème de l'encadrement des jeunes dans le parti se pose différemment ; c'est la position de principe qui compte, et c'est pour cela que nous avons voulu le republier.

Les idéologues petits-bourgeois en vogue actuellement, sous des étiquettes « contestataires » et pseudo-révolutionnaires, tout en ne touchant pas les jeunes travailleurs, les rejettent dans les bras de l'opportunisme, qui est encore susceptible d'une action organisée et disciplinée.

La lutte contre les faux communistes, contre les agents de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, requiert une action mille fois plus organisée et plus disciplinée. Une organisation et une discipline imposées non par un ensemble de règles despotiques, faites pour cacher la division qu'on entretient parmi les prolétaires entre ceux qui *volent* pour les chefs prestigieux, et les prétoriens qui aident ce même chef à conserver leurs prébendes, mais une organisation et une discipline dictées par le programme communiste.

Une soumission personnelle, dans la dépersonnalisation de chaque combattant, aux buts, aux principes, aux moyens révolutionnaires. Une adhésion volontaire et enthousiaste à la lutte pour le communisme. Un dévouement total et désintéressé à la cause.

L'arme principale au moyen de laquelle le capitalisme enchaîne la classe ouvrière à la domination opportuniste, c'est la corruption par la mystification démocratique savamment dosée avec la violence dans les diverses formes culturelles, religieuses, politiques, étatiques. La jeunesse prolétarienne a en elle-même assez de force pour repousser cette corruption, avec l'abnégation qui lui est propre, et cette générosité désintéressée qui caractérise les jeunes.

Le futur assaut du prolétariat révolutionnaire sera l'œuvre de la jeunesse travailleuse. C'est à elle que notre Parti consacre le meilleur de ses forces. C'est à elle que les communistes révolutionnaires s'adressent pour qu'elle donne le signal de la reprise de la lutte révolutionnaire de classe.

MOTION DE LA GAUCHE SUR « EDUCATION ET CULTURE » AU CONGRES DE LA JEUNESSE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN, BOLOGNE, 1912

« Le Congrès, **considérant** qu'en régime capitaliste l'école représente une arme puissante de conservation dans les mains de la classe dominante, qui tend à donner aux jeunes une éducation qui en fasse des partisans fidèles et résignés du régime actuel et les empêche d'en apercevoir les contradictions fondamentales, constatant par conséquent le caractère artificiel de la culture actuelle et des enseignements officiels, dans toutes leurs phases successives, et estimant qu'on ne doit

nullement faire fond sur **une réforme** de l'école dans un sens **laïque** ou **démocratique** ;

« **Reconnaissant** que notre mouvement a pour but de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie, en formant des jeunes libres intellectuellement de tout préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier tout intérêt individuel dans l'action révolutionnaire ;

« **Considérant** que cette éducation socialiste, s'opposant aux diverses formes d'individualisme où se perd la jeunesse moderne, et partant d'un ensemble de connaissances théoriques strictement scientifiques et positives, tend à former un esprit et un sentiment de sacrifice ;

« **Reconnaît** la grande difficulté pratique de donner à la masse des jeunes adhérant à notre mouvement une base de notions théoriques si vaste qu'elle exigerait la formation de véritables instituts culturels et des moyens financiers sans proportion avec les forces dont nous disposons ; et tout en s'engageant à donner le soutien le plus enthousiaste au travail que la Direction du Parti Socialiste entend faire dans ce domaine, le Congrès estime que l'attention des jeunes socialistes doit plutôt porter sur **la formation du caractère et du sentiment socialistes** ;

« **Considérant** qu'une telle éducation ne peut être donnée que par le milieu prolétarien quand celui-ci vit de la lutte de classe, comprise comme une préparation aux conquêtes finales du prolétariat, repoussant la définition scolaire de notre mouvement et toute discussion sur ce qu'on voudrait appeler sa « **fonction technique** », il pense que les jeunes trouveront dans toutes les agitations de classe du prolétariat le meilleur terrain pour le développement de leur conscience révolutionnaire et que, de même, les organisations ouvrières pourront trouver dans la collaboration active de leurs éléments les plus jeunes et les plus ardents cette foi socialiste qui seule peut et doit les sauver des dégéscences utilitaires et corporatistes ;

« Il **affirme** en conclusion que l'éducation des jeunes se fait plus par l'action que par l'étude réglée par des systèmes et des normes quasi-bureaucratiques. En conséquence, il exhorte tous les membres du mouvement de la Jeunesse socialiste :

« a) A se réunir beaucoup plus souvent que ne le prévoient les statuts, pour discuter entre eux sur les problèmes de l'action socialiste, en se communicant les résultats de leurs observations et de leurs lectures personnelles et en s'habituant toujours plus à la solidarité morale du milieu socialiste ;

« b) A prendre une part active à la vie des organisations de métier, en faisant la propagande socialiste la plus active parmi les camarades syndiqués, et particulièrement en y répandant la conscience que le Syndicat n'a pas pour seul but les améliorations économiques immédiates, mais est au contraire un des moyens pour l'émancipation

complète du prolétariat, aux côtés des autres organisations révolutionnaires. »

LE PROGRAMME DES JEUNES DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE (JUILLET 1920)

1) La jeunesse prolétarienne, depuis l'enfance, est prise dans l'engrenage fatal du système capitaliste de production, qui la frappe cruellement dans son développement physique et intellectuel et qui fait naître sa conscience de classe, alimentée et favorisée par sa psychologie rebelle et généreuse.

2) De cette psychologie particulière découle l'opportunité d'une organisation particulière : l'organisation de la jeunesse, qui rassemble la partie la plus vigoureuse et la plus enthousiaste du prolétariat, l'avant-garde héroïque et combative du parti communiste, disposée à tous les sacrifices et à toutes les abnégations, prête à occuper les postes les plus dangereux dans une lutte acharnée.

3) L'organisation de la jeunesse communiste a pour tâche l'éducation marxiste de la jeunesse travailleuse, l'utilisation des énergies qu'elle renferme en vue d'atteindre le but final commun.

4) La jeunesse communiste tend à frapper l'organisation de l'Etat dans ses bastions les plus solides ; c'est pourquoi elle consacre une part non négligeable de son activité à la propagande antimilitariste, fondée non pas sur de vagues théories humanitaires et pacifistes, mais sur la désagrégation de l'appareil de défense de l'Etat bourgeois, et sur la préparation de l'armée de défense de l'Etat du prolétariat.

5) Elle tend à compléter la conscience de classe et à élever le niveau culturel du prolétariat : c'est pourquoi elle s'efforce de le libérer de toutes les superstitions et avant tout de toutes les mesquines superstitions morales et politiques dérivant du cléricalisme, fidèle allié du capitalisme, et qui tente en particulier de maintenir la classe laborieuse dans sa plus totale ignorance.

6) Elle sait que la lutte de classes est la lutte de toute la bourgeoisie contre tout le prolétariat, elle sait que la victoire finale du prolétariat ne pourra consister que dans la révolution mondiale : c'est pourquoi elle appartient à une organisation internationale dont la tâche est de lier et de coordonner le travail et les efforts de tous les jeunes communistes du monde entier.

7) Tout en faisant son éducation **au travers de la lutte**, la jeunesse communiste ne cesse de diffuser dans le prolétariat les principes fondamentaux de la doctrine marxiste, d'une part en vulgarisant ces principes eux-mêmes et les phases historiques de la lutte de classes, d'autre part et surtout en faisant une critique impitoyable de toutes les révisions,

des fausses interprétations et des multiples dégénérescences de la théorie marxiste.

8) Elle combat toutes les dégénérescences petites-bourgeoises du marxisme, du réformisme au syndicalisme, tout en comprenant le rôle que ces formes ont pu jouer dans la genèse historique du mouvement d'émancipation des classes laborieuses. Elle combat également toutes les formes de l'extrémisme anarchisant, qui n'a rien à voir avec la base théorique et la réalisation pratique du programme communiste.

9) Elle combat toutes les formes (et surtout les formes avancées, qui sont plus équivoques) du socialisme parlementaire, que Marx a qualifié justement de crétinisme parlementaire et qui, sous quelque forme que ce soit, équivaut en dernière analyse à la tentative d'empêcher à tout prix le déroulement fatal des crises irrémédiables qui précipitent la chute du régime bourgeois.

10) Dans la période historique révolutionnaire, où le prolétariat de chaque pays attend que l'heure de sa révolution sonne d'un moment à l'autre, la jeunesse communiste considère la participation des représentants de la classe opprimée aux organismes de la classe des oppresseurs comme incompatible, car le travail de critique est achevé et il est urgent de concentrer les énergies du prolétariat dans la préparation à la révolution imminente.

11) Elle affirme que rien n'est plus infantile que la théorie qui nie les tendances dans le mouvement de la jeunesse : en effet il n'existe pas une interprétation unique de la doctrine marxiste, mais chaque tendance politique représente justement une révision ou une interprétation différente de la doctrine marxiste pour laquelle nous devons faire de la propagande et l'action de propagande elle-même présuppose donc une interprétation de cette doctrine, c'est-à-dire une tendance politique.

12) C'est donc en pleine conscience que la jeunesse communiste affirme que la tendance social-démocrate est la pire dégénérescence révisionniste du système marxiste, qu'elle est le dernier rempart du régime bourgeois ; elle affirme vigoureusement la nécessité d'un Parti Communiste homogène et l'incompatibilité absolue de la présence de non-communistes (qu'ils appartiennent à des fractions du centre ou de la droite) dans la Fédération et dans l'Internationale des Jeunesses Communistes.

13) En particulier, dans la période actuelle de la lutte, elle déclare changer sa dénomination de Fédération de la Jeunesse Socialiste en Fédération de la Jeunesse Communiste, et elle retire son adhésion au Parti Socialiste Italien, tant qu'il n'aura pas renoncé à ses hésitations, en procédant à l'élimination des non-communistes et en se constituant en Parti Communiste étroitement lié à la III^{me} Internationale de Moscou.

14) C'est à cette action primordiale qu'elle subordonne tout jugement et tout appui au travail que le Parti Socialiste pourra accomplir

en vue de la préparation révolutionnaire, de la constitution des soviets, et de toute autre action possible, car elle sait que rien de tout cela ne pourra se faire tant que le Parti voudra rester dans l'équivoque où il se débat actuellement.

**EXTRAIT DES « THESES CARACTERISTIQUES DU PARTI »,
DECEMBRE 1951**

S'appuyant sur une donnée de l'expérience révolutionnaire, à savoir que les générations révolutionnaires se succèdent rapidement et que le culte des hommes est un aspect dangereux de l'opportunisme, car le passage des chefs âgés et usés à l'ennemi et aux tendances conformistes est un fait confirmé par les rares exceptions à la règle, le parti accorde toute son attention aux jeunes et consacre une grande partie de ses efforts à les recruter et à les préparer à l'activité politique, exempte de tout arrivisme et de toute apologie des personnalités.

Dans la période historique actuelle, profondément contre-révolutionnaire, la formation de jeunes dirigeants capables de garantir la continuité de la révolution s'impose. L'apport d'une nouvelle génération révolutionnaire est une condition nécessaire pour la reprise du mouvement.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
30 F — 200 FB — 2000 Lires